

## La répression s'aggrave en Afrique du Sud

LIRE PAGE 6

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, \$ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 38 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 li.; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 25  
4, RUE DES ÉVALUÉS  
75007 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Kléber Pader et Associés  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Un procès d'opinion à Prague

Les autorités tchécoslovaques ont fait condamner pour un délit d'opinion quatre intellectuels, dont le seul crime était d'avoir fait connaître à l'étranger des textes à l'index dans leur pays. Ce procès s'est déroulé au moment même où les signataires des accords d'Helsinki examinaient à Belgrade l'application d'obligations internationales librement consenties, notamment pour la libre circulation de l'information et des idées.

Personne ne peut croire qu'il y ait là une simple coïncidence. L'ouverture du procès a été retardée à plusieurs reprises depuis le printemps dernier. Sans le feu vert de Moscou, Prague n'aurait pas osé le mener en pleine conférence de Belgrade. Certes, officiellement, les inculpés n'étaient pas jugés pour leur adhésion à la Charte 77, laquelle se heurtait à réclamer du gouvernement tchécoslovaque qu'il respecte à l'intérieur du pays les obligations internationales qu'il avait contractées en matière de droits civils et humains. Mais le réquisitoire de l'accusation n'a pu tromper personne : il reprenait des formulations dignes de l'ère stalinienne, telles que « l'ennemi de la patrie », « le traître », « le provocateur », etc., transformant chaque inculpé en un « agent de la CIA » et chaque diplomate en agent de liaison chargé de payer les « traités » avec des tablettes de chocolat.

Le dialogue de sourds risque de durer longtemps entre l'Est et l'Ouest. D'un côté, on parlera à chaque manifestation occidentale d'ingérences inadmissibles dans les affaires intérieures des États souverains. De l'autre, on rappellera que les obligations internationales ne sont pas un vain mot, et que les droits de l'homme doivent être respectés partout. Au-delà des accusations, voire du chantage réciproque au maintien de la détente, l'exemple de ce qui vient de se passer à Prague montre que, un quart de siècle après la mort de Staline, on ne peut plus impunément faire l'impasse sur les réactions à la censure, de Belgique, où l'affaire fut évoquée en premier par le député français, et devant le tribunal général soulevé dans le monde, le tribunal a dû bâcler le procès.

De toute manière, le lieu avait été mal choisi pour tester les réactions occidentales. La Tchécoslovaquie, depuis 1938 et surtout depuis 1968, reste un objet de remords pour les démocrates de l'Ouest qui n'ont pas su l'aider. Tout ce qui s'y passe est scruté, jugé et condamné avec plus de sévérité encore qu'ailleurs.

Le régime de M. Husak cherche en vain à se composer une image de marque convenable en se contentant d'échanges de visites de ministres ou de premiers ministres. Pour regagner le respect international, il faudrait beaucoup plus. Si sans doute un autre régime que celui qui est issu de la « normalisation ». Car les espoirs du « printemps de Prague », écrasés par les chars des pays du pacte de Varsovie, persistent aussi bien parmi les intellectuels que dans la population. Comme l'écrivait, dès 1971, dans sa lettre ouverte aux partis communistes et ouvriers du monde M. Alfred Cerny, l'un des anciens dirigeants du P.C. tchécoslovaque, « le parti du peuple n'est pas organisé, n'a pas d'appareil, n'a même pas de nom, mais il y a deux choses qu'on ne saurait lui prendre d'aucune manière : la pensée critique et la force de la solidarité ».

(Lire nos informations page 8.)

## Satisfaction mêlée de crainte à Bonn

Les Allemands se félicitent de l'heureuse issue de l'affaire du Boeing, mais s'inquiètent des conséquences du suicide des terroristes.

L'Allemagne fédérale a accueilli dans la Hesse, mardi après-midi 18 octobre, les otages de retour de Mogadiscio, ainsi que les membres du commando antiterroriste qui les ont libérés.

L'annonce du suicide d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe, dans leurs cellules de la prison de Stuttgart-Stammheim, provoqua toutefois certaines interrogations en R.F.A. et dans le monde, en particulier sur la façon dont les deux hommes ont pu se procurer un pistolet. Le quotidien du groupe Springer, Die Welt, se demande notamment si le triple suicide ne visait pas à « donner le signal d'une nouvelle terreur ».

Le résultat de l'autopsie des trois corps, qui a été pratiquée dans la nuit de mardi à mercredi par deux médecins légistes ouest-allemands et trois étrangers, n'a pas encore été rendu public. Selon M. Heinz Funtke, l'un des anciens défenseurs de Baader, ce dernier aurait été tué d'un balot tiré de l'arrière de la tête vers l'avant.

L'annonce a été faite par un communiqué d'un confrère, qui aurait assisté à l'autopsie.

On est toujours sans nouvelles, à Bonn, de M. Hanna-Martin Schlegel, enlevé le 5 septembre dernier à Cologne et dont le sort inspire les plus vives inquiétudes. Le président Scheel a lancé mardi soir un appel radiotélévisé aux ravisseurs.

De notre correspondant

Bonn. — Andreas Baader et ses compagnons les plus proches sont morts comme ils l'avaient vécu : en laissant derrière eux une « bombe » à retardement, dont l'effet n'est pas encore mesurable.

Les premières enquêtes à la prison de Stammheim n'ont encore, si l'on en croit les autorités, apporté aucun indice sur la façon dont Baader et Raspe ont pu se procurer des pistolets pour se suicider, alors que depuis plusieurs semaines déjà, ils étaient en principe soumis à un isolement total. Le ministre de la Justice du Bade-Wurtemberg, M. Trautmann, a déclaré, mardi soir à Stuttgart, sa perplexité.

Le suicide de Gudrun Ensslin, la compagne de Baader, est certes plus explicable. Sa cellule avait été visitée pour la dernière fois par les gardiens lundi à 18 heures. Elle a donc disposé de toute la nuit pour fabriquer une corde avec ses vêtements et se pendre aux barreaux de la fenêtre. De même Irmgard Möller, que les médecins s'efforcent de sauver, n'a disposé que d'un grossier couteau à pain avec lequel elle s'est tranché la gorge.

Mais la présence des pistolets dans les cellules de Baader et de Raspe suscite la stupeur générale. Les armes et compléments des terroristes disparus ne manquent pas, comme ils l'avaient déjà fait lors du suicide de Ulrike Meinhof, de suggérer que Baader et Raspe ont été assassinés dans leur prison. Mais même la plus extrême méfiance permet difficilement d'imaginer qu'à l'heure où la République fédérale venait de remporter une grande victoire sur le terrorisme, ses représentants aient pu éprou-

## AU JOUR LE JOUR

## GASPILLAGE

Dans cette drôle de fin de siècle, à quelques centaines de kilomètres de distance, on apprendrait le même jour le suicide de Baader, qui avait combattu une société où il considérait la consommation comme un esclavage, et la condamnation à la prison de quatre dissidents tchécoslovaques accusés d'appartenir à la CIA, parce qu'ils estimaient que le silence qu'on impose à un peuple est un esclavage.

Certains en concluront que cela signifie qu'en Allemagne fédérale on gaspille la liberté, d'autres diront qu'en Tchécoslovaquie on gaspille la socialisme, d'autres enfin penseront qu'il n'y a pas de socialisme en Allemagne fédérale et pas de liberté en Tchécoslovaquie.

Quant aux générations futures, voyant les choses de plus loin, peut-être diront-elles dans le rapprochement de ces deux événements le signe que, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les sociétés industrielles de l'Ouest et celles de l'Est étaient incapables de résoudre la question du gaspillage des existences.

BERNARD CHAPUIS.

## Un nouveau fédéralisme au Canada

Ottawa souhaite une révision constitutionnelle approuvée par toutes les provinces y compris le Québec

Le gouvernement canadien proposera prochainement au Parlement fédéral une révision constitutionnelle en vue de donner naissance à un nouveau fédéralisme ayant l'adhésion de tous les Canadiens. Cette importante décision a été annoncée, le mardi 18 octobre, à Ottawa, par la reine Elizabeth d'Angleterre.

Le gouvernement, soucieux de tout faire pour empêcher le Québec de se séparer du reste du pays, proposera sans doute de modifier la loi sur les langues officielles afin de mieux assurer l'égalité de statut. La révision de la Constitution, annoncée périodiquement depuis 1969, répond également aux pressions que les dix provinces, et pas seulement le Québec, exercent sur le gouvernement central pour obtenir plus d'autonomie dans la conduite de leurs affaires.

M. Trudeau a aussi l'intention de prendre des mesures énergiques pour lutter contre la récession économique et les disparités entre les provinces.

De notre correspondant

Montréal. — La nouvelle session du Parlement a été ouverte solennellement à Ottawa par la reine Elizabeth d'Angleterre qui a prononcé elle-même, pour la première fois depuis vingt ans, le discours du trône.

Ce discours était très attendu, le Canada étant plongé dans une crise sans précédent depuis l'élection d'un gouvernement indépendantiste dans la province du Québec. D'autre part, les élections législatives fédérales pourraient avoir lieu l'année prochaine et les milieux politiques espèrent trouver dans le discours, rédigé par le premier ministre, M. Pierre-Elliott Trudeau, des indications sur les thèmes qui seront développés pendant la campagne électorale.

ALAIN-MARIE CARON.

(Lire la suite page 7.)

## La bataille nucléaire

L'atome est aujourd'hui l'un des plus grands enjeux des citoyens dans de nombreux pays industrialisés. Pour réduire la contamination, la construction d'un conseil d'information sur l'énergie nucléaire, qui devrait être adopté prochainement par le conseil des ministres, et M. Monory rend compte mercredi 19 octobre des efforts du gouvernement en matière d'énergie solaire et géothermique.

Cela s'empêchera cependant pas les manifestations de continuer comme à l'habitude, en Ardèche.

### I. — PROMÉTHÉE ET LE FEU DÉROBÉ

par HENRI ANGLÈS  
D'AURIAC

Sur les champs de bataille apparemment nouveaux du nucléaire et de l'écologie, c'est une vieille guerre de religion qui continue : les sciences en présence sont toujours les mêmes, les options qu'elles défendent n'ont pas changé : d'un côté, « ceux qui croient au progrès », les prométhéens ; de l'autre, « ceux qui n'y croient pas », les écologistes, et d'abord les « incroyants ». Que disent-ils ?

« Nous nous battons pour la SAGESSE. L'humanité a choisi le feu de la Puissance et n'en a tiré que des catastrophes apparentes et ponctuelles. Globalement, elle n'est pas plus heureuse qu'autrefois. Elle était légitime que l'homme cultive et amène la nature, cette « culture » devait constamment être contrôlée par la raison. Nous ne sommes pas

contre le progrès, mais contre la progression inconsciente et barbare de Prométhée. Il est grand temps de substituer à cette démarche sans projet et sans intermédiaire celle du civisme qui sait où il veut aller et comment il ira. Dans la formule des anciens, selon laquelle « on ne commande à la nature qu'en y obéissant », les apprentis sorciers de la technologie n'ont voulu tirer qu'une recette pour l'action. Alors qu'il s'agissait aussi et surtout d'une règle morale indiquant les limites permises de cette action de l'homme sur le monde, l'homme qui consistait précisément dans le respect de la nature de la Nature, et d'abord de la nature

de l'homme. Non, nous n'avons pas le droit de laisser se développer sans contraintes (la conscience de l'être « conscient », et non de l'être « consciencieux ») ni morale une culture qui ne serait que le fruit d'une histoire instinctive et hasardeuse, indigne de l'être pensant et raisonnable, qu'est l'homme ».

(Lire la suite page 34.)

### L'ACTION CULTURELLE EN QUESTION

## La création contre l'animation

La discussion du budget de la culture pour 1978 s'ouvre jeudi 20 octobre à l'Assemblée nationale. Ce mercredi, les treize maiors de la culture qui protestent contre l'insuffisance des subventions prévues l'an prochain en leur faveur organisent une journée nationale d'action, marquée par un meeting public au Théâtre national de Chaillot et un rassemblement dans la cour du Palais-Royal. À ce mouvement s'associe le Syndicat national des directeurs d'entreprises d'action culturelle, qui s'inquiète du sort des centres dramatiques nationaux, dont les crédits, en dépit des engagements pris, ne seront que faiblement augmentés (« le Monde » du 14 octobre).

Les maiors de la culture et les centres dramatiques sont les principaux bénéficiaires de l'action culturelle en province : la stagnation de leurs moyens financiers met en cause l'expérience de la décentralisation menée depuis plus de vingt ans. Au même moment, la capitale, déjà bénéficiaire de plus de la moitié du budget culturel de l'État, décide d'accomplir, sous l'impulsion de son maire, M. Jacques Chirac, un effort important (« le Monde » du 15 octobre). Cependant l'intervention de la municipalité dans

## Les critiques du P.C. contre le P.S. se durcissent

La C.G.T. publie une déclaration plus évasive

La polémique antisocialiste du parti communiste a franchi, mardi, un nouveau degré. Au cours d'une conférence de presse présidée par M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. Herzog, chef de file des économistes du P.C.F. et membre du comité central, a accusé le parti socialiste de « proposer d'élargir la domination du capital ». L'humilité de mercredi 19 octobre publie en première page cette déclaration, que complètent d'autres critiques à propos des votes du P.S. lors du débat budgétaire.

La C.G.T., qui avait connu de sérieuses tensions internes à la suite de déclarations très favorables à la position du P.C., a, elle, publié mardi une lettre qui réaffirme la fidélité de la centrale au programme commun, mais est plus évasive que le précédent sur les points en litige au sein de la gauche.

Juste qu'on l'escalade verbale et écrite du P.C.F. contre le parti socialiste ? Après avoir accusé M. Mitterrand et ses amis de reculer par rapport aux engagements de 1972, puis d'avoir « pris un virage à droite », voici que le parti communiste, par la voix de M. Herzog, juge le P.S. désireux d'élargir la domination du capital « sur l'économie française. On voit mal en vérité ce qui pourrait justifier cette affirmation. D'actualisation du programme commun en concessions, puis en « précisions », le P.S. a accepté la nationalisation à 100 % de deux cent quatre-vingt-cinq sociétés dépendant — on l'a vu — des neuf groupes industriels inscrits dans le programme de 1972, des banques privées, des grandes assurances et, à terme, de la sidérurgie. Cela représente, grosso modo, le passage dans le secteur public d'établissements employant quelque 740 000 salariés (sidérurgie comprise). En quoi cela pourrait-il constituer un « élargissement de la domination du grand capital » ?

G. M.

(Lire la suite page 11.)

**SEUIL**

Sentiment amoureux, sexualité, amour maternel du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours

Edward Shorter

## Naissance de la famille moderne

Un livre fort et provocant.

NEW YORK TIMES

Coll. L'Univers historique dirigée par J. Julliard et M. Wronski, 364 pages, 59 F.

(Lire page 19 l'article de THOMAS FERENCZI.)

**Le Monde de l'éducation**

Numéro d'octobre

Qui sont les étudiants

- attitudes politiques
- vie quotidienne
- drogues
- sexualité
- loisirs
- les études où l'on travaille le plus, et le moins...

**L'école à l'hôpital**

En vente partout : 5 F







Le Monde

# étranger

## LE DÉNOUEMENT DE L'AFFAIRE DU BOEING ET SES RÉPERCUSSIONS

Les messages de félicitation affluent sur le bureau du chancelier Schmidt après la libération des otages du Boeing de la Lufthansa. Tout en exprimant leur soulagement, presque tous les commentateurs approuvent la fermeté dont a fait preuve le gouvernement de Bonn.

● A PARIS, M. Giscard d'Estaing, s'adressant mardi 19 octobre aux journalistes, a sa sortie du Conseil économique, a déclaré que « tout le mérite de la fermeté » revenait au chancelier. « Les circonstances comme celles-ci montrent, a-t-il dit, qu'il existe une communauté de destin en Europe », ajoutant qu'à cette occasion on avait « senti la solidarité » des pays de l'Europe occidentale. Mais, a-t-il fait observer, « la décision appartient à un homme seul ». M. Schmidt, dans un télégramme adressé à M. Giscard d'Estaing, écrit, de son côté : « Vous-même, cher Valéry, m'avez aidé par vos conseils et vos encouragements, à supporter cette dure épreuve. Je vous en suis de tout cœur reconnaissant. Le souvenir de cette preuve d'amitié en ces heures difficiles sera pour moi un gage de la future coopération entre nous deux et entre nos peuples ».

M. Raymond Barre a envoyé mardi matin 19 octobre à M. Schmidt le message suivant : « Je suis heureux d'apprendre la libération des otages dont nous suivons le sort avec la plus grande anxiété. Permettez-moi de vous dire mon admiration pour la fermeté dont vous avez fait preuve dans l'épreuve redoutable que votre pays et vous-même avez affrontée. Cette fermeté est le seul garant de la sauvegarde des libertés démocratiques ».

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a écrit à Sofia, à l'invitation du gouvernement bulgare, a déclaré, mardi 19 octobre, au micro de R.T.I. : « Comment ne serait-on pas bouleversé par ce retour aux formes de la barbarie, par cette sanction collective qu'infligent à des innocents ceux qui s'inspirent de ce ne sont que des idéologies, ou, peut-être, tout simplement de formes nouvelles de terro-risme ».

« Nous, Français, nous n'acceptons pas ces méthodes, nous les condamnons, et nous disons à ceux qui résistent, que nous sommes de leur côté ».

Le P.S.U., tout en condamnant, dans un communiqué, l'« inconscience tragique » des pirates de l'air, refuse de s'associer au « concert d'éloges » qui a suivi la libération des otages, et ajoute qu'« aucun problème n'est réglé » dans les sociétés européennes.

A l'extrême droite, le Front national réclame la formation de « gouvernements forts », et le Parti des forces nouvelles déclare que la lutte contre le terrorisme « ne s'accommodera pas du laxisme ».

● A LUXEMBOURG, M. Thorn, chef du gouvernement, a déclaré : « Je ne vois pas pourquoi, sous prétexte que le terrorisme est mondial, l'on n'aurait pas vers une collaboration institutionnelle des Neuf ». Cette suggestion a été remarquée, notamment à Paris, et il n'est pas exclu qu'elle ait des suites.

● A WASHINGTON, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré : « Le président estime que l'Allemagne de l'Ouest a

frappé un grand coup en faveur de tous ceux qui, comme nous, sont vulnérables à ce genre de terrorisme ». M. Brzezinski, conseiller de M. Carter, a dit : « Il n'y a pas de doute que les Etats-Unis seraient prêts à entreprendre toute action qui se révélerait nécessaire contre des pirates, quel que soit notre rôle au Proche-Orient ».

● EN ISRAËL, le premier ministre a télégraphié à M. Schmidt : « Il s'agit d'un sauvetage dont tous les hommes libres se réjouissent ». La presse souligne le parallélisme entre les opérations d'Entebbe et de Mogadiscio, « points-clés sur la route de la lutte contre la terreur ».

● DE TUNIS, dans un télégramme à M. Scheel, le président Bourguiba salue « l'intelligence et la fermeté » du gouvernement ouest-allemand et affirme que « le succès remporté à Mogadiscio est une victoire de la démocratie contre la terreur ».

● A LA CONFERENCE DE BELGRADE, M. Fischer, délégué de l'Allemagne fédérale, après avoir annoncé mardi le dénouement de l'affaire du Boeing et s'être félicité de la « vague de solidarité », a ajouté : « Quelque chose de semblable ou même de pire pourrait arriver demain (...) à n'importe quel autre pays. La société internationale doit donc se défendre énergiquement, car si les terroristes savaient qu'ils ne peuvent trouver de soutien nulle part, ils s'abandonneraient peut-être à de nouvelles actions ». Plusieurs délégués occidentaux ont immédiatement approuvé le délégué allemand ainsi que le délégué de la Hongrie qui, « convaincu d'exprimer l'opinion de tous », a condamné les actions terroristes.

### LE RETOUR DES « REVENANTS »

#### A Francfort, les rires et les pleurs des retrouvailles

Bonn. — Le contraste entre les deux réceptions a été frappant : à Cologne, la pompe officielle l'a emporté lors du retour des « héros de Mogadiscio ». A Francfort, en revanche, les rires et les pleurs des retrouvailles entre les otages libérés et leurs familles étaient une profonde détresse humaine.

De notre correspondant

Le premier à descendre du Boeing qui a atterri sur la piste de l'aéroport de Wahn, près de Cologne, mardi après-midi, est M. Wischniewski, le ministre d'Etat à la chancellerie, l'homme de confiance de M. Schmidt, qui avait suivi les pirates d'escorte en avion, et qui, très largement dégoûté des conditions de la libération des otages.

A quelques pas de la passerelle, le ministre de l'Intérieur, M. Mauck, est resté debout, attendant sous le soleil. Il va au-devant de la large silhouette de M. Wischniewski qui, lui aussi, a retrouvé sa tenue officielle, alors que, sur les écrans de la télévision, il était apparu à Mogadiscio la chemise ouverte, la cravate arrachée et le visage déformé de douleur.

Les deux hommes s'embrassent tandis que les vingt-huit membres du commando G9 descendent de l'avion au pas de course pour saluer sur la piste. Tous sont en civil et les tenues les plus variées : blue-jeans, chemises multicolores, blousons et chandails. Il s'agit pour la plupart d'adolescents au visage rose, avec des cheveux frisés ou des raies bien droites. Leur apparence évoque une chorale d'églises plutôt qu'un groupe de combattants formés aux techniques les plus meurtrières.

Le commandant de l'unité victorieuse, le directeur de police Ulrich Wegener, ne se distingue guère de ses troupes. Lui aussi porte un pantalon gris et un blouson de cuir. Le visage est anguleux, la chevelure courte et noire, l'allure décidée.

C'est tout de suite l'heure des discours et de la rhétorique : des remerciements « éternels » au gouvernement somalien, des « nous sommes fiers de vous », des « adieu » aux combattants dont l'allure est si peu martiale, et enfin l'hymne national pour tout le monde. Dans la cohue de

la séparation, M. Wischniewski ne parvient pas à cacher quelques larmes derrière ses lunettes noires. Il se reprend très vite : lorsqu'on lui demande comment il a supporté cette épreuve, il réplique avec son assurance coutumière : « Oh, vous savez, j'ai une bonne santé ».

Une heure plus tôt, l'autre Boeing, celui qui ramenait les passagers de la Lufthansa, s'élève vers Francfort. Quarante-vingt d'entre eux seulement se trouvaient dans l'appareil, les autres, portés par hélicoptères, étant restés à l'hôpital de Mogadiscio. Ici, on a voulu s'occuper de l'atmosphère de réjouissances en distribuant des fleurs aux passagers. Leur départ, cependant, n'est pas sans quelque tristesse.

En tête du cortège, l'homme de l'air, blessé au cours de l'opération de commando, la jambe entourée de plâtre, est soutenu, lorsqu'elle descend lentement l'escalier, par le capitaine de l'appareil. Derrière elle, un employé de la Lufthansa porte un bébé que sa mère, trop faible, n'a plus la force de garder dans ses bras. Une autre, épuisée pourtant, s'accroche à son chien.

Le cortège des « revenants » ne s'écoule qu'avec lenteur. Beaucoup sont drapés dans des couvertures, certains ont les pieds nus. Dans l'air, il y a un peu de pluie, pendant plus de cent heures, ils ont abandonné leurs vêtements trop chauds. Lorsque le moment de la libération est venu, personne n'a plus rien retrouvé dans l'extrême confusion.

Si des sourires s'éveillent sur les visages, ils se mêlent aux pleurs. Le départ des rescapés est encore visiblement ravagé par l'épreuve. Même à Francfort, après avoir bénéficié de bien des réconforts déjà, un passager âgé doit être conduit vers une ambulance.

Les auteurs bleus de la Lufthansa se dirigent alors vers le centre de l'aéroport, tandis que l'on débarque le cercueil du pilote, Jürgen Schumann, assassiné à Aden sous les yeux de tous les passagers.

« Dans quel œil veux-tu que je tire ? »

Les rescapés parlent de leur aventure, les uns en sifflant, les autres en sanglotant. Les propos, parfois contradictoires, sont toujours étonnants. Bien connu en tant qu'ancien président de l'équipe de football d'Offenbach, M. Gregorio Canellas, un homme solide et toujours jovial, décrit les terroristes comme des « bêtes ». Pendant cinq jours, les voyageurs n'ont pu quitter leurs sièges et devaient attendre le bon vouloir de leurs geôliers pour aller aux toilettes. « Nous avions, dit encore M. Canellas, les mains liées de telle façon qu'elles sont devenues toutes bleues ».

Lorsque les terroristes s'en prirent au pilote, ils le contraignirent à s'agenouiller dans la cabine. L'un d'eux le saisit par la chevelure pour lui redresser la tête : « Dans quel œil veux-tu que je tire ? », demanda-t-il avant d'appuyer sur la détente. Le corps du malheureux fut jeté sur place pendant des heures.

L'hôtesse de l'air Gabriele Dillman a expliqué les tortures morales auxquelles les voyageurs

ont été soumis : « Sur la première rangée de fauteuils, les terroristes avaient placé leurs explosifs. Puis ils installèrent les autres dans les fauteuils suivants ».

Un autre rescapé parle des derniers moments, lorsque l'ultimatum des terroristes devait être bien arrivé à expiration : « On nous a tous menacés et armés d'une liasse d'argent et de bijoux de l'essence. Pour nous, il était clair que la fin approchait ».

Une heure plus tard, dans le grand salon de l'aéroport, les victimes des pirates prennent enfin part à une « célébration ». Les ministres venus de Bonn, le bourgmestre de Francfort, comprennent cependant que l'heure n'est pas aux grands discours. Ils se contentent de rendre hommage, une fois encore, au malheureux pilote du Boeing sans le concours duquel la libération n'aurait peut-être pas réussi. Bientôt, ceux qui sont arrivés à la dernière minute, les journalistes quittent l'aéroport pour rejoindre enfin les foyers qu'ils avaient cru ne jamais revoir.

JEAN WETZ.

#### L'attitude coopérative du président somalien devrait faciliter le rapprochement amorcé entre Mogadiscio et l'Occident

Le gouvernement d'Arable Saoudite, avec l'encouragement probable de Washington, a joué un rôle décisif dans la préparation de l'opération de sauvetage des otages de Mogadiscio, rapporte le Financial Times. Selon le quotidien britannique, le roi Khaled, souverain saoudien, servant d'intermédiaire entre Bonn et Mogadiscio, a usé de son influence auprès des dirigeants somaliens pour obtenir leur entière coopération dans la mise au point de l'action de commando. Comme le montre ci-dessous notre correspondant à Nairobi, la colla-

boration du président Syad Barre dans cette affaire devrait accélérer le rapprochement entre Mogadiscio et les capitales occidentales.

D'autre part, l'ambassadeur somalien à Bonn, M. Youssouf Adan Bokan, a assisté mardi 19 octobre à la « réunion de victoire » du cabinet allemand. A cette occasion, M. Bokan a déclaré qu'il était fier qu'« un petit pays ait pu sauver des vies d'innocents et contribuer ainsi à une meilleure compréhension internationale ».

De notre correspondant en Afrique orientale

avait décidé d'appuyer Addis-Abeba dans le conflit somalo-éthiopien. Menacés d'isolement, les Somaliens ont alors cherché à ménager de nouveaux appuis, notamment dans le monde arabe. Mais le succès de ces initiatives est demeuré jusqu'à une date récente, assez limité.

A l'exemple des Etats-Unis, les capitales occidentales ont refusé de livrer à Mogadiscio des armes destinées aux « forces de libération » qui se battent au Capden. Certains pays du Proche-Orient offrent une aide, mais ils le font

discrettement et la Ligue arabe a refusé, jusqu'ici, de se prononcer ouvertement en faveur des Somaliens. La cause de Mogadiscio demeure assez impopulaire au sein de l'Organisation de l'unité africaine, de nombreux Etats membres s'abstenant d'un président mettant en cause la carte politique actuelle de l'Afrique.

L'attitude du gouvernement de Mogadiscio dans le dénouement de l'affaire allemande devrait accélérer le rapprochement déjà sensible de ses relations avec l'Ouest. « Nous n'oublierons jamais », a d'ailleurs déclaré à ce propos le chancelier Schmidt dans le message de remerciements qu'il a adressé mardi au président Barre.

#### Le parallèle avec Entebbe

Le parallèle avec le raid israélien sur Entebbe est, d'un autre côté, assez révélateur des réactions africaines. En juillet 1976, le maréchal Idi Amin avait aidé les pirates de l'air, allant même jusqu'à les autoriser à renforcer leurs rangs et à leur offrir un cordon de protection ougandaise. Les Israéliens avaient été contraints d'agir seuls sur un terrain hostile. Le président ougandais n'avait même pas refusé — ou songé — à cacher son soul d'exploiter la situation à des fins de publicité personnelle.

Le raid israélien sur Entebbe avait donc été ressenti comme une humiliation en Afrique noire. Non parce que des otages avaient été libérés, ce dont presque tout le monde s'est réjoui, mais parce qu'une puissance étrangère pous-

vait que l'on pouvait encore frapper impunément au cœur de l'Afrique.

Dans l'opération de sauvetage menée mardi sur l'aéroport de Mogadiscio, l'opinion africaine ne peut que louer la sagesse des autorités locales. On ne pourra pas cette fois accuser un régime africain d'options douteuses. La démonstration est d'autant plus importante qu'il s'agit d'un gouvernement socialiste qui s'est, de longue date, prononcé en faveur des Palestiniens. La cause de l'Afrique, c'est le sentiment général, ne peut en sortir que grandie, alors que les circonstances du « raid sur Entebbe » avaient plutôt eu l'effet contraire.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## Les deux politiques

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Il y a, en ce moment, en France et dans le monde deux vies politiques, deux pratiques de la politique.

L'une, c'est la politique traditionnelle. MM. Marchais et Mitterrand s'affrontent, puis se brouillent et s'affrontent. La gauche s'oppose à la droite qui détient le pouvoir. M. Giscard d'Estaing et M. Barre. Le président de la République reçoit le maréchal Tito, le premier ministre se rend aux Etats-Unis, puis en Union soviétique. Les communistes se rallient à l'armement nucléaire, les gaullistes sont hostiles à l'adhésion du Parlement européen. Et ainsi de suite... Jour après jour, cette poussière de petites querelles et de grands événements, de votes et de discours, de rencontres et de trahisons, constitue la trame de l'histoire des pouvoirs, qui n'est guère l'histoire des peuples.

Et puis il y a l'autre politique : celle du terrorisme, des prises d'otages, des révoltes et de la violence. De celle-là, comme de la première, nous sommes passés, tous les spectateurs. Avec cette différence, toutefois, et qui change tout, que nous

ne risquons guère de devenir des auteurs de l'histoire officielle, de l'histoire des « Grands », tandis que chacun de nous peut à tout moment devenir l'auteur involontaire — voire la victime — du terrorisme et de la violence. Ou du moins que chacun de nous pense confusément qu'il pourrait lui, l'homme ou la femme quelconque, se trouver dans la banque, le bureau de poste, la rue, l'autobus, l'avion où des hommes en armes, terroristes ou révoltés, voire gangsters, car tout se mêle dans un brouillard de sang, tirent dans la tas, prendront au hasard leurs otages.

C'est ce sentiment, bien entendu, cette crainte diffuse, qui donnent leur caractère spectaculaire à toutes les agressions, attaques, prises d'otages et enlèvements de toutes sortes dont l'actualité est en ce moment si riche et que les médias réassistent jusqu'à l'obsession. Certes, entre un président du patronat et un simple citoyen sans responsabilité ni prestige, entre un fils de milliardaire et un petit garçon de famille modeste, on sait bien que le risque n'est pas


égal : et puis le Japon est loin, l'Allemagne, c'est... l'Allemagne. Mais un employé de banque ou des postes et même le client qui se tient de l'autre côté du guichet, le passager d'un avion ou plus simplement d'un autobus saoudien « déviés » par des hommes masqués, un simple passant dans la rue, témoin accidentel d'une fusillade ou de l'interception de quelques tueurs, tous ceux-là sont des hommes comme vous et moi, des hommes ordinaires. Et il n'est guère de jour où on ne réalise que l'un d'eux, notre semblable, notre frère, a payé de sa vie la malchance de s'être trouvé au mauvais moment à la mauvaise place.

Le terrorisme et la violence défilent ainsi de plus en plus, et c'est naturel, la politique classique. Le nom de Bader, hier celui de Carlos, demain celui de quelque autre terroriste, sont plus connus que ceux du chancelier allemand, du président de l'Organisation de libération de la Palestine. Et pourtant, le premier, Bader, voulait faire piller M. Schmidt

et le second, Carlos, prétend combattre au nom de M. Arafat.

Entre les coups de force, les révolutions, les guérillas et leur répression en Amérique latine, les émeutes et les affrontements d'Irlande, les combats du Proche-Orient, l'oppression qui règne dans une foule de pays avec son corollaire la révolte, et même, pour rester à nos portes, le terrorisme d'outre-Rhin, l'industrie des enlèvements en Italie, la France apparaît encore relativement favorisée. On y suit et on y commente les péripéties de ces films à suspense avec d'autant plus de passion qu'un général ils se déroulent chez les autres. Et on peut ensuite s'abandonner avec bonne conscience aux poisons et aux délices des jeux de la politique traditionnelle.

C'est, tout compte fait, un aligme de gain. Quand nous déplorons les divisions, les affrontements, les discussions qui, chez nous, tiennent tant de place, consolons-nous en nous disant qu'après tout nous avons de la chance d'avoir le loisir de consacrer tant de temps et d'énergie à cette politique-là, plutôt que de voir notre attention requise par l'autre politique, celle de la violence.



**EDGARD PISANI**

utopie foncière

l'espace pour l'homme

L'air du temps

**GALLIMARD**



# LE DÉNOUEMENT DE L'AFFAIRE DU BOEING ET SES RÉPERCUSSIONS

## Des spécialistes britanniques ont conseillé le commando d'intervention allemand

De notre correspondant

Londres. — Malgré les déclarations du premier ministre, M. Callaghan, mardi 19 octobre, à Bonn, minimisant avec modestie la contribution britannique à l'opération de commando de Mogadiscio, la plupart des journaux anglais évoquent les mérites des spécialistes britanniques par l'unité d'intervention allemande. Ces spécialistes ont été mis au point en Grande-Bretagne. Elles ont déjà été utilisées à titre expérimental par les hommes du SAS (Special Air Service), spécialisés dans la lutte antiterroriste. Elles avaient été assurées, par un effet mécanique, l'adversaire, qui est mis à mort hors d'état de nuire, dans dix secondes. Deux membres du SAS avaient été envoyés à Mogadiscio pour conseiller le commando allemand sur l'emploi de ces grenades et d'une manière générale, pour aider à la mise au point de l'opération.

Dans les milieux officiels, on se félicite que l'opération de Mogadiscio ait respecté les liens, non seulement entre les gouvernements, mais aussi entre les peuples de l'Europe occidentale. En privé, les officiels notent que l'affaire est intervenue à un moment de légère tension dans les relations entre Bonn et Londres. Certains estiment que l'opération de Mogadiscio a contribué, dans une certaine mesure, au succès des entretiens de mardi entre le chancelier Schmidt et M. Callaghan.

Il n'est pas douteux que cette opération a eu un effet positif sur l'opinion britannique, qui continue à nourrir des senti-

ments anti-allemands. La sympathie et la solidarité à l'égard du gouvernement et du peuple allemand, soumis à cette pénible épreuve, se manifestent dans toutes les conversations. Tandis que les journaux populaires félicitent le chancelier Schmidt d'avoir donné au monde un exemple salutaire et recommandé une action internationale antiterroriste vigoureuse (« *Penny for the pound* », titre le *Daily Express*), le *Times* analyse, dans son éditorial, les effets diplomatiques de l'opération de Mogadiscio. « Il est important que l'Allemagne fédérale ne se sente pas mal à l'aise », venant pour la plupart de la gauche, qui, selon lui, ont renforcé le réflexe habituel des étrangers, prompts à juger que la démocratie allemande est surtout menacée sur sa droite. Et il conclut : « L'Allemagne a de fortes traditions, aussi bien à gauche qu'à droite, et les extrémismes de chaque camp ont des caractéristiques communes. Le problème est de les contenir. La tâche sera facilitée si l'Allemagne occidentale se sent intégrée à l'Europe occidentale et reconnue comme un élément précieux, doté d'un système politique qui n'est ni plus ni moins que celui de l'Europe occidentale. »

Henri Pierre.

## Les unités spéciales d'intervention en France

Comme plusieurs autres pays étrangers, la France a créé des unités spécialement entraînées pour les prises d'otages à caractère politique ou criminel, les déterrements d'aviateurs, les interventions en milieu pénitentiaire ou les réductions de forçats. D'autres missions peuvent être attribuées à ces unités, comme le transfert d'hommes particulièrement dangereux, la protection de très hautes personnalités menacées ou le transport de fonds importants.

Les deux unités les plus connues sont la brigade anti-commandos du ministère de l'Intérieur, et les deux groupes d'intervention de la gendarmerie nationale, qui

relèvent de l'autorité du ministère de la Défense.

Sous les ordres du commissaire principal Robert Broussard, la brigade anti-commandos a été créée en 1973 à la suite d'un attentat sanglant qui endeuilla les Jeux olympiques de Munich. Constituée de policiers volontaires, la brigade anti-commandos dispose de groupes d'intervention dans les dix-huit provinces, mais elle peut agir en dehors du territoire national, comme ce fut le cas, par exemple, à titre préventif, lors de la détection par des terroristes du pont de l'ambassadeur de France à La Haye.

Créées en mars 1974, les unités de la gendarmerie nationale sont installées à Mantes-la-Jolie (Val-de-Marne) et à Mont-de-Marsan (Landes). Chacune de ces deux groupes — celui de Mont-de-Marsan a reçu une instruction par un lieutenant d'un adjudant et de trois équipes de la gendarmerie soit un effectif total de vingt hommes.

Depuis leur création, les groupes d'intervention de la gendarmerie nationale ont opéré une soixantaine de fois en France et à l'étranger. On se souvient notamment de leur action, en février 1976, à Djibouti et à la frontière somalienne, pour récupérer des enfants de militaires français détenus dans un camp par un groupe de quatre terroristes armés.

Pour des opérations de plus grande envergure, tel le raid israélien d'Entebbe, en 1976, la France pourrait mettre en œuvre des unités opérationnelles professionnelles présentes dans les forces armées. C'est ainsi que la 1<sup>re</sup> division parachutiste dispose de régiments d'infanterie commandés d'opérations, à partir desquels — avec l'appui éventuel de la légion étrangère — on peut former, pour la circonstance, des unités spéciales d'intervention.

## DANS LA PRESSE ALLEMANDE

GENERAL ANZEIGER (indépendant) : ils ont voulu servir une dernière fois.

« Les suicides à Stammheim démontrent l'effet produit par la victoire sur les crimes atroces dans la lutte antiterroriste. Les criminels terroristes Baader, Raspe et Ensslin, ont abandonné, comme Ulrike Meinhof l'avait fait avant eux, la résistance à la mort. La résignation, après leurs espérances surannées durant le soulèvement, ou, tout au moins, ils ont considéré leur cause comme perdue. Peut-être ont-ils encore voulu rendre un dernier service en ce qu'ils se sont présentés aux yeux de leurs partisans comme des martyrs. »

FRANKFURTER RUNDSCHAU (gauche libérale) : des défilés intolérables.

« Ce que nous devons évaluer, c'est la question de savoir comment il a été possible que les terroristes en prison — et cela six semaines après leur démantèlement — aient pu entrer en possession d'armes avec lesquelles ils se sont donné la mort. Quand on sait que le système de sécurité est en vigueur à l'intérieur de Stammheim, il est impossible de comprendre que cela se soit produit. »

« Il est nécessaire que les autorités responsables s'efforcent sérieusement de convoquer une commission internationale, qui devrait avoir tous les moyens d'examiner l'arrière-plan des événements de Stammheim. Car ce qui s'y est produit suggère des déficiences intolérables, qui compromettent l'image de la République fédérale. »

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG (centre gauche) : un tournant.

« La douleur et l'indignation, à propos des meurtres de Cologne et d'Aden, sont en train d'être relayées par un soulagement notable. Même si, en ce moment, des attentats de la folie sont encore possibles de la part de terroristes déséquilibrés par la rage, le mot « fin » pénètre déjà dans la sensibilité de chaque citoyen. Le mot ne décrit pas seulement la joie touchant l'heureuse action libératrice, mais exprime encore plus le sentiment qu'aujourd'hui on atteint un tournant dans la lutte contre le terrorisme, au moins en ce qui concerne la République fédérale, et peut-être l'Europe. »

## M. CHIRAC : la démocratie est un régime d'autorité.

M. Jacques Chirac, président du R.F.R., maire de Paris, a déclaré, mardi 18 octobre, à Castres : « Je tiens à rendre hommage au chancelier fédéral allemand, qui pour nous et aux autorités de ce pays, et à leur témoignage mon admiration pour leur manière, et la fois rigoureuse et intelligente, de mener cette si difficile affaire. » Il a aussi noté, auparavant, à Maastricht : « De nos jours, la justice n'est pas chose courante. Le labyrinthe dans lequel certains se complaisent chez nous peut conduire à la décadence, à la dictature même. Or, la démocratie est un régime d'autorité. »

L'ambassade d'Allemagne fédérale en France et le bureau fédéral de la justice ont reçu des centaines d'appels téléphoniques de Français. Tous tendaient à exprimer leur solidarité, et certains ont offert leur aide pour les familles des victimes assassinées et des éventuelles victimes. D'autres ont offert leur vie en échange de celle des otages. Il s'est même trouvé des volontaires, avant l'intervention du commando ouest-allemand, pour prendre part à une action armée contre les terroristes.

## Embarras à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — L'agence « S » a publié, le mardi 18 octobre, un premier commentaire sur l'échec du détournement de l'avion de la Lufthansa, commenté repris par la plupart des journaux soviétiques.

Selon une méthode qui tient encore plus à la confusion qu'à l'analyse, l'agence « S » dénonce, dans la presse soviétique, les forces néo-nazies qui redoublent d'activité en Allemagne occidentale, et « les derniers actes de terrorisme, l'enlèvement du président de l'association ouest-allemande de l'industrie, M. Schleyer, et le détournement de l'avion de la Lufthansa. »

Ce commentaire traduit un certain embarras de la part des Soviétiques. Le problème a trois dimensions. Par principe, Moscou condamne les détournements d'avion, et juge avec une extrême sévérité ceux qui s'en rendent coupables sur son territoire ou sur ses appareils. En second lieu, l'opération du commando anti-terroriste ouest-allemand s'est déroulée dans un pays qui, malgré les tensions récentes, demeure officiellement un allié de l'Union soviétique. Enfin, c'est la poursuite d'un débat militaire ouest-allemand au-delà des frontières de la R.F.A. depuis la fin de la guerre.

Dans ses commentaires, la presse soviétique, d'ordinaire si prompt à dénoncer les « dangers du militarisme ouest-allemand », ne dit mot sur cette dimension internationale de l'affaire. Lors du « raid » des Israéliens, à Entebbe, elle avait condamné cet « acte de piraterie ». Il est vrai qu'Israël avait agi à l'insu du gouvernement de l'Ouganda, autre allié africain de l'Union soviétique, alors que les dirigeants soviétiques ont donné leur bénédiction à l'opération ouest-allemande.

Il n'est évidemment pas exclu qu'au cours des prochains jours, la presse soviétique change d'attitude. Pour l'instant, l'agence « S » se contente de condamner « les actions provocatrices des divers éléments anarcho-gauchistes qui jouent manifestement le rôle de provocateurs », et ajoute : « Elles ont aggravié l'extrême la situation en République fédérale ; en attisant l'agitation, la réaction veut en profiter pour infliger un coup aux forces démocratiques. » Les actes de terrorisme, qui font partie d'un large plan visant à créer des conditions propices au déclenchement de la réaction, sont condamnés en R.F.A. et dans d'autres pays d'Europe. »

Sens la Kommoskolekts Provoz et Troun, journal des syndicats donnent des informations quelque peu détaillées sur le déroulement de l'opération, la libération des otages et le suicide des détenus de la prison de Stuttgart-Stammheim.

DANIEL VERNET.

## Plusieurs associations de pilotes donnent leur accord au mouvement de grève des 25 et 26 octobre

La Fédération internationale des associations de pilotes de ligne, qui regroupe soixante-quatre associations, a lancé un ordre de grève de quarante-huit heures à partir de mardi 25 octobre, 13 heures C.M.T. Elle veut ainsi tout en protestant contre la mort du pilote de la Lufthansa, M. Jürgen Schumann, appuyer l'appel lancé aux Nations unies pour que s'ouvre à l'Assemblée générale un débat extraordinaire sur la piraterie aérienne.

L'ITALPA a donné à ses membres jusqu'à dimanche pour répondre à son appel, mais, d'ores et déjà, les pilotes britanniques, australiens, suédois, français, espagnols s'y sont déclarés favorables. Une grève mondiale des pilotes avait déjà été déclenchée en juin 1972 par l'ITALPA pour protester contre le manque de mesures efficaces à l'égard de la piraterie aérienne. Elle avait été largement suivie, en Europe notamment.

## « L'escalade du terrorisme »

La président de l'ITALPA, la capitaine Jerry Foster, avait déclaré mardi que, en « plaignant l'affirmation de leur souveraineté nationale au-dessus du bien-être général, les gouvernements encouragent l'escalade du terrorisme, mettant en danger la vie d'innombrables passagers et équipages. »

Mardi on apprenait que le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, accordait un canal de priorité à la cause de l'ITALPA. M. Waldheim a rappelé que le problème des prises d'otages figurait déjà à l'ordre du jour de la session en cours de l'Assemblée générale et il a ajouté que « cette question devrait être traitée avec la plus grande urgence. »

Dans un manifeste publié mardi, les pilotes de ligne espagnols considèrent que l'« absence de sécurité » dans les aéroports

espagnols est « en partie responsable » de la création du Boeing-707 de la Lufthansa, détourné peu après son décollage de Palma-de-Majorque. Le Syndicat espagnol des pilotes de ligne aériennes (S.E.P.A.) accuse les autorités aéronautiques espagnoles d'avoir ignoré leur « demande répétée de mesures de sécurité ». Ils déplorent que leurs demandes n'aient abouti à « quelques mesures de sécurité inefficaces ou pratiquement inexistantes. »

A Tel-Aviv, un membre du Comité exécutif de l'Association des pilotes de ligne israéliens, le commandant Baruch Pessan, a déclaré que ses collègues se prononceraient probablement en faveur de la grève. « Je suis convaincu », a-t-il déclaré, « que si nous faisons grève, la prochaine fois qu'un avion acceptera de nous transporter, nous serons à bord de la grève. »

En France, le président de la Fédération française des navigants de l'aviation civile, M. René Camus, a réitéré, mardi, que certaines compagnies ont mis au point un système de « neutralisation psychologique » des équipages en cas de détournement de leur avion. « Nous sommes, dans certaines compagnies, formés pour intervenir des relations, et même des liens quelquefois affectifs, avec les pirates de l'air qui se trouvent à bord de l'avion », a-t-il expliqué à l'Antenne 2.

D'autre part, le secrétaire d'Etat ouest-allemand aux transports, vient de recommander à la Lufthansa de ne pas embarquer de passagers dans les aéroports en vigueur ne leur seraient même pas considérés comme suffisants, apprend-on à Francfort. Une « liste noire » d'aéroports « peu sûrs » a été établie par les autorités et aurait été transmise à la compagnie.

## Satisfaction mêlée de crainte

(Suite de la première page.)

Enfin, les deux hommes ne pouvaient plus recevoir de visites. En théorie, les consignes en vigueur ne leur auraient même pas permis d'apprendre l'issue, pour eux malheureuse, de l'opération de Mogadiscio. Toutes ces failles dans le système de surveillance fournissent naturellement des arguments aux amis du détournement.

Dix-sept avocats qui défendent des membres du groupe terroriste ont aussitôt adressé un télégramme au ministre fédéral de la justice. Ils rappellent le propos de l'historien Golo Mann, selon lequel on devrait fusiller les terroristes emprisonnés lorsque leurs complices encore en liberté procèdent à un enlèvement ou à une prise d'otages. Les avocats, parmi lesquels se trouvent M. Axel Assol (ancien défenseur de Guder (ancien) et Hans-Joachim Weider, qui prit en main les intérêts du terroriste Haag, estiment que la proposition de M. Golo Mann est maintenant « entrée dans les faits ». De son côté, M. Otto Shily, qui a toujours eu des liens étroits avec le groupe terroriste, devait tenir ce mercredi à Bonn

## TEMOIGNAGE Les conditions de détention à Stammheim

M. Roland Houser est avocat à Strasbourg. Le 27 septembre dernier, il a, devant le tribunal paritaire de la cour d'appel de Hambourg, défendu, en ses confrères allemands, M. Kurt Groenewald, l'un des accusés de la Fraction armée rouge, qui fut l'objet d'une procédure disciplinaire (il est suspendu jusqu'à la décision du tribunal correctionnel qui siégera à partir de janvier 1978). Quelques heures avant la nouvelle de la mort de trois membres de la R.A.F., nous recevons de M. Houser un témoignage dans lequel il évoque les difficultés de la défense dans l'affaire Baader, mais aussi les conditions de détention des condamnés de Stammheim et de leurs rapports avec le monde extérieur, qui amènent à s'interroger aujourd'hui sur la manière dont les « armes » ont pu pénétrer jusque dans les cellules du quartier de haute surveillance.

Cet avocat, ainsi que tous ses collaborateurs sont inculpés « de soutien à association de malfaiteurs », y compris la femme de ménage, qui était, selon le Parquet, le cerveau de la bande (sic).

Il faut rappeler que l'origine du conflit avec les défenseurs est dû aux conditions de détention des membres du groupe Baader-Meinhof. Devant l'impossibilité d'obtenir satisfaction par la voie judiciaire, les détenus ont entrepris une grève de la faim.

Cette action a été soutenue par les avocats. Ceci a été qualifié par la suite de soutien à association de malfaiteurs. Comme réponse à la grève de la faim, l'usage recourus des opprimés, les autorités des différentes prisons ont supprimé toute liaison avec l'extérieur.

Les cellules ont été fouillées, le courrier des avocats censuré, les écouteurs téléphoniques ont été mis en place sur les standards des études. Enfin, les avocats ne pouvaient rendre visite à leur client qu'après une fouille complète, y compris l'inspection rectale.

La visite aux détenus se faisait tout d'un pignon tourné par la prison.

Kurt Groenewald et ses confrères se sont bornés à vouloir faire respecter les dispositions du code de procédure pénale qui fixe les garanties minimales accordées à tout détenu. Le Parquet fédéral et le ministre de la Justice, par ailleurs membre du S.P.D., ont estimé que les détenus, ne reconnaissant pas la Constitution, ne pouvaient se prévaloir des dispositions libérales qu'elle comporte. Ceci a d'ailleurs été confirmé en substance par la Cour de cassation de Karlsruhe : « Si les détenus sont dans une telle situation, ils n'ont guère qu'à s'en prendre à eux-mêmes. »

D'une manière générale, ce qu'a fait Kurt Groenewald, des avocats français l'ont fait également lorsqu'ils défendaient des membres du F.L.N., des membres de l'O.A.S. ou des manifestants.

Kurt Groenewald a tout simplement fait son travail d'avocat : défendait les seuls intérêts de son client avec courage et persévérance, y compris contre les tribunaux et la trop fameuse opinion publique.

## Dans plusieurs villes européennes

## Quelques brèves manifestations de soutien aux terroristes

Quelques courtes manifestations de soutien aux terroristes ouest-allemands ont eu lieu, mardi 19 octobre, dans différentes capitales européennes, pour protester contre la mort d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raeder, le coauteur d'un acte de suicide.

● A ROME, trois cents jeunes gens ont tenté de pénétrer dans l'ambassade de R.F.A., protégée par les forces de police. Plusieurs coups de feu ont été tirés et des journalistes italiens ont été pris à partie par les manifestants. Un autre défilé a eu lieu à Naples. A Milan, un inconnu déclarant parler au nom des Brigades rouges, a également tiré des coups de feu. A Rome, un incendie a endommagé par un engin incendiaire de fabrication artisanale. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

● A ATHÈNES, aux cris de « Schmidt assassin », la police, une centaine de jeunes anarchistes ont manifesté dans le centre de la ville. Des heures se sont écoulées entre les manifestants et la police qui tentait de les disperser. Un certain nombre d'arrestations ont été opérées et des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises pour protéger les diplomates ouest-allemands résidents dans la capitale grecque.

● A LONDRES, des manifestations ont eu lieu, mardi soir, à Belgrave Square, devant l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne en signe de protestation contre le suicide des trois dirigeants du groupe Baader-Meinhof, en criant : « Au meurtre ! »

## « LIBÉRATION » : ils voulaient changer de vie en mourir.

Serge July écrit dans Libération : « Vivants, leur guérilla nous affrayait, morte, leur geste nous bouleversait comme des personnages sortis de la légende du siècle. »

« Ils ressemblaient désormais à ces personnages fuyant par les forêts, morts, leurs corps bouillonnés comme des personnages sortis de la légende du siècle. »

« La grande partie sans frontières de ces héros a qui n'ont eu de cesse que de se tromper au prix de leur propre mort et de celles des autres. »

« Ils s'appelaient Andreas Baader, Charles Tillon, et tant d'autres anonymes mais aussi Albert Camus. Celui-là, par exemple, a fait au moins autant de mal à la révolution portugaise que la tempête déchaînée par la R.A.F. en Allemagne fédérale ; et pourtant on la rencontre toujours avec émotion : l'origine de ce sentiment se trouve dans cette fidélité existentielle à une idée, payée en années de prison et de tortures. »

« Même si, comme le groupe Baader, ils ont parfois poussé l'intolérance jusqu'au crime, il conviendrait de ne pas oublier qu'ils voulaient changer de vie en mourir. La guérilla urbaine, cette guerre qui est contre le ner contre le géant étatique, a été en quelque sorte la forme vivante, le désir incarné d'une aventure qui était tout simplement devenue une manière de vivre différemment, avec les bonheurs propres qu'elle engendrait. »

مركز البحث



Taiwan

# Le gouvernement de Taipei se fait à l'idée de l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Washington

De notre envoyé spécial

Taipei. — La façade de l'ambassade des Etats-Unis, bâtiment de style colonial, aurait besoin d'un bon repolissage. Comme le note un journaliste américain, c'est un peu le symbole de l'état des relations entre Taiwan et Washington. Bien que l'on souligne à Taipei que la visite du secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, à Pékin, à la fin août n'a pas eu de résultats apparents, on se demande si elle n'a pas constitué un nouveau pas vers l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et Washington ; ce qui porterait un rude coup au régime nationaliste.

## Optimisme des milieux d'affaires

Ces opérations financières de personnes qui prévoient l'avenir sont cependant encore peu nombreuses et ne semblent guère avoir de conséquences tangibles sur l'économie. Les marchés financiers et boursiers continuent à avoir des activités saines. D'ailleurs, dans les milieux d'affaires, qu'ils soient taiwanais ou étrangers, c'est l'optimisme qui prévaut. Pour les businessmen américains, « il faut dédramatiser la situation. Quelle que soit la formule future des relations entre les Etats-Unis et Taiwan, on s'adapte ». Récemment, de passage à Taipei, le président de la Banque d'export-import américaine a d'ailleurs affirmé que celle-ci continuerait à accorder des prêts à l'île, qui présente pour les investisseurs étrangers de nombreux avantages en raison de l'interdiction du droit de grève et des salaires encore peu élevés.

Le gouvernement cherche toujours à galvaniser l'opinion publique. Sur les paquets de cigarettes figurent les exhortations des autorités : « Restez calmes devant l'adversité ! Ne comptez que sur vous-mêmes ! ». Chaque soir, à la télévision, la nouvelle vedette, Pan Yuan-yen, le souriant chef d'escadron communiste qui s'est réfugié à Taiwan en juillet, selon la version officielle — en réalité il est probable qu'il est arrivé dans l'île deux mois auparavant et que les autorités ne l'ont « sorti » qu'à la veille de la visite de M. Vance à Pékin, — vient parler de tous les maux qui secouent la Chine populaire. Quelques instants plus tard sont transmis les messages du gouvernement annonçant une recrudescence des infiltrations d'espions communistes et promettant 10 000 dollars américains à quiconque permettrait d'en faire arrêter. Les messages sont complétés par le numéro de téléphone du service des renseignements militaires.

M. Tehiang Ching-kuo a d'autre part lancé une grande campagne en faveur des droits de l'homme, chez le voisin. S'appuyant avant tout sur les récents

meurtres du pilote « qui a choisi la liberté », les nationalistes taiwanais ont droit justicier en direction du continent. Bien que l'on note un relatif relâchement de l'état policier qui pèse sur la population, le problème des prisonniers politiques à Taiwan, qui n'a guère attiré l'attention de l'opinion internationale ces dernières années, ne s'en pose pas moins. Les autorités ont fait arrêter des centaines d'opposants, qui, après une parodie de procès, sont toujours en prison sans savoir parfois ce qu'on leur reproche exactement. « Ne vous faites pas d'illusions », nous dit un intellectuel, « nous sommes libres d'aller ou nous voulons, de nous amuser, mais toujours pas de penser ». La publication, le 16 août, d'un appel de l'Eglise presbytérienne demandant aux Etats-Unis de ne pas se rapprocher de Pékin mais réclamant en même temps « l'indépendance et la liberté » pour Taiwan a été fort mal prise par les autorités : les signataires ont dû passer de longues heures dans les bureaux de la police.

Du côté officiel, on se refuse à envisager l'hypothèse d'une rupture des liens diplomatiques avec les Etats-Unis. « Nous pensons que les Etats-Unis seront fidèles à leurs engagements vis-à-vis de Taiwan. Par conséquent, toute considération sur les conséquences d'une reconnaissance des communistes par Washington serait pure spéculation », nous a-t-on dit au ministère des Affaires étrangères. En fait, il serait étonnant que les nationalistes ne cherchent pas en coulisse avec les Américains la « meilleure formule de compromis dans la pire des hypothèses ».

## Vers un ménage à trois

Du côté américain, à Taipei, on estime que la visite de M. Vance en Chine n'a pas été aussi instructive qu'il y paraît. On insiste en particulier sur les rencontres entre hauts fonctionnaires américains et chinois auxquelles elle a donné lieu et qui ont permis de discuter concrètement. La plupart des spécialistes américains des affaires chinoises estiment que Washington a pratiquement accepté les trois conditions mises par les Chinois à la normalisation : rupture des liens diplomatiques avec Taiwan, abrogation du traité de défense

mutuel de 1954 et retrait des douze cents soldats américains encore stationnés sur l'île (il y en avait dix mille en 1972). Il semble, d'autre part, que les Etats-Unis aient finalement renoncé à obtenir de la Chine un engagement public de ne pas recourir à la force pour « libérer » Taiwan. C'est, en toute hypothèse, sur ces bases que Pékin et Washington négocient les deux questions fondamentales pour les Américains : assurer la sécurité de Taiwan et maintenir une présence économe sur l'île.

La meilleure solution, pensent les Américains, et sans doute aussi les nationalistes aujourd'hui, aurait été celle des deux Chineses, comme il y a deux Allemagnes. Cette formule, qui selon certains sinologues américains aurait pu être imposée à Pékin il y a dix ans, mais dont ne voulait à aucun prix Tehiang Kai-chek, accroché à son rêve de représenter la Chine entière, est devenue aujourd'hui impensable. De son côté, M. Teng Hsiao-ping, commentant devant des journalistes américains la visite à Pékin de M. Vance, a clairement rejeté la formule consistant pour les Etats-Unis à ouvrir une ambassade en Chine et à un bureau de liaison à Taiwan. C'est-à-dire à inverser la situation actuelle. Il y a aussi la solution japonaise : Tokyo a rompu tout lien officiel avec Taipei et établi une ambassade à Pékin tout en maintenant des liens économiques étroits avec Taiwan par l'entremise d'une représentation commerciale à caractère privé. Mais cette formule est pour les Américains insuffisante : c'est donc une troisième voie, intermédiaire entre le bureau de liaison et la formule japonaise, qu'ils cherchent à trouver avec les Chinois, l'essentiel étant que la présence américaine soit la plus officielle possible afin de garantir la sécurité de Taiwan.

En fait, ni du côté américain ni même en privé du côté nationaliste, on ne croit à une attaque de la Chine contre Taiwan. D'une part, une telle opération entacherait gravement le prestige international de la Chine ; d'autre part, et surtout, elle l'affaiblirait pour de longues années. Taiwan est en effet une puissance militaire importante (cinq cent mille hommes, plus de deux millions de réserves) et un armement moderne. Les nationalistes consacrent 48 % de leur budget aux dépenses militaires, construisent des armes légères et des missiles

air-air et viennent de se procurer auprès d'Israël des fusées Gabriel (officiellement cet achat est démenti à Taipei). Enfin, Taiwan serait capable en quelques mois de fabriquer une bombe atomique, si elle ne l'a déjà.

« En cas d'attaque, nous serions peut-être battus, mais les communistes, eux, seraient irrémédiablement affaiblis et donc à la merci de l'U.R.S.S. », nous a dit une personnalité proche du premier ministre. Un journal local écrivait récemment : « Il sera sans doute difficile pour Washington d'avoir une femme légitime à Pékin et une

concubine à Taiwan. » C'est pourtant plus ou moins vers cette situation que l'on s'oriente. Comme dans tout ménage à trois, l'équilibre sera précaire et éphémère pour les nerfs des Taiwanais qui seront dans une position peu assurée. C'est apparemment ce saut dans l'inconnu et l'illégitimité — la reconnaissance du régime communiste par les Etats-Unis réduisant à néant le mythe de la Chine nationaliste — que l'on craint à Taipei, davantage assurément qu'une remise en cause de l'existence même de Taiwan.

PHILIPPE PONS.

## Chine

### Folklore et internationalisme prolétarien

De notre correspondant

Pékin. — Rien ne plaît autant au public chinois que de voir ses artistes incarner des personnages d'un autre monde ou d'un autre âge. Il a donc fait cette semaine un accueil ravi à l'ensemble de chant et de danse « l'Orient », dont la spécialité est de présenter des spectacles venus d'Afrique, d'Amérique latine ou d'autres pays exotiques. La troupe, nous dit-on, fut victime des persécutions de la « bande des quatre » et sa réapparition fait partie du renouveau culturel et artistique consécutif à la chute de Mme Chiang Ching et de ses amis.

Pourtant le poids du passé — ou des habitudes — se fait encore sentir dans certaines créations, par exemple dans la chorégraphie intitulée. Le président Hua nous guide dans notre marche victorieuse, qui s'achève par une genuflexion de toute la troupe devant les portraits de M. Hsu Kuo-feng et de Mao Tse-toung. Une Danse des miliciens.

Quel ravissement en revanche de découvrir la grande artiste Ouighoure Altoula, seule ou accompagnée par un étonnant tambouriniste, dont la danse, empreinte à la fois d'une profonde sensualité et des rigueurs d'une longue tradition, retient tout

l'art d'une des plus vieilles civilisations d'Asie.

Mais la plus surprenant est de voir musiciens et danseurs chinois se lancer dans des numéros inspirés des folklores arabes, africains ou latino-américains. L'illusion pourtant est presque totale lorsque, le corps convenablement noir et emplumé, ils s'accompagnent au tam-tam pour incarner des bergers éthiopiens ou des guerriers maliens. Le spectacle devient déconcertant lorsque apparaissent sombres, ponchés et longues jupes à volants pour interpréter au son des guitares une série de danses argentines. Cet effort accompli, et avec succès, pour découvrir et faire connaître des modes d'expression artistiques aussi peu chinois que possible, suscite la sympathie, mais sur le programme du spectacle il y a une citation de l'ancien ministre des Affaires étrangères Chen Yi qui justifie d'une manière un peu étrange ce genre d'internationalisme. « L'Orient n'est pas une notion de géographie mais de politique. Il évoque la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme. »

Il reste que le spectacle laisse une agréable impression d'ouverture, de décontraction même.

ALAIN JACOB.

Le jour où toutes les banques feraient le même crédit...

...vous feriez mieux d'en demander à vos amis.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait de la souplesse du crédit telle que nous la comprenons. Le jour où il n'y aurait plus de banques en concurrence, il n'y aurait plus de choix possible... le crédit monopolisé n'aurait pas plus d'imagination qu'une machine à calculer.

Pour l'achat de votre appartement ou pour le financement de vos équipements, vous risqueriez alors de vous heurter à des complications toujours accrues.

Et vous devriez renoncer à tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée, notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.

CCF CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CCF 105, avenue des Champs Elysées 75008 Paris Tél. 720 92 00

Publicis



## ASIE

### Indonésie

**Cent mille prisonniers politiques sont toujours détenus sans jugement**  
estime un rapport d'Amnesty International

M. Bambang Supeno est sourd-muet et aveugle. Il est toutefois en prison depuis près de douze ans pour « communisme ». Il n'a jamais été jugé et toutes les requêtes pour connaître les charges qui pèsent contre lui sont demeurées sans réponse. Il fait partie des prisonniers politiques encore détenus à la suite de la tentative de coup d'État du 30 septembre 1965 et de l'arrivée au pouvoir du général Suharto, et qu'Amnesty International (1) évalue à cent mille dans son dernier rapport.

Certains de ces prisonniers n'avaient qu'une douzaine d'années lors de leur arrestation. En 1965-1966, au moins un demi-million de personnes ont été tuées, rappelle le rapport d'Amnesty International et 700 000 ont été incarcérés pendant un certain temps. Comment se répartissent les personnes encore détenues pour motif politique ? Les chiffres officiels sont contradictoires. Pour la catégorie A — les prisonniers considérés comme responsables du coup d'État — les chiffres ont varié de 5 000 en 1971 à 17 455 en 1976. La catégorie B regroupe ceux dont les chefs de l'armée ont été officiellement reconnus coupables de rébellion. L'organisation de lutte anticomuniste Kopkamtib les estimait l'an dernier à 29 480. Selon Amnesty, ils sont en réalité environ 55 000. La catégorie C comprend les personnes les moins compromises, y compris celles qui auraient soutenu une tentative d'insurrection communiste... en 1948. Officiellement, elles ont toutes été relâchées, mais Amnesty estime le nombre à plusieurs dizaines de milliers. Il y a enfin les 3273 « X » ou « non classifiés », selon le vocabulaire officiel.

« Il est impossible de savoir combien sont les détenus politiques », dit le procureur général en 1971. Leur nombre est flou, comme le yen par rapport au dollar !

### Un plan de « transmigration »

Seuls les « A » seront jugés : jusqu'à présent, seulement huit cents d'entre eux sont passés devant un tribunal, et aucun n'a été acquitté. Très peu de « B » ont été libérés. Selon l'ambassadeur indonésien à Paris, ils seront relâchés. Mais pas n'importe où. En effet, « étant donné le problème du chômage », ils devraient être envoyés dans d'autres parties du pays dans le cadre du plan de « transmigration ». Cela signifie, en réalité, comme pour les quatre mille habitants du camp de Buru, qu'ils finiront leur vie dans l'isolement, pour le compte de l'armée, sans possibilité de sortir, dans des conditions sanitaires et alimentaires déplorables. Beaucoup sont des

intellectuels ou des techniciens, comme l'écrivain Pramudita Ananda Toer, qui avait le droit d'écrire, mais pas de posséder crayon et papier.

Les visites sont rares (85 % des prisonniers n'en reçoivent pas), pousse le rapport d'Amnesty. La correspondance est réduite : deux cartes en trois ans pour Pramudita Ananda Toer. La nourriture, déjà insuffisante, est en partie subvertie par les gardiens, qui ne donnent qu'un peu de riz, quelques légumes et parfois un bout de poisson sec. Les médicaments doivent être payés. Nombre de détenus sont tuberculeux, disent les médecins. La lèpre et le matériel de cuisine sont distribués aux prisonniers. Les mauvais traitements, voire les tortures, continuent. Ainsi, le docteur Djajus, âgé de soixante-trois ans, détenu depuis onze ans, a été torturé en décembre 1975, à Djakarta, où existent plusieurs centres d'interrogatoire discrets : rue Tanah-Ahang, rue Gunung Sahari, à Kembangan-Lama.

Amnesty International ajoute que les prisonniers, qui ignorent encore, dans la plupart des cas, dans quelle catégorie ils figurent, ne savent pas non plus pour combien de temps ils seront encore détenus. Cette incertitude est effrayante, surtout pour ceux qui, condamnés à mort depuis des années, mais toujours pas exécutés, attendent toujours avec angoisse le lendemain. « Nous sommes comme les feuilles sur un arbre, attendant de tomber à terre et de nous y fonder. (...) Aide-nous au moins à être conduits devant un tribunal, pour que cette incertitude qui nous ronge prenne fin », disent un prisonnier à un avocat, lui-même incarcéré pour avoir défendu des détenus politiques.

(1) Amnesty International, qui vient d'obtenir le prix Nobel de la paix, a son siège à Londres ; elle dispose aussi d'un bureau à Paris, 20, rue de la Michodière, 75008.

● A Djakarta, un porte-parole du ministère de la défense et de la sécurité a qualifié, mercredi 19 octobre, le rapport d'Amnesty International de « vieille histoire » et a ajouté : « Le silence est d'or. » (A.F.P.)

### Bangladesh

**TRENTE-SEPT MILITAIRES IMPLIQUÉS DANS LA RÉCENTE TENTATIVE DE PUTSCH ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS**

Dacca (U.P.I.). — Des tribunaux militaires siègent presque tous les jours depuis la récente tentative de coup d'État (le Monde du 4 octobre). Selon des informations officielles, quatre cent soixante militaires des armées de terre et de l'air avaient été jugés le 17 octobre : trente-sept avaient été condamnés à mort et exécutés et vingt condamnés à la réclusion à vie.

(S. Survan a Bogra, dans le nord du pays, le 20 septembre, et à Dacca, le 2 octobre, le soulèvement de jeunes soldats bangladais voulant renverser le régime du général Ziaur Rahman, a fait deux cent trente victimes. Depuis, le gouvernement a interdit les trois principaux partis politiques.)

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

**Le gouvernement interdit deux journaux et dix-huit organisations hostiles à l'apartheid**

De notre correspondant

Johannesburg. — Dans une gigantesque opération menée à Durban, au Cap et à Johannesburg, la police a procédé, depuis mardi 18 octobre, à une série d'arrestations de membres ou de responsables de mouvements anti-apartheid ou appartenant à la « Conscience noire ». D'autre part, le journal officiel, qui devait être publié à 11 heures (locaux) mercredi matin, annonce que deux journaux, le World et le Week-End World, ainsi que dix-huit organisations connues pour leurs prises de position contre la politique d'apartheid, ont été interdits pour leur adhésion au mouvement de la Conscience noire, sont déclarés hors la loi (« unlawful »).

Cette mesure d'une ampleur sans précédent équivaut à une interdiction pure et simple. Elle rappelle celles dont furent victimes le parti communiste sud-africain, dans les années 50, puis plus tard l'African National Congress (ANC) et le Pan du Christian Institute of Southern Africa (PAC). Les locaux africains, organisation écumenique, frappée d'interdiction, ont été violés par la police, ce mercredi matin.

Parmi les dix-sept autres organisations interdites, figurent le Soweto Students' Representative Council (S.S.R.C.), association de lycéens et de collégiens de Soweto, qui anime les manifestations étudiantes dans l'immense cité africaine et dont les présidents successifs ont été arrêtés ou ont dû se réfugier à l'étranger, la Black's Parents Association, fondée au lendemain des révoltes de juin 1976 et reconnue par la S.S.R.C. comme « interlocuteur valable » ; la Black People's Convention dont le président d'honneur était Steve Biko, mort le mois dernier en détention ; la Black Women's Federation, mouvement de femmes de la conscience noire ; la South African Student's Organisation (SASO) ; la Black Community Programmes (B.C.P.), connue pour ses programmes de formation et d'alphabétisation des adultes (plusieurs de ses membres ont été récemment arrêtés au Transkei et au Natal) ; divers mouvements de jeunesse ; le syndicat des journalistes noirs, une association d'écrivains et le Zimile Trust Fund, dont créateur par Steve Biko pour venir en aide aux familles des prisonniers politiques.

### Une vague d'arrestations

Parmi les personnes arrêtées, on trouve, entre autres, M. Molana, président du Comité des dix (qui réclame l'autonomie de la municipalité de Soweto), MM. Rachidi et Mazibuko, respectivement président et secrétaire général de la B.P.C., M. Matababane, membre du Comité des dix et directeur du lycée Morice-Isaacs, le Père Mkhawo, ancien secrétaire de la conférence des évêques catholiques (ce dernier fait l'objet d'une mesure de « bannissement »).

La police poursuit, ce mercredi, arrestations et perquisitions, notamment dans le bureau de M. Shu Chetla, avocat de la famille Steve Biko, où elle recherchait des documents concernant le dirigeant noir mort en prison.

Dés l'annonce de ces mesures, de nombreuses voix se sont élevées pour protester : « C'est un jour noir et triste pour l'Afrique du Sud, »

a déclaré le président du Christian Institute, M. Boyers Naude, qui ne savait pas encore qu'il venait d'être frappé d'une mesure de « bannissement ». « C'est une action choquante qui prouve que le gouvernement agit désespérément pour stopper le courant favorable des changements réels. »

« Le gouvernement prouve ainsi qu'il n'est pas capable de diriger le pays », s'est exclamé Mme Helen Summ, députée du Progressive Federal Party (opposition blanche). Le révérend Sam But, président du South African Council of Churches, s'est dit choqué de voir que le gouvernement ne respecte pas le sentiment des Noirs.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

### Namibie

**Un accord sur le retrait graduel des troupes sud-africaines serait en bonne voie**

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Prenant la parole, mardi 18 octobre, devant l'Assemblée générale, à l'ouverture du débat sur la Namibie, le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, a reproché au régime de Pretoria « de se livrer à une série de manœuvres politiques et militaires qui montrent qu'il n'a pas renoncé à une solution de type colonial ».

Le chef de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain a accusé l'Afrique du Sud de vouloir transformer la Namibie en un ensemble de zones d'apartheid et de mettre sur pied, à l'intérieur du territoire, des armées tribales. Il a dénoncé « la prétention sud-africaine de vouloir s'approprier Walvis-Bay, qui est partie intégrante du territoire namibien », et

s'est élevé contre l'utilisation du désert de Kalahari, en Namibie, pour des essais nucléaires sud-africains.

Ce discours marque un développement tactique à la veille de la négociation décisive qui doit avoir lieu entre M. Nujoma et les « cinq » (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada) après la troisième « navette » effectuée par ce dernier entre la SWAPO et Pretoria. Bien qu'il faille encore régler des questions de détail, il semble que les grandes lignes d'un règlement global soient sur le point d'être obtenues.

Aux termes de ce projet d'accord, les troupes sud-africaines seraient graduellement retirées de Namibie, ne laissant qu'un contingent de mille à deux mille hommes dans le territoire à la date des élections. Un nombre sensiblement égal de « casques bleus » auraient alors gagné la Namibie et remplacé les troupes sud-africaines. Le règlement normal d'une consultation doit la date n'a pas encore été fixée mais qui se déroulerait sans doute durant l'été 1978. La question de Walvis-Bay serait mise entre parenthèses et sera réglée après l'accession de la Namibie à l'indépendance. L'Afrique du Sud remettrait en liberté les membres de la SWAPO qu'elle détient. De son côté, la Tanzanie élirait discrètement les anciens membres de la SWAPO que l'Organisation a fait incarcérer pour « trahison ». Les « cinq » soumettront ce projet de règlement avant la fin de la semaine à l'approbation des pays africains dits de « première ligne », puis le feront adopter par le Conseil de sécurité.

LOUIS WIZNITZER.

### LA CÔTE-D'IVOIRE ACHÈTE DES AVIONS MILITAIRES À LA FRANCE

La Côte-d'Ivoire a décidé d'acheter six avions Alpha-Jet, produits par le groupe privé Dassault-Breguet en coopération avec les industriels ouest-allemands. Six autres exemplaires de ce même avion ont été retenus en option par la Côte-d'Ivoire.

Ce pays devaient le cinquième client de cet avion, un bi-réacteur capable de missions d'entraînement et d'appui léger de troupes au sol. La France, la République fédérale d'Allemagne (à raison de deux cents appareils chacun), le Togo (vingt) et la Belgique (trente-trois) ont acquis des Alpha-Jet. Le premier avion de série doit entrer des chaînes de production en décembre prochain, et la Côte-d'Ivoire pourrait commencer à recevoir son premier Alpha-Jet dans dix-huit mois.

La Côte-d'Ivoire a déjà acheté, pour son armée de l'air, des hélicoptères Alouette et Puma à la France.

## PROCHE-ORIENT

### A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

**Le délégué égyptien a vivement dénoncé la politique d'Israël**

De notre correspondant

Belgrade. — La réunion de la conférence de Belgrade a été consacrée mardi 18 octobre à l'audition de quatre pays méditerranéens non européens. M. De-maghiatrou (Algérie) a centré son intervention sur l'édification d'un nouvel ordre économique. Il a invité la conférence à y contribuer, compte tenu du manque de résultats de la conférence de Paris. Il a regretté que la conférence de Belgrade ne soit pas habilitée à discuter de la situation au Proche-Orient.

Le représentant de l'Égypte, M. Mourad Ghaleb, n'a pas moins prononcé un violent réquisitoire contre Israël et sa « politique raciste d'agression et d'expansion, de violation des droits de l'homme, d'arrogance et d'intransigeance ». Israël, a-t-il affirmé, a recours « à la torture et aux méthodes d'oppression nazies ». Les Juifs, a-t-il ajouté, « persécutent » le peuple arabe. M. Ghaleb a estimé qu'Israël se trouve placé devant « le défi de la paix ». L'Égypte accepte ce défi et elle ne ménagera pas ses efforts pour arriver à la convocation de la conférence de Genève. Aussi est-il du devoir de la conférence de Belgrade, selon M. Ghaleb, de « forcer » Israël à respecter ses obligations internationales, à reconnaître les droits du peuple

palestinien à un État indépendant, et à évacuer les territoires occupés.

M. Issam Beyhum, délégué du Liban, a condamné lui aussi la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien dont la situation constitue « une honte pour l'humanité ». Cette politique, a-t-il estimé, est à l'origine du drame libanais.

Le représentant d'Israël, M. Minierli, n'a mentionné le conflit israélo-arabe que pour rappeler le point de vue de son pays selon lequel ce conflit doit être traité directement entre les parties intéressées. Il a insisté sur le « très grave problème » des Juifs en U.R.S.S. et dans certains autres pays où ils sont l'objet de mauvais traitements permanents. Il a demandé aux pays représentés à Belgrade d'empêcher les manifestations d'antisémitisme assurant qu'Israël respecte les droits de tous les hommes et reste fermement attaché aux libertés fondamentales.

M. Minierli a aussi parlé des sémites, a assuré qu'Israël lutte contre la désertification, l'environnement, l'agriculture, la recherche scientifique, etc.) dans lesquels son pays est prêt à collaborer avec l'Europe.

PAUL YANKOVITCH.

**Washington admet « avoir été pleinement informé des objections israéliennes » à toute participation de l'O.L.P. à Genève**

Washington (A.F.P.). — Le département d'État a révélé mardi 18 octobre, l'existence d'une

« minute » des conversations du 4 octobre entre MM. Vance et Dayan à la suite des « maintes et maintes » diplomates survenus ces jours derniers entre les deux pays à propos d'une éventuelle représentation de l'O.L.P. à la conférence de la libération de la Palestine (O.L.P.) à la prochaine conférence de Genève.

### Dans « Information juive »

M. ÉMILE TOUATI : ne craignons pas que Genève ce soit Munich.

M. Emil Touati, membre du Consistoire de Paris et du conseil représentatif des institutions juives de France, écrit notamment dans le journal mensuel Information juive, organe de liaison de la section française du Congrès juif mondial.

« Exécration d'Israël », à la suite de la déclaration commune américano-soviétique. Exécration d'Israël après le « document de travail » israélo-américain (...). « Alors gardons la tête froide sans laisser croire qu'on peut nous payer de mots. »

« Israël se satisfait à la rigueur du statu quo. Donc, ce sont ceux qui veulent changer le statu quo qui doivent être prêts à en payer le prix, soit en déclenchant une guerre aventureuse, soit en acceptant d'établir avec Israël des relations pacifiques, sous forme de liens diplomatiques et économiques, et d'échanges humains et culturels. »

« De son passé biblique, Israël peut apprendre comment vivre avec les super-grands. Il s'appelle autrefois Égypte, Assyrie, Babylone, Perse, Alexandre, Rome. Il s'appelle maintenant U.S.A. et U.R.S.S. Le leçon de cette histoire est la suivante : ne pas affronter directement l'un des super-grands — ne pas s'opposer totalement à l'un d'eux — ne pas devenir l'enjeu de leurs querelles. Cela fait partie aussi du message des Prophètes. (...) Souhaitons qu'Israël aille finalement à Genève et ne craignons pas que Genève ce soit Munich. »

M. Hodding Carter, porte-parole du département d'État, a cependant reconnu mardi qu'Américains et Israéliens avaient conjointement approuvé le texte d'une « minute » résumant une partie de six heures de discussions. Le porte-parole s'est refusé à dévoiler la teneur de cette « minute ». Il a toutefois mentionné les deux points suivants :

« M. Vance a confirmé lors des conversations la position américaine demandant le même, à savoir que l'inclusion de tout nouveau participant à la conférence de Genève doit être acceptée par toutes les parties présentes lors de la première conférence. (...) Israël a, par conséquent le droit de s'opposer à toute nouvelle participation. A cet égard, nous avons été pleinement informés des objections israéliennes à l'encontre de l'O.L.P. »


Selon M. Carter, les États-Unis n'ont pas apporté leur adhésion à la position israélienne à l'égard de l'O.L.P. mais ils ont simplement pris note. Le problème de la représentation palestinienne, a ajouté le porte-parole, n'est pas encore résolu et de nouvelles conversations sur ce sujet seront nécessaires avec Israël et les pays arabes. — (A.F.P.)

**La Boutique du Brésil**  
Salons-bibliothèques-platons-tables-fossiles-minéraux-bijoux-objets.

Jusqu'au 29 octobre  
**SOLDES**  
Sur toute sa collection de canapés et fauteuils en cuir (16 modèles)



Camel



MP 129



Bantoe



MP 271

43, av. Friedland  
Paris 8°  
Tél. : 339.22.10

**ceinture noire de la motoculture**  
maniables puissants robustes



une gamme complète de MOTOCULTEURS

**ISEKI**  
YVAN BEAL & C°

21, av. de la République 93131 St-Denis (93)  
Tél. : 30.11.11

NOM :  
ADRESSE :

Édité par la S.A.E.L. le Monde.  
Général : Jacques Pons, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimé en France  
5, c. des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tout texte, sauf accord avec l'administration.  
Communication préalable des journaux et publications : n° 5745.

**tielsa**  
VENEZ CHOISIR VOTRE CUISINE  
POUR CHOISIR VOTRE CUISINE

**CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE VENTE TIELSA**



# AMÉRIQUES

# DIPLOMATIE

## Canada

### Ottawa souhaite une révision constitutionnelle

(Suite de la première page.)

La reine a qualifié cette situation d'« intolérable » tout en soulignant les efforts faits par le gouvernement pour y remédier.

L'initiative (qui pourrait attendre cette année 1980) et la récession préoccupent Ottawa. Le discours du trône a permis au gouvernement de M. Trudeau d'annoncer sa décision de mettre fin au début de l'année 1978 au contrôle des prix et des salaires qu'il avait instauré il y a deux ans. Les milieux économiques réclamaient cette mesure depuis des mois, estimant que ce contrôle avait perdu toute efficacité. Toutefois le gouvernement a annoncé qu'un projet de loi visant à la création d'un organisme de surveillance serait soumis aux Communes.

La reine a mentionné deux secteurs de l'économie dans lesquels le gouvernement fera des efforts. Le premier est celui des produits alimentaires.

#### Les droits linguistiques

Le second concerne l'énergie et le désir du Canada de se suffire à lui-même dans ce domaine. Le gouvernement s'attend que les perspectives en cours, dans le mer de Beaufort et dans les îles arctiques, offrent rapidement de nouvelles possibilités d'exploitation de pétrole et de gaz naturel. Ottawa s'engage, à ce sujet, à mener des consultations approfondies avec les populations des territoires du Yukon et du Nord-Ouest pour la protection de l'environnement et l'amélioration de leur niveau de vie.

Le traité, récemment conclu entre le Canada et les États-Unis sur l'acheminement du gaz naturel de l'Alaska, sera soumis aux Communes.

La reine a abordé ensuite d'une manière directe, le problème de l'unité nationale posé par la situation québécoise. Elle a estimé que cette crise ne pouvait être écartée de la situation économique générale. « Il est impératif, a-t-elle dit, que des sentiments d'inégalité linguistiques ou culturelles ne soient pas encouragés par des concepts d'injustice économique. À l'inverse, il ne peut faire de doute que l'incertitude évidente qui règne au Québec est un alibi négatif pour l'économie. »

Pour tenter de dénouer ce conflit, le gouvernement a pris, ou prendra, une série d'initiatives dont la reine a dressé la liste. Il a récemment constitué un groupe de travail (Task Force) sur l'unité canadienne, qui a pour tâche de recueillir le sentiment des Canadiens à travers tout le pays. En second lieu, et c'est peut-être là l'annonce la plus importante, Ottawa va, une nouvelle fois, relancer « un processus de révision constitutionnelle avec tous les gouvernements du Canada ». Les propositions du gouvernement fédéral touchent « à la nature profonde de la fédération canadienne et de ses objectifs et à certains droits fondamentaux qui devraient être garantis à tous les Canadiens ». De cette entreprise devrait émerger un nouveau fédéralisme qui rassemblerait l'appui et l'attachement des Canadiens, d'où qu'ils soient.

Le discours du trône souligne que « la question des droits linguistiques concerne particulièrement l'unité nationale » et que « le gouvernement a accueilli avec autant plus de plaisir la déclaration sur les langues adoptée au cours de la réunion des ministres provinciaux au mois d'août ». A cette occasion, les premiers ministres provinciaux du Canada, à l'exception de celui du Québec, avaient adopté une déclaration commune dans laquelle ils s'engageaient à faire de leur mieux pour « assurer l'enseignement dans les deux langues », là où le nombre des personnes concernées le justifiait.

Ottawa estime que cette proposition « devrait devenir un élément fondamental de la Constitution ».

Une commission des droits de l'homme

Par ailleurs, le gouvernement soutient, au Parlement, des amendements à l'Acte sur les langues officielles concernant le travail des employés fédéraux et les minorités.

Pour renforcer les droits et les libertés des Canadiens, le gouvernement rappelle le discours du trône, a rédigé un Acte des droits de l'homme et nommé une commission des droits de l'homme. Il entend, maintenant, nommer un « ombudsman » et proposer une législation concernant l'accès du public aux archives officielles.

L'ensemble de ces propositions est basé sur des considérations de principe qui portent la marque du premier ministre, M. Trudeau. Pour sortir du marasme économique, il estime qu'on ne peut plus recourir à des stratégies adoptées à des époques plus simples. Il faut « des ajustements structurels » et un « réajustement de nos valeurs, une redécouverte des valeurs de l'autodiscipline et du partage équitable ». De même pour sortir de la crise politique, « le gouvernement se consacre profondément à la redécouverte de l'esprit d'unité ». « Le mécontentement dans un pays aussi riche » se situe dans l'avenir humain, et c'est là aussi que l'on doit trouver l'unité de la nation », affirme le discours du trône avant de conclure : « Le Canada entre dans une nouvelle ère. »

ALAIN-MARIE CARRON.

### M. BOURGES SÉJOURNE EN VISITE OFFICIELLE EN UNION SOVIÉTIQUE

Le ministre français de la défense, M. Yves Bourges, se rend en Union soviétique, du jeudi 29 au samedi 21 octobre, sur l'invitation de son homologue soviétique, le maréchal Dmitri Oustinov.

M. Bourges doit assister, notamment, à la démonstration d'une division des forces terrestres soviétiques et à la visite d'une usine d'aviation à Kiev, ainsi que l'école des officiers de la marine soviétique à Leningrad. Il aura une série d'entretiens avec le maréchal Oustinov.

Le précédent voyage d'un ministre français de la défense en Union soviétique remonte à décembre 1972, date à laquelle M. Robert Galley, ministre des armées du gouvernement de M. Pierre Messmer, s'était rendu à Moscou en voyage officiel.

### M. TAITTINGER EST CHARGÉ DES QUESTIONS DE DÉSARMEMENT

Le premier ministre a nommé M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur de Paris, parlementaire en mission chargé d'animer et de coordonner, sous l'autorité du ministre des affaires étrangères, les travaux nécessaires à la mise au point des positions françaises dans le domaine du désarmement, à annoncer mardi 19 octobre un communiqué de l'hôtel Matignon.

M. Taittinger, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, sera appelé à représenter la France dans les réunions internationales où seront traitées les questions du désarmement. L'hôtel Matignon ajoute que cette mesure a été prise « en application des délibérations du conseil des ministres du 24 août dernier, au cours duquel il avait été décidé à la demande du président de la République de désigner une personnalité chargée de coordonner l'action de la France dans le domaine du désarmement ».

### JEUDI ET VENDREDI A BONN

### MM. Barre et Schmidt feront le point de la conjoncture économique

Les entretiens que M. Raymond Barre aura à Bonn, jeudi après-midi 20 octobre et vendredi matin, seront principalement consacrés aux affaires économiques. Le premier ministre rencontrera le chancelier Schmidt et les ministres des finances (M. Apel), de l'économie (M. Landsberg) et de la défense (M. Leber).

En février dernier à Paris, M. Giscard d'Estaing et Schmidt avaient décidé de renforcer la coopération économique franco-allemande à court terme, de procéder à des consultations trimestrielles dans ce domaine et de chercher en commun des propositions à faire au prochain conseil européen (8 et 9 décembre) pour harmoniser les politiques économiques.

Avec MM. Apel et Landsberg, le premier ministre parlera surtout des affaires communautaires (élargissement, nouveau régime du Fonds régional créé en 1974, possibilités d'emprunts communautaires) et des négociations commerciales internationales (GATT). Les Allemands demanderont certainement à M. Barre de préciser ce que la France entend par une formule souvent employée à Paris : « La liberté organisée des échanges ».

La coopération nucléaire franco-allemande, dans le domaine des surrégénérateurs surtout, sera examinée, ainsi que la préparation de la conférence de Washington sur l'évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire.

Les suggestions qu'avaient faites M. Brejnev en 1976 pour réunir des conférences sur l'environnement, l'énergie et les transports comme « suites » de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) seront réexaminées. D'abord écartées par les Occidentaux, elles sont considérées aujourd'hui plus favorablement à Paris et à Bonn. La possibilité d'une conférence « grand

européenne » au printemps sur l'environnement n'est pas exclue. Enfin, les difficultés de certains secteurs (sidérurgie, aéronautique, raffinage) seront évoquées. M. Leber demandera des précisions à M. Barre sur les projets français en matière de désarmement (qui pourraient faire prochainement l'objet d'une prise de position de M. Giscard d'Estaing). L'élaboration de nouveaux programmes d'armement sera envisagée, ainsi que la possibilité de construire un nouvel avion de transport franco-allemand en tirant les leçons du succès de l'Airbus.

MAURICE DELARUE.

### M. DE LABOULAYE EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE A WASHINGTON

M. François Leleuvre de Laboulaye a été nommé ambassadeur de France à Washington, en remplacement de M. Jacques Kossowski-Moriet, annonce le *Journal officiel* de mercredi 19 octobre.

Né en 1917, M. de Laboulaye est entré au Quai d'Orsay en 1942 et a été en poste à Beyrouth, à Orléans, à Washington (de 1954 à 1957) et à Moscou. Il avait été mis à la disposition du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes de 1947 à 1949, et conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État aux affaires étrangères d'octobre 1955 à février 1956. Détaché à la Compagnie française des pétroles de 1956 à 1962, et président de la Franco, chargé de la diffusion du procédé Secam, M. de Laboulaye a été, à l'administration centrale, chargé des affaires d'Afrique du Nord de 1963 à 1968.

Ambassadeur à Rio-de-Janeiro de 1968 à 1971, et à Tokyo de 1971 à 1975, M. de Laboulaye était, depuis 1975, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères.

M. Santiago Rosal, ministre mexicain des affaires étrangères, est reçu, mercredi 19 octobre, par son collègue français, M. de Gaulle. Jusqu'à vendredi soir, il aura des entretiens avec MM. Olivier Giscard d'Estaing, président du comité pour l'expansion du commerce international ; Rosal, ministre du commerce extérieur ; Monory, ministre de l'Industrie ; Mantoux, député général de l'énergie ; Bourdieu, secrétaire d'État à la recherche ; Pomatozski, ambassadeur itinérant, et Giraud, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique.

À la suite de l'article paru dans « E.G. Magazin » attaquant « le Monde », M. Frankie Hansen, député socialiste luxembourgeois, membre du Parlement européen, a déposé une question écrite le vendredi 14 octobre. Elle demandait notamment à la commission quelles mesures elle comptait prendre pour réparer le préjudice causé par « un article aussi notoirement diffamatoire ». Depuis cette note, la commission de Bruxelles a répondu en « déplorant profondément » l'attaque contre le Monde (le Monde du 18 octobre 1977).

## Nicaragua

### VINGT-QUATRE MORTS AU COURS D'AFFRONTEMENTS ENTRE LA GARDE NATIONALE ET DES GUÉRILLEROS

De violents affrontements armés ont lieu au Nicaragua depuis une semaine entre des guérilleros appartenant au Front sandiniste de libération et des forces de l'armée régulière. De bonne source, on indique que vingt-quatre personnes au moins ont trouvé la mort au cours des combats qui se sont déroulés mardi 18 octobre à Managua, la capitale.

La garde nationale aurait réussi à reprendre le contrôle de la situation à Managua même dans la journée de mardi, mais des heurts sont encore signalés en province, en particulier à Masaya, à 80 kilomètres de la capitale, où les militants sandinistes avaient lancé une opération d'envoie de dimanche dernier. Plusieurs autres casernes de la garde nationale, proches des frontières avec le Honduras et le Costa-Rica (qui a réclame l'envoi d'observateurs des Nations unies à sa propre frontière) ont également été attaquées. A Masaya, quinze personnes au moins ont été tuées. Parmi elles, M. Francisco Araya Y. Palacio, l'un des dirigeants de la guérilla sandiniste dans le nord du pays. — (A.F.P., A.P.)

## Bahamas

La reine Elizabeth d'Angleterre s'est attendue, mercredi 19 octobre, à Nassau, aux Bahamas, pour une visite officielle de deux jours, au cours de laquelle elle ouvrira la session du Parlement et inaugurera la première station de télévision de l'île. — (A.F.P.)

# VACANCES

## le tourisme français:

### Une triple information !

**1** Participez au Festival des Vacances

les 22-23-24 Octobre 1977 à la Maison de la Chimie 28 bis, rue Saint-Dominique 75007 PARIS.

Dans 14 salles de cinéma, seront projetés non-stop des films sur le monde entier. 23 offices de tourisme.

Cette annonce tiendra lieu d'invitation.

**2** Découpez ce bon. Vous recevrez nos nouvelles brochures.

Elles vous informent sur l'ensemble de nos séjours et circuits de cet hiver.

**HORIZONS LOINTAINS :** tous les grands voyages au bout du monde : Asie, Amérique du Sud, Amérique du Nord... Des circuits bien rodés en petits groupes pour découvrir le monde à la française.

**SÉJOURS AU SOLEIL :** tous les voyages par avions spéciaux, des Baléares au Maroc, des Canaries à la Tunisie. Et bien sûr nos brochures CARNIVAL, REVILLONS, SPORTS D'HIVER et CROISIÈRES.

**3** Venez vous renseigner à l'une de nos 9 boutiques.

Vous pourrez discuter vacances avec nos conseillers en voyages. Ils sont plus de 30, rien que dans nos agences parisiennes. Ils prennent tout le temps nécessaire pour vous orienter en fonction de vos goûts et de votre budget sur les destinations ou les formules de vacances les plus intéressantes. Ils vous remettent, dans toute la mesure du possible, une documentation touristique. Profitez de leur expérience.

### le tourisme français

96, rue de la Victoire 75009 Paris - Tél. 280.67.80  
275/277, bd Voltaire 75011 Paris - Tél. 344.78.08  
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 588.92.41  
177, rue d'Alsace 75014 Paris - Tél. 542.47.03  
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 250.88.74  
14, avenue de Villiers 75017 Paris - Tél. 227.62.18  
147, rue Ordener 75018 Paris - Tél. 076.52.42  
5, rue Louise-Michel 92300 Levallois-Perret - Tél. 757.06.70  
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 280.67.80 (poste 280)

Non Prénom  
Adresse

déposer retourner vos brochures (joindre 5F en timbres pour frais d'expédition)

## tielsa

technique internationale de la cuisine à votre goût et selon votre budget

**VENEZ CHOISIR VOTRE CUISINE**

dans une collection de 40 modèles aux lignes et couleurs étonnantes sur 450 m<sup>2</sup> d'exposition.

**POUR CHOISIR-IL FAUT AVOIR LE CHOIX**

**CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE VENTE TIELSA**

281, rue du Faubourg St-Antoine, 75003 Paris - tél. 628.46.27

Métro Nation

ouvert du lundi au samedi inclus de 10 h 30 à 19 h

## Barnett

Chemisier Habilleur

19, AV. VICTOR-HUGO PARIS 16<sup>e</sup>

présente :

COSTUMES Tweed	690 F
PARDESSUS Cashmere	890 F
BLAZERS Pure laine peignée	368 F
PULLS 100 % Poil de chamois	198 F

RAYON SPECIAL GRANDES TAILLES

**C'EST FACILE**

**DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO**

Notices à votre disposition chez les dépositaires







Le Monde

# politique

## L'EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Par 290 voix contre 177, les députés approuvent l'équilibre général du budget

A l'ouverture de la séance de l'Assemblée nationale, mardi 18 octobre, M. Edgar Faure prononce l'éloge funèbre de M. Jacques Dulac, député du Jura. M. Raymond Barre associe le gouvernement à cet hommage, puis les députés reprennent la discussion des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1978.

M. BOULLOCHE (P.S.) propose d'abord, au nom de son groupe, de créer un impôt annuel progressif sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1977. « Voici, déclare-t-il, une occasion pour la majorité de marquer sa volonté de réforme et de justice fiscale. » M. PAPON (R.P.R.), rapporteur général, exprime l'opposition de la commission des finances. Il reconnaît que le système fiscal français est « un système bloqué » et qu'il convient de le réformer. Mais il estime le moment mal venu. Il propose l'institution d'un tel impôt devant, à son avis, s'inscrire dans une réforme fiscale d'ensemble.

M. BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, confirme, pour sa part, que le gouvernement n'est pas hostile à ce que les commissions parlementaires poursuivent une étude approfondie de ce sujet afin de rechercher d'éventuelles solutions. Il souligne toutefois la complexité du système requis par un tel impôt.

Après que le député socialiste se fut enquis de l'état d'avancement de cette étude, M. MARTRE (R.P.R.), favorable au principe d'un tel impôt, estime qu'il doit remplacer la taxation des plus-values et ne pas s'y ajouter. Au scrutin unanime, l'amendement socialiste est rejeté par 273 voix contre 182.

Au nom de son groupe, M. COMBRISSE (P.C.) présente un amendement instaurant un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationales et sur la fortune des personnes physiques. M. Papon rétorque sa position; le ministre aussi. L'Assemblée confirme son précédent vote en repoussant l'amendement par 277 voix contre 174, les socialistes s'abstenant. « Votage à droite », commente M. FANTON (R.P.R.).

A l'article 2 (fixation du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement), M. Papon précise que l'ajustement du barème inférieur à la hausse prévue des prix entraînera un accroissement de la pression fiscale. M. COMBRISSE (P.C.) relève que « la fiscalité directe est au fil des années devenue de plus en plus injuste ». Il propose de relever les tranches inférieures et d'augmenter les taux d'imposition des tranches supérieures.

M. Boulluche propose, de son côté, un réajustement du barème dans le sens d'un allègement des tranches inférieures. La commission des finances s'oppose à ces deux amendements.

Pour M. PAPON, on s'acheminerait allègrement avec l'amendement communiste vers la confiscation des revenus. Pour M. BOULIN, ces propositions aboutiraient à un système social et pécuniaire de décapitation ou l'évasion fiscale. Au scrutin public, l'amendement communiste est rejeté par 288 voix contre 178. Il est rejeté par 288 voix contre 178. Il est rejeté par 288 voix contre 178.

Un amendement communiste propose de limiter les effets du quotient familial pour les revenus

élevés. L'Assemblée s'y oppose par 285 voix contre 178. Elle rejette également par 277 voix contre 178 un amendement communiste exonérant de l'impôt les contribuables dont le revenu est inférieur ou égal au SMIC et supprimant l'impôt fiscal.

M. BARDOL (P.C.) propose d'instaurer en faveur des personnes âgées et des invalides une déduction spéciale de 4 000 F minimum et 6 000 F maximum. M. Papon et Boulin ainsi que M. FANTON dénoncent « une manœuvre subalterne », cette question étant traitée à l'article 3. L'amendement communiste est rejeté par 278 voix contre 178.

### Les allègements en faveur des retraités

En séance de nuit, sous la présidence de M. NUNGESSER (R.P.R.), les députés examinent l'article 3 relatif aux allègements en faveur des personnes âgées et des retraités.

M. LAURIOL (R.P.R.) relève que le dispositif gouvernemental ne règle pas de façon satisfaisante le problème de l'accroissement relatif des pressions fiscales que subissent les retraités. D'où l'amendement adopté par la commission des finances à l'initiative de ses membres R.P.R. M. PAPON en expose les grandes lignes, son objet étant d'accorder à tous les retraités un abattement de 10 %.

M. BOULIN rappelle que le gouvernement proposait d'instituer un abattement de 5 000 F sur le revenu imposable, abatement

Sont ensuite successivement repoussés : — Un amendement communiste portant à 250 F la limite de non-reconnaissance de l'impôt; — Un amendement socialiste substituant la notion de crédit d'impôt à la déduction pour frais de garde;

— Un amendement communiste accordant une demi-part supplémentaire aux détenteurs de la carte d'invalidité ou de cécité. L'article 3 est ensuite adopté, l'opposition votant contre, puis l'Assemblée rejette un amendement communiste qui reportait l'échéance de l'impôt pour les chômeurs.

Sur le second amendement du gouvernement, M. FANTON s'étonne que le problème ainsi posé (le crédit-bail) le soit par ce biais. M. BOULIN observe que la compensation financière proposée par le gouvernement est supérieure à celle suggérée par la commission. L'Assemblée adopte finalement le sous-amendement gouvernemental.

Les socialistes proposent de leur côté d'instituer une déduction forfaitaire de 10 % en faveur des retraités et invalides, dont le montant serait au moins de 4 000 F, au plus de 7 000 F. La commission a émis un avis défavorable. M. BOULIN regrette « cette surenchère ». M. BOULLOCHE (P.S.) rappelle « le combat incessant de l'opposition en faveur des retraités », et constate que « le gouvernement, si dur jusqu'à présent, se ravise

Le premier écart du bénéfice de l'abattement les contribuables de moins de soixante ans qui cumulent une retraite avec une activité professionnelle assurant une part importante de leurs revenus; — Le second, qui prévoit une nouvelle compensation financière en assujettissant au taux majoré de la T.V.A. la location des véhicules de tourisme et afin de ne pas privilégier la location ou le

leasing par rapport à l'achat ». M. CHESSEARD (R.P.R.) évoque les problèmes des personnels militaires, qui, une fois à la retraite, « travaillent par nécessité financière ». Il estime « déplorable que le gouvernement recule devant une discrimination à l'égard de ces personnels ».

Après que l'Assemblée ait repoussé deux sous-amendements communistes, M. Papon s'oppose au premier sous-amendement du gouvernement. M. CHESSEARD (P.S.) également. Au scrutin public, demandé par le groupe R.P.R., il est rejeté par 484 voix contre 1. « Démission ! Démission ! », lancent les élus communistes.

« Les contribuables titulaires de pensions ou de retraites sont astorés à pratiquer sur le montant de ces pensions ou retraites un abattement de 10 % qui, pour 1978, ne peut excéder 5 000 F. La réduction dont les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides bénéficient pour le calcul de l'impôt sur le revenu, est fixée à : — 3 500 F pour celles dont le revenu net global n'excède pas 21 000 F;

— 1 700 F pour celles dont le revenu net global est compris entre 21 000 et 24 000 F. L'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés est portée à 3 000 F.

« A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, le taux majoré de la T.V.A. s'applique aux opérations de location portant sur les biens neufs ou d'occasion désignés à l'article 89-4<sup>o</sup> de l'annexe 3 du code général des impôts. » Il s'agit essentiellement de la location ou du leasing de véhicules de tourisme.

(Lire la suite page 10.)

### A propos du contre-budget communiste

#### M. Herzog (P.C.) accuse le parti socialiste d'élargir la domination du grand capital

MM. Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et Philippe Herzog, membre du comité central du P.C.F., ont tenu, mardi 18 octobre, une conférence de presse pour répondre aux objections qu'avait soulevées la présentation, cinq jours plus tôt, d'un contre-budget par M. Georges Marchais (le Monde du 15 octobre). S'étonnant d'abord que plusieurs dirigeants socialistes aient jugé ce texte « irréaliste », « dérisoire », « déséquilibré », certains l'appellent « budget sur le papier ». M. Herzog a affirmé que les mesures de progrès social qui y figuraient « découlaient strictement de la mise en œuvre, sans surcoût, ni rabais, de ce qui était inscrit dans le programme commun de 1972 ». Ce qui montrait, selon lui, que « le P.S. n'est pas plus aujourd'hui rompu, que, en paroles, avec la politique d'austérité ».

Passant au problème des nationalisations, M. Herzog a affirmé que l'expérience en France et à l'étranger montrait « de façon accablante que de simples prises de participation transforment le plus souvent le secteur public en poche à lait pour le secteur privé. Poursuivre dans cette voie, ne s'attaque en rien à la domination du grand capital, voire même l'élargit, comme le propose le P.C., c'est simplement développer le capitalisme d'Etat ».

M. Ballanger a indiqué que la décision de présenter un contre-budget avait été prise par le P.C. quinze jours avant la publication de celui-ci, donc après la suspension des négociations avec le P.S. et les radicaux de gauche. Questionné sur la façon dont avaient été calculés les 50 milliards d'économies qui permettraient aux entreprises, selon le contre-budget, d'équilibrer leurs comptes, il a évoqué une étude non publiée de l'INSEE qui montrait, a-t-il dit, que les remplacements d'équi-

pelements prenaient une place croissante dans la formation brute de capital fixe; il a ensuite évalué à 15 milliards les économies réalisées en 1976 sur les fuites de capitaux à l'étranger, à 10 milliards les gains possibles sur les transferts de revenus d'entreprises aux deux mille familles privilégiées (dont le revenu moyen est, selon lui, de 4 millions d'anciens francs par mois), et à 2 milliards les frais financiers qui peuvent être réduits.

Interrogé sur les moyens pour la France d'atteindre la croissance de 6,8 % en 1978, inscrite au contre-budget, M. Herzog n'a pas fourni de réponse chiffrée, mais jugé que la relance de la consommation intérieure « tirerait » l'expansion sans pour autant déséquilibrer la balance commerciale, grâce à l'application de la maxime « Fabriquer et acheter français » et à la passation d'accords avec l'étranger pour réduire les achats d'un certain nombre de produits qui peuvent être fabriqués en France (textiles, soier). En revanche, la production des machines-outils actuellement importées demanderait un certain temps.

Comment la hausse des prix pourra-t-elle être réduite du tiers (comme le prévoit le contre-budget) si la consommation des ménages augmente trois fois plus vite qu'actuellement ? M. Herzog a répondu que le contrôle des prix industriels à la production ou à l'importation et celui des prix de la grande distribution permettaient d'y parvenir, grâce à la réduction des coûts unitaires assurée par l'augmentation de la production. En revanche, il n'envisage aucun contrôle supplémentaire des prix chez les petits commerçants, des négociations sur les marges avec les professionnels, a-t-il paru suffisantes.

### La polémique va bon train

La polémique entre le P.C.F. et le P.S. continue d'aller bon train. Dans l'Humanité de ce mercredi 19 octobre, Jean-Pierre Gaudard revient sur le livre du socialiste Alain Boubill, déjà plusieurs fois mis en cause, et estime que cet ouvrage ne fait que « mettre en œuvre, confirme le radicalement socialiste » au sujet des filiales. De son côté, Jean La Gauderie reproche aux députés socialistes d'avoir refusé de voter, mardi, la proposition communiste d'imposition sur les sociétés, il dénonce ce « choix de classe », et rappelle que le 21 octobre 1976 les élus du P.S. avaient voté un amendement communiste visant à instaurer un impôt sur le capital des grandes sociétés et sur les grosses fortunes, impôt prévu par le programme commun de 1972.

17 octobre avait publié, notamment, une déclaration de M. Claude Popere, membre du bureau politique du P.C.F., accusant M. Michel Rocard d'avoir jugé irréaliste et déraisonnable le projet de budget mis au point par le P.C.F. et le texte d'une allocution de Mme Danièle De March, membre du comité central, qui avait notamment affirmé : « Gaston Defferre est bien mal placé pour donner des leçons de morale politique, de démocratie, de respect des engagements, au parti communiste... Son comportement agresseur ne nous fera pas modifier pour autant notre stratégie initiale. » De même, à Draguignan, le maire de Marseille avait, effectivement, tenu des propos très rudes sur M. Marchais et le P.C.F., accusés de « manque de logique et d'honnêteté intellectuelle » (le Monde du 17 octobre).



## aider les hommes à mieux se nourrir

Dans la chimie, parmi les groupes de niveau international, nous ne sommes ni les plus grands, ni sans doute les plus ingénieux.

Le chiffre d'affaires annuel de DSM\* équivaut cependant à plus de 20 milliards de francs — ce qui nous classe au 18<sup>e</sup> rang de la chimie mondiale et parmi les 50 plus grandes entreprises européennes.

Bien que nous n'ayons pas la prétention de savoir tout faire (pas encore...), DSM s'est fixé pour objectif de faciliter la vie des hommes en les aidant à faire face à leurs besoins essentiels, tels que se nourrir.

Savez-vous, en effet, que DSM, à partir du gaz naturel, fabrique dans ses usines 4 millions de tonnes d'engrais. Sans parler des millions de tonnes produites dans les usines des cinq continents qui utilisent ses procédés. Au total, directement et indirectement, DSM concourt efficacement à la lutte contre la faim dans le monde. En France, les engrais DSM sont vendus par notre filiale UKF.

Savez-vous que nous fabriquons aussi des produits qui permettent d'accélérer les cultures, de maintenir l'humidité de la terre sous les climats arides, d'emballer les aliments, de les conserver.

En fait, croyons-nous, nos progrès sont dus à notre expérience — 75 ans d'ancienneté cette année — et peut-être aussi à notre caractère hollandais, à qui l'on reconnaît ténacité et rigueur. Entreprise d'Etat au dynamisme affirmé, nous faisons de notre mieux pour aider les hommes à vivre mieux.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le groupe DSM, le Département Information PO Box 65 Heerlen Holland est à votre disposition.

\*DSM, c'est d'abord : Nederlandse Staatsmijnen, en néerlandais; Dutch State Mines, en anglais; Mines d'Etat néerlandaises, en français. Aujourd'hui, DSM signifie "chimie" dans toutes les langues du monde.







## Les « cadres » à l'heure électorale

date de départ celle du 1<sup>er</sup> octobre 1897. D'autre part, en fonction de l'évolution du salaire moyen de l'ensemble des catégories professionnelles, inscrites au 1<sup>er</sup> octobre 1897, on a pu établir l'évolution des seuls salaires ouvriers.

M. JACQUA (P.C., Seine-Saint-Denis) milite pour que les cadres supérieurs soient assimilés aux ouvriers. Il s'aperçoit que les structures hiérarchiques autoritaires sont celles qui ont permis le développement de la classe ouvrière.

M. CHERBOUT (R.P.R., Paris) propose d'indexer les barèmes fiscaux sur le coût de la vie et de faire passer de la droite à la gauche l'égard des cadres.

Pour M. GALLENAVE (rep. ind. Indre-et-Loire), il faut aller à l'extrême, évaluer les salaires qu'ils se doivent et leur donner, si on aime, votre persécution, le droit de justice, de faire passer les salaires de la gauche à la droite, et notamment M. STOLERU, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, sera celle de la consolidation du redressement économique.

Il y a, en fait, une A.G. sera essentiellement.

de fixer un budget économique  
des choix prioritaires pour le na-  
tion. Et le plan était l'instru-  
ment de la planification politique  
Démocratique par essence. La pla-  
nification est une méthode de  
bureaucratique et de

à fixer les problèmes économiques et les choix prioritaires pour le pays. At le plan est l'instrument de la politique démocratique par essence. Le plan, c'est la participation démocratique à l'économie. »

A propos de la participation, M. Chénou a ajouté :

« La véritable réforme de structure des revenus passe par l'intégration des salaires à la propriété du capital. Deux voies seulement, nous sont ouvertes : abolir la propriété ou diffuser la propriété. »

Cette dernière solution est celle que le parti communiste a choisie. Elle est la seule qui permette de réaliser la véritable réforme de structure des revenus. Elle est la seule qui permette de réaliser la véritable réforme de structure des revenus. Elle est la seule qui permette de réaliser la véritable réforme de structure des revenus.

Les quarante-neuf députés de la région parisienne ont élu, mardi 18 octobre, à la proportionnelle, les députés suivants : sept représentants au conseil régional de la région parisienne, la majorité kuit. La répartition est la suivante : six sièges pour le P.C. (MM. Blandin, Val-d'Osie ; Gualco, Essonne ; Lederman, Val-de-Marne ; Marmon, Seine-Saint-Denis ; Sclavi, Paris ; de Seigne, Seine-Préparc, Paris), trois sièges pour le P.S. (MM. Caudagues, Paris ; Piquet, Paris ; Roman, Paris), un siège pour le F.R. (M. Bouché, Paris), un siège pour le R.P. (M. Gagne, Paris), un siège pour le C.D.S. (M. Bouché, Paris). Sur cent soixante-quatre sièges du conseil régional, le P.C. en possède maintenant cent huit et l'opposition cinquante-six.

[illegible]

contracté ne saurait être remis en question, constituer un reniement de son enjeu (1) classe. (...) » Ses mesures anticipaient la « démocratie d'une nature et d'une ampleur suffisante, il ne saurait en croire la politique nourrir le socialisme, la garantie pour les travailleurs, la rupture du système actuel.

« Voilà pourquoi la C.G.T. estime que les divergences pour l'application du programme commun peuvent et doivent trouver leur solution dans le respect des motivations profondes du programme socialiste gouvernemental.

**A bas  
le tourisme  
vive le voyage  
avec  
nouvelles  
frontières**

**que M. Fourcade.**  
(De **gauche** émuoyé spécial.)  
Mazamet. — M. Jacques Chirac, qui se trouvait, mardi 18 octobre, à Mazamet (étape de son « tour de France »), a été l'objet d'acclamations (à P. R.), notamment déclarées : « La dichotomie entre la droite et la gauche n'existe plus de nos jours. Nous voulons une politique économique moins à droite que celle qui fut « politisée » auparavant. En fait, d'économie, je pense que M. Fourcade est plus à gauche que M. Jean-Pierre

**UNE STRATEGIE SUICIDAIRE !  
IL FAUT EN CHANGER**

---

**UNE DISCUSSION ENTRE COMMUNISTES :**  
*Union Populaire ■ Dictature du Proletariat*

---

Envol ■ demande - Prix : 2 F

**EN VENTE**

**CHEZ LES DEPOSITAIRES DE JOURNAUX**

42, rue René-Boulanger, 75010 PARIS  
C.C.P. 12 049.99 PARIS

**CAPEL CHEMISERIE**

Blue dye 111 on 100 film

Plus de 2 mètres, 130 kilos :  
 Capel a votre taille en chemises, pulls, pyjamas,  
 le même choix, le modèles et de couleurs  
 que les tailles ordinaires.  
 Capel habille en long comme en large.  
 74, bd de Sébastopol - Paris 3 - 272.25.09.  
 Centre Com. Maine-Montparnasse - Paris 15 - 538.73.51  
 26, rue Malesherbes - Paris 8 - 266.34.21.

**DECOUVERTE INDIVIDUELLE**

Orp 1 de Paris

MARRAKECH	900 F
MONTREAL	1 500 F
DELHI	2 350 F
RIO	3 600 F

— Départ de Bruxelles

MEXICO	2 700 F
SINGAPOUR	2 750 F

**ALLER-RETOUR**

Vols & Cotes fixes

**CIRCUITS ORGANISÉS**

**2 200 F**  
**Découverte de l'Egypte**  
du 4 décembre au 17 décembre  
du 22 décembre au 4 janvier  
du 8 janvier au 21 janvier  
du 12 février au 25 février  
du 2 avril au 15 avril

du 9 avril au 22 avril  
du 23 avril au 6 mai  
**2 950 F**

**Renseignements et inscriptions**  
**NOUVELLES FRONTIERES**  
TOURAVENTURE  
**63 avenue Benfart Rochersa  
75014 PARIS**  
**Tél. : 329 12 14**

**119 rue Solferino  
59000 LILLE**  
**Tél. : 54 24 84**

**LC 783 A**

هکتار امن لا

 **A bas  
le tourisme  
vive le voyage  
avec**  
**nouvelles  
frontières**

**DECOUVERTE INDIVIDUELLE**

**Un 10 J de Paris**

MARRAKECH	900 F
MONTREAL	1 500 F
DELHI	2 350 F
RIO	3 600 F

- Départ de Bruxelles

MEXICO	2 700 F
SINGAPOUR	2 750 F

**ALLER-RETOUR**  
Vols à cartes fixes

**CIRCUITS ORGANISES**

**Les villes d'or du sud marocain**

du 21 décembre au 4 janvier  
du 8 avril au 23 avril

**2 200 F**

**Découverte de l'Egypte**

du 4 décembre au 17 décembre  
du 22 décembre au 4 janvier  
du 6 janvier au 21 janvier  
du 12 février au 25 février  
du 2 avril au 15 avril  
du 8 avril au 22 avril  
du 23 avril au 6 mai

**2 950 F**

**Renseignements et inscriptions**  
**NOUVELLES FRONTIERES**  
**STRUCTURE**  
**63 avenue Benfant Hachemane**  
**75014 PARIS**  
**Tél.: 329 12 18**  
**119 rue Solferino**  
**59008 LILLE**  
**Tél.: 54 24 84**

LIC 758 A















## L'amour du détail

# Trois photographes tout terrain

## LES FRÈRES ALINARI A FLORENCE

C'EST une des institutions culturelles les plus vivantes d'Europe, et quelconque qui a passé par Florence connaît ce petit magasin de la via Strozzi où, depuis plus d'un siècle, et à l'heure d'Alinari et leurs successeurs vendent des masterpieces aux enchères aux amateurs et producteurs de tous les continents, on compte une œuvre en peinture, sculpture, etc., italiens ou non, antiques ou modernes, les œuvres d'Alinari, les trois, Giovanni, Ugo et Joseph, nous ont permis de simplifier l'achat et de faire plaisir à nos débuts, qui sont à peu près contemporains de ceux d'Adolphe Braun à Paris. Les modestes, mais la vente a été rapidement une telle extension que, lorsqu'on s'entreprend d'acquiescer d'être familiale, elle disposait d'un fonds de plus de 100.000 œuvres, et elle a pu offrir un document majeur sur l'Italie du dix-neuvième siècle, et qu'à nos connaissances il n'en existe pas en France.

Les Azzurri, en effet, ont joué un rôle  
à Florence, entre 1880 et la première guerre  
mondiale, et il n'est pas sans personnalité  
l'époque qu'ils ont connue. A cette époque  
les villes de Toscane, aussi célèbres alors  
qu'elles le deviennent quelques décennies plus  
tard, les «*Tatti*» de Bernard Berenson.  
Mais le génie des Azzurri (de mot à mot pas  
trop fort) est de ne pas s'être limité à  
l'art, mais au milieu de la ville.  
Leur photographie, de la ville.  
Leur vie, quotidienne, de vie familiale, les  
fêtes, les bourgeois, le monde rural, les  
loisirs des riches et les misères des  
pauvres. L'essentiel, ce n'est  
pas l'art, mais ce qui est actuellement exposé  
au Fort de Belvedere à Florence et est  
peut-être la plus grande exposition de  
photographies. On sait jamais voir

## Comme des ethnologues

Comment l'histoire a-t-elle commencée ? Pour les années 1870, c'est l'histoire du prince Albert (le mari de la reine Victoria) qui demande aux Alinari des reproductions des principaux dessins des Offices, et celle du duc de Luyne qui leur fit photographier les frises de Santa-Croce et le plafond de la Loggia Sixtine. Puis vinrent les tableaux et les sculptures de la collection de la reine. Les conservateurs de l'époque manifestant la plus grande méfiance à l'égard de la photographie, par « éthique », sans doute, et prudence, mais aussi parce que la reproduction ne pouvait qu'affaiblir la qualité de l'œuvre d'art et du monument esthétique. La reproduction risquait d'être jugée une imitation et non un document (c'est, en effet, ce qui en arriva) et le directeur des galeries florentines écrivait alors : « Il s'en prend aujourd'hui aux plus nobles productions du génie humain. La peinture elle-même deviendra mécanique et les meilleurs photographes seront toujours prisés de la même que les plus mauvais dans les tableaux de l'histoire d'art ».

Mais, enfin, les autorisations furent accordées et les Alinari purent entreprendre une série de campagnes systématiques et d'une étonnante rigueur scientifique, à l'instar de celle qui préside aujourd'hui à l'inventaire, dans les musées, les villes et les plus petits villages d'Italie. On a, d'ailleurs, remarqué que le matériel des photographes de l'époque était fort encombrant, la chronologie de

ces campings correspond à celle de l'histoire de nos terres. Une quatre fois mise en service. Les photographies et la lecture sont présentées, avec des cartes de Pouilles, de Sardaigne, de littérature jusqu'aux rapports isolés et rapportant de ces expéditions, des aventures et celles de nos ethnologues, des documents et des rapports dont la qualité n'a pas été dépassée. Quelques un de ce qui est le meilleur des milieux d'habitation et d'habitation pour le confort.

## Plus que reproduire

[illegible][illegible]

Quand, on photographie un tableau, on photographie le tableau, et on s'en tient là. Mais quand on photographie un palais ou une église, on photographie aussi la rue, les gens qui passent, le marché, l'attelage de paysan, la devanture de l'épicerie, etc. D'où l'extraordinaire enquête sociale que constitue le fonds Alinari. Sans parler même des portraits parfois très émouvants (Garibaldi, un jeune Américain qui paraît sorti d'un roman d'Henry James), parfois désolés (les femmes du milieu, *Donna Anna II*, le séduisant Alinari est, nous l'avons dit, un grand amateur photographique : les rues de Naples, le port de Gênes, les fameux *tracées* ; de ne pas s'être limité aux princes et aux monuments : à nous avoir montré aussi la vie populaire, les usines, les hôpitaux, les écoles, les bananes, l'intérieur



**Vue sur le  
Dôme de  
Saint-Jean Vercellina.**

Une pharmacie, le ghetto de Rome ou tel autre des conturières, dans la valeur du témoignage fait par le site. Toilette de la mort. Courbet dont nous parlions récemment.

La plus grande découverte d'Allinari et de leurs confrères est au fond, celle du détail (on en a vu beaucoup depuis), de ces détails jusque-là inaperçus ou insaisissables, sans lesquels l'étude artistique et comparative des œuvres est impossible. Wofflin n'aurait jamais écrit *Renaissance et Baroque* (en 1888, c'est ~~l'année~~ l'année où Adolfo Venturi commence à publier son fameux *Manuale storico dell'arte*) si ~~il n'avait~~ il n'avait disposé de ces détails, l'atout d'un érudit, le fronton, l'attique d'un corniche ou d'un ~~autre~~ autre profil d'un ensemble de pilastres, et même si, jusqu'en 1940, les ouvrages d'art sont peu illustrés, la représent sur la manipulation d'un bon vocabulaire de ~~motifs~~ motifs beaucoup plus ~~concrets~~ concrets, que ceux retenus par l'homme, comme le montre, par exemple, qu'un exemple, la comparaison entre les dossiers et les frises de Moreau-Neaton. En mettant à la disposition de tous, pour des ~~usages~~ usages modiques, la reproduction des œuvres d'art, on a fait une découverte que l'on connaît par la lithographie ou la gravure, la reproduction photographique a permis de ~~faire~~ faire de l'histoire de l'art.

tographiques à en tirer d'autres conséquences, fâcheuses ou favorables, qu'il serait loisible d'énumérer. Quelques-uns : soit à l'égard du savoir, mais plus encore au niveau de la culture générale et même contact avec l'œuvre. On se répandu le chef-d'œuvre, mais aussi le contraire. Il y eut permis l'inventaire, mais encouragea le pastiche et le faux. Si nous ne pensons pas que les photographes ont été les seuls à en profiter (car on ne peut pas être photographe sans avoir vu un cadre (quoique ce photographisme) pas), on désenchantement des amateurs (la photographie n'est l'objet), mais certainement conduit à privilégier certains thèmes plus graphiques, plus lisibles, à préférer le « réalisme » au pictorial. Jusqu'à l'introduction de la couleur dans l'art, un peintre comme Rembrandt ne pouvait pas être considéré comme un photographe confus, c'est peut-être à l'égard de sa simplicité formelle, qui le culmine doit l'extraordinaire rapidité de son œuvre.

Un terminer par la plus importante de ses conséquences, qui est aussi la plus évidente, quelle est ? Elle est la suivante. L'usage intensif de documents a permis d'acquiescer à la critique d'art. Appréhensifs, Diderot, Winckelmann, Gauthier, Baudelaire et même Duret, la critique est descriptive : au lieu de parler d'un tableau, il faut dire ce qu'il représente. Elle sera donc déclinée et l'écrivain l'écrira : au début de 1900, « les nombreuses photographies qui nous ont aujourd'hui les livres d'art permettent à l'écrivain de supprimer les longues et fastidieuses descriptions des œuvres d'art existantes et de se livrer à des analyses ». Quelle horreur ! Et quelle catastrophe : quand on écrit « les longues et fastidieuses descriptions », on a l'impression que peut-être ce n'est pas la plus mauvaise chose qui puisse être faite. (Alinari)

**ANDRÉ FILLARD**

★ **LES JÉSUITES**, photographi a Firenze, 1931.  
Jusqu'au 31 octobre. Le catalogue, que  
l'on peut consulter a Florence, est vendu  
8 000 lire (45 F) ; il reproduit tous les docu-  
ments importants.

## Un ~~malin~~ empoisonné

Elle a aussi étendu, multiplié en littérature enflammée le règne de l'art. Que de merveilles pendant ces années enrouées dans des incantations paternelles ou des égiles de sangsues qui ont alors révélées ! La reproduction éveille le digne du marchand, de l'acheteur étranger (du nouveau riche surtout qui jusque-là ne savait rien), et c'est à la reproduction qu'est dû en partie l'énorme transfert d'œuvres d'art qui s'opère à la fin du dix-neuvième siècle.

### La numérisation des documents photo-

## *Courmes, du canal Saint-Martin*

**A**LFRED COURMES, vous connaissez ? Allure correcte de notaire de province, peinture bizarre et colorée, à ne pas accrocher dans son salon. L'irrespect, le monde le lui a bien fait payer. Depuis cinquante ans, c'est sa seconde exposition particulière.

Courmes est un peintre marginal malgré lui. Il entre dans sa quatre-vingt-neufième année et n'a produit qu'un nombre relativement infime de tableaux, peinture d'images élaborées lentement avec un métier de grand ouvrier sachant peindre et bien peindre, ayant hanté au nord, les musées de Bruges et de Gand et, au sud, ceux de Sienna et de Florence. Judene et Braughet, Mantegna de Jacopo, Le Pérugin et Raphaël, Botticelli et Léonard de Vinci, il est à tous regardés et a tenté d'y répondre de quoi nourrir sa pein-

Mais son territoire premier, le  
de sa révolte d'homme aventu-  
reux s'est formée. C'est le canal

Saint-Martin, avec son  
humide au clair de qu'il  
représente un  
C'est là qu'il a peint,  
Saint Sébastien, en marin à demi-  
ou les jambes percées de flèches  
ou Chêne d'icore, sous regard

■ mégères du canal : la Belle,  
■ triton et son loup : les ■  
de camembert, de la ■ pain-  
ture ■ ; l'Escadron d'ama-  
zones au ■. Un mélange  
de ■ populiste  
et de ■

Aitard Courmes est né un 21 mai 1909 à Bormes, dans le Var. Père officier de marine, grand-père officier indochinois, grand-oncle chamois et Fréjus. Lui est **officier peintre**, officie à avaler. Pourtant, la première rencontre telle qu'il fit en 1979, serait du thioter **en** diriger vers une peinture **thiot** et noble. La Fresnoy, la plus française des cabistes, s'est consignée. Courmes avait donc commandé par peintre cabiste,

bonne beaucoup à l'époque. Une grande toile témoigne de l'attitude de l'avant-garde.

Puis, peu à peu, l'œuvre se découvre de la déviation surréaliste. Elle lui convient. C'est le repli sur le monde de ses obsessions, obsessions inavouées sur l'humanité. Il ne finit

**L'im**

Pierre Courtais, le Français le plus  
 connu avec Le Serravallo, le  
 prix Paul-Guillaume, en 1980, celui de  
 la commande d'un grand salon  
 de l'illustration de la France heu-  
 reuse, vaste peinture décorative  
 pour le salon de l'Amateur  
 de l'histoire de l'Art, l'Otter, la  
 maison de l'apothicaire, la  
 maison de la maternité  
 du peintre, la guerre  
 puis l'après-guerre. Le  
 vent tourne : la marine sature  
 de l'art abstrait le prospectus  
 de la trappe de l'oubli, comme ble-

**P**ainture, réaliste, mais aussi  
moderne. Et, pour rompre  
avec le quotidien,  
aux effigies de la pub-  
licité, qui permet de dérision, le  
siffage et le siffage rituel :  
une œuvre sur une œuvre.

**Contrable**

Une couverture pourtant :  
 moi, j'avant-garde  
 1947, l'invite chaque  
 à accrocher  
 et apporte toujours  
 intempestif l'image  
 du l'imagination

publicitaire tend en effet à la  
mode pop' et hyperréaliste  
dans le lettré.

Il n'est pas en effet de p'in-  
fante tourne à nouveau à la  
long... période abstraite, que l'art  
réaliste réagit comme pour qu'on  
se souvienne du Poussin de  
Courmes. Mais quel qu'il se an-

à l'expo 72, l'«*expo Pompidou*», mais sur un groupe de jeunes artistes qui, à leur manière, ont créé un monde imaginaire. Pour eux, l'art est un grand-père historique, comme un

\* Trente et une peintures d'Alfred Courmes, galerie Jean Briancin, 23-25, rue Copernic, 75009 Paris.

JACQUES MICHEL

\* Trente et une peintures d'Alfred Courmes, galerie Jean Briance, 22-25, rue Guénégaud, 75006 Paris.















## L'ACTION CULTURELLE EN QUESTION

## La création contre l'animation

LES réorientations continuelles des hommes de théâtre et des responsables d'action culturelle... Elles finiraient même par donner quelque force, l'opinion, au jugement expé-

Dès l'animation, l'un ou l'autre de ces deux pôles, aux grandes œuvres, du public, organisation du loisir, développement (festivals), devient l'objet d'un usage... la création, le pouvoir « récupérer » une

hablement les principaux lieux dramatiques de la capitale : le municipalité n'y a pour rien, en principe, il est heureux que le Théâtre d'Orsay reprenne la mission de la Ville : d'être un lieu de la culture, de la

La loi de la nouvelle politique élaborée par le gouvernement en 1976 a été l'acte d'animation qu'elle veut promouvoir. En cela, la loi du maire de Paris est en phase avec le principal conseiller n'est pas différente, dans son principe, de celle que M. Michel d'Ornano a fait voter au niveau national. Les « lois » d'expression culturelle et de volatage, l'inspiration est vivement soutenue par M. d'Ornano, le proposant même de « redonner

## L'art et le divertissement

La loi de la nouvelle politique élaborée par le gouvernement en 1976 a été l'acte d'animation qu'elle veut promouvoir. En cela, la loi du maire de Paris est en phase avec le principal conseiller n'est pas différente, dans son principe, de celle que M. Michel d'Ornano a fait voter au niveau national. Les « lois » d'expression culturelle et de volatage, l'inspiration est vivement soutenue par M. d'Ornano, le proposant même de « redonner

La loi de la nouvelle politique élaborée par le gouvernement en 1976 a été l'acte d'animation qu'elle veut promouvoir. En cela, la loi du maire de Paris est en phase avec le principal conseiller n'est pas différente, dans son principe, de celle que M. Michel d'Ornano a fait voter au niveau national. Les « lois » d'expression culturelle et de volatage, l'inspiration est vivement soutenue par M. d'Ornano, le proposant même de « redonner

THOMAS FERENCZI.

## NOTE PHOTO

## Loisirs sans plaisir



A PRIORI, les photos de Gabriele et Helmut Nothelfer... quelques choses d'austère, de gris. Il ne faut pas... un plaisir de grappillage, il faut regarder de près. Gabriele et Helmut Nothelfer photographient là où la vie se trouve, où les gens sont... le dimanche, à Berlin-Ouest, ils vont se promener dans les forêts, les fêtes foraines, les fêtes de la bière, et ils « photographient », chacun de son côté, leurs visages. Les petites filles en costumes folkloriques mangent de la barbe-à-papa ; les défilés, les petits soldats portent des drapeaux, les badges politi-

Les visages pris sans le grain de la vie qu'on pourrait... laide, ni intéressante ni abjecte : ils sont désespérément « plats » et conformes. Ils subissent l'autosatisfaction, une angosse d'insécurité plus sourde que celle que se dit par exemple la contradiction, les regards ne s'échangent pas, ils deviennent inquiétants à force d'être trop d'inquiétude. Ces regards, ces visages, ces visages pour lesquels ils sont venus, ils participent à l'histoire qu'ils créent, involontairement. On dirait que tous ces gens, ces femmes aux gants et aux sacs blancs qui applaudissent un leader politique, ces hommes raides qui portent des décorations à leurs vestons, sacrifient à un culte de l'ordre, sans plaisir, comme si le labeur de l'existence, la masquerie, les structures sociales les plus sclérosées, avaient aussi grignoté leurs visages et leur joie.

La galerie Agathe Gaillard est un des très bons lieux d'exposition photographique à Paris. Agathe Gaillard est sympathique, elle parle aux gens et les gens lui parlent et s'intéressent à ces photos. Elle dit : « Quand j'ai vu cette exposition, j'ai trouvé ça très dur. J'ai eu envie de pleurer. En France, aucun photographe n'a cette acuité dans l'auto-critique. Quand on a vu l'exposition August Sander sur les Allemands des années 30-40, on savait au moins ce qui s'était passé. Là on ne sait pas et on peut tout redouter. »

HERVÉ GUIBERT.

\* Gabriele et Helmut Nothelfer, galerie Agathe Gaillard, 5, rue Pont-Neuf, Paris (4<sup>e</sup>). Jusqu'au 13 novembre.

**Avignon Aubervilliers**

**CORIOLAN**

de W. Shakespeare

Mise en scène de Gabriel Garran

du 19 Octobre au 19 Novembre

au théâtre de la commune

33, rue de la République - 93300 AUBERVILLIERS - 033.16.16

**TEP**

du 12 au 30 octobre

**DORENAVANT 1**

texte de J.-P. WENZEL

FESTIVAL D'AUTOMNE

17 rue Maite-Brun - Paris 20<sup>e</sup>

métro Gambetta - Tél. 636.79.09

**LE THÉÂTRE DE LA LIBERTÉ**

Les 24 et 25 octobre à 20 h. 30

2 représentations exceptionnelles de

**MACBETH**

de W. Shakespeare

Adaptation de Jean Vautour

Mise en scène : Mehmet Utusoy

AV. MUNICIPAL ROMAIN-ROLAND

15, rue Eugène-Vaillat, 93100 Villejuif

tél. 726-15-02 - M<sup>o</sup> d'Orléans

+ autobus 183

après : P. Vaillant-Couturier

**LUCERNAIRE FORUM**

un nouveau lieu de rencontres

**2 Théâtres**

dirigés par : Laurent TERZIEFF

Lucas BERTHOUMS

**2 Cinémas**

**1 salle de Concert**

dirigée par : Didier William LEROUX

**1 salle de Danse**

dirigée par : Félix BLASKA

**1 galerie de Peinture**

dirigée par : MAO'AVOY - LEENHART

galerie de photos - restaurant - disques - livres - posters - cassettes - journaux - stands d'artisanat de tous pays

13 SPECTACLES PAR JOUR - 250 SPECTACLES PAR AN

OUVERT DE MIDI À 2 H DU MATIN

LA CARTE D'ABONNEMENT : 50 F VALABLE 1 AN

40 % de remise sur toutes les pièces de théâtre - tous les concerts et les ballets

20 % de remise sur tous les films

20 % de remise au BROADWAY pour la technique relative LA SPACIOVISION

Vous recevrez séparément tous les programmes

Je désire devenir un ami du LUCERNAIRE

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Réglement par chèque, mandat ou c.c.p. à adresser à :

**LUCERNAIRE FORUM**

53 rue Notre-Dame des Champs - 75006 PARIS

**ÉLYSÉE-MONTMARTRE**

72, boulevard Rochechouart

75013 PARIS, tél. 636.38.79

Mardi 19 octobre 1977, 20 h 30

**YVES SIMON**

Première partie : SAPHO et DAVID ROSE

A partir du 1<sup>er</sup> octobre - 21 h - Relâche dimanche

**COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT**

**THÉÂTRE D'ORSAY**

à partir du 25 octobre

création

**L'EDEN-CINÉMA**

Marguerite Duras

Mise en scène Claude Régy - scénographie Jacques Marquet

Musique Carlos d'Aleixo - au piano Miguel Angel Rodenas

avec

Madeline Renaud - Catherine Sellers - Belle Ogier

Michèle Lancelotti - J.B. Melarte - Axel Bogossian

en alternance

**HAROLD ET MAUDE**

**LA VIE OFFERTE**

**PETIT ORSAY**

dernière le 30 octobre

**MADAME DE SADE**

Mishima - Pierre de Mandiargues - mise en scène J.-P. Granel

en alternance

**LES LIBERTES DE LA FONTAINE**

7, quai A. France - tél. 548.38.53 et agences

**Léon Sayan**

présente

**2<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'OPERA**

au Studio MARIGNY - Carré MARIGNY - Champs-Élysées

Tél. 225-22-74

du 1<sup>er</sup> au 10<sup>er</sup> Novembre 1977

Tous les jours, séance à 14 h - 17 h - 20 h - 22 h

**COURS d'ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET**

mardi - mercredi - jeudi - vendredi de 11 h à 14 h

direction d'acteurs Pierre Reynal

renseignements - inscriptions

Théâtre de l'Athénée, 24 rue Caumartin tél. 073.16.45

**Liliana Cavani, la réalisatrice de "Portier de Nuit" va encore choquer...**

Une mise en scène créatrice d'atmosphères tendues et troublantes.

LE MONDE

**AU-DELA DU BIEN ET DU MAL**

**ST ANDRÉ DES ARTS**

après LE VOYAGE DES COMÉDIENS

**LES CHASSEURS**

le nouveau film de THEO ANGELOPOULOS







[illegible]

**MERCREDI 19**  
Le [ ] oisive [ ] prononcé  
à travers les [ ] de l'empire

**JEUDI 20**  
Les Noces de pierre  
la [ ]

**VENDREDI 21**  
[ ] brûlantes  
Un bouquet de fleurs [ ] champs



**MULTICINE**

QUINETTE

ELYSEES LINCOLN  
QUARTIER LATIN  
MAUTEFVILLE  
PASQUIER

**ELYSEES LINCOLN/QUINTETTE**  
**CRAZY HORSE**

ELYSEES LINCOLN  
SAINT-GERMAIN HUCHETTE  
DAD

# BAD

## ANDY WARHOL'S

## BY WARHOL'S

**ANNETTE**

Age Group	1980	1990	2000	2010	2020
0-14	15.0	14.0	13.0	12.0	11.0
15-24	12.0	11.0	10.0	9.0	8.0
25-34	10.0	9.0	8.0	7.0	6.0
35-44	8.0	7.0	6.0	5.0	4.0
45-54	6.0	5.0	4.0	3.0	2.0
55-64	4.0	3.0	2.0	1.0	0.0
65-74	2.0	3.0	4.0	5.0	6.0
75+	1.0	2.0	3.0	4.0	5.0

---

---

# PARADIS D'ÉTÉ

Quelques extraits de la presse unanime :  
 « PARADIS D'ÉTÉ est un film important, sensible et intelligent... un plaisir des yeux et du cœur. »  
 Robert CHAZAL (FRANCE-SOIR)  
 « MONTY SCACCO, le personnage principal, est un jeune homme existentiel... une partie de lui-même qu'il cherche à découvrir. »  
 MARIE BENAYOUN (LE POINT)  
 « Le style d'Alain d'une cas interprétées préférées de BERGMAN. Un sens de malice. »  
 Michel LEBLANC (LE MATIN DE PARIS)  
 « Une œuvre d'une qualité rare... digne d'un maître ingénieur... d'un maître d'œuvre... d'un maître d'œuvre... »  
 « Tout est intime dans ce film... qu'il faut voir et faire voir. »  
 Anne-Marie GASPARI (L'ESPRESSO)  
 « UN FILM DE... (SUAVITÉ-DIMANCHE)

NEF DIFFUSION presenta

NEF DIFFUSION présente

un film de  
**ALAIN BERNARDIN**

# CRAZY HORSE



**Non! vous n'avez jamais vu ça au cinéma!**

**GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES (VO 70 m/m) - GRAND REX (VF 70 m/m) - MARGNAN PATHÉ (VF 70 m/m) - UGC ODÉON VO - QUINTETTE VO  
GAUMONT LUMIÈRE VF - MONTARNASSE PATHÉ VF - WEPLER PATHÉ VF - GAUMONT CONVENTION VF - MISTRAL VF - FAUVETTE VF  
GAUMONT GAMBETTA VF - LES 3 MURAT VF - Périphérie: BELLE ÉPINE Thiais - GYRANNE Versailles - VÉLIZY 2 - TRICYCLE Asnières  
FRANÇAIS-Enghien - MULTIGINÉ PATHÉ Champigny - GAUMONT ÉVRY - AVIATIC Le Bourget - ARTEL Villeneuve St-Georges - ARIEL Rueil**

**"Le triomphe de la jeunesse...  
l'épopée d'une génération qui considère  
l'espace comme son nouveau Far-West".**  
ROBERT BENAYOUN - L'ÉPOQUE

**"Tourbillon de sensations nouvelles,  
d'images inouïes, de trucages parfaits...  
Fantastiquement fantastique".**  
ROBERT CHAZAL FRANCE SOIR

**"Que la force soit avec toi"**

# LA GUERRE DES ÉTOILES

MARK HAMILL HARRISON FORD CARRIE FISHER  
PETER CUSHING ALEC GUINNESS

Scénario et mise en scène par **GEORGE LUCAS**  
Produit par **GARY KURTZ** Musique de **JOHN WILLIAMS**  
"La Guerre des étoiles" est publiée aux Presses de la Cité.  
INNOVATION TECHNOLOGIE DOLBY DIGITAL SYSTEM

la bande originale :  
20th Century Fox Records







### *La cinémathèque*

INTEGRITY (704)

MERCREDI ■ OCTOBRE.

[illegible]

## Les exclusivités

[illegible]

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (275-44-45):** 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 :  
Ce solr. m. Accuraise.  
**DEUX ANS (606-10-26) (mat.)** 21 h.  
dim. à 15 h. 30 : Aux Anas  
citoyens.  
**DIX HEURES (606-07-48)** 22 h. :  
Le maire et ses adjoints.

**Le danger**

**CULTUREL AMERICAIN.**  
le 20, à 20 h. 30 : Nancy Udow.

***Is a music-hall***

[illegible][illegible][illegible]

**PAVILLON DE PARIS** (200-03-00) 19 h. 15, 21, 22, 25, à 20 h. 45 : le 22, à 17 h. 30 ; le 23, à 14 h. 30 et 17 h. 30 : *Mouvement et danse des tribulations russes.*

**THEATRE DE LA MONTAIGNE** (208-18-50) (L.) 21 h. : *Mouvement Dument.*

*Le jazz*

(Voir l'annuaire  
des pages 10-11)

PAVILLON DE PARIS (207-09-21)  
20, 20 h. : Decans

PARC D'ARTS MODERNES DE LA  
VILLE DE PARIS, (19, 18 S. 30)  
Toucy

OLYMPIA (742-35-48)  
■ 20 h. Little Bob Story  
AMERICA (565-10-00) Les 19, 20, 21 h.  
■ 21 h. : Shivananda (acc-  
réd.) ■ 21 h. 21 h. :  
Lapin bleu (folk).

GOLF DEBOUT (70-71-22) Les 19, 20  
22 h. : Spectacle

LUCEURNAIRE (544-51-34) ■ 20 h. :  
L'Esprit du monde

THEATRE MOUFFESPARTE (334-92-52)  
(D.). 22 h. 30 : Gie Bernard Lubat.  
STADIUM (562-11-00) ■ 20, 21 h.  
Pepper Adams, Elvin Jones : les 19, 20, 21 h. : Sam Rivers, Dave  
Randall, Gerry Achall, Francis  
Love Quartet.

ALPES (332-70-78) Les 19  
18 h. 30 : Trio Les Glaces Boi-  
nges

PALEIS DES GLACES (607-40-63)  
■ 23, 20 h. 30 : Jacques Thénault  
Saxet.

Pour tous renseignements  
l'ensemble des programmes  
- LE MONDE INFORMATION -  
742.70.20 (lignes gr.)  
(de 11 heures  
surtout les dimanches)

LE PASSE SIMPLE (Fr.): U.G.C. Opéra, 2<sup>a</sup> (261-20-32); Rhysses (261-20-32);  
Patin-Shov, 6<sup>e</sup> (262-55-13);  
paranormale, 4<sup>e</sup> (262-55-13);  
1<sup>re</sup> (260-10-41).  
U.G.C. (Fr. v.o.) (\*\*): Fantéon, 6<sup>e</sup> (262-55-13).

TRANSKERICA EXPRESS (A. v.o.)  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (723-68-23).

UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE (Fr.-Am.): Cluny-Falaise, 2<sup>a</sup> (83-07-78); Colisée, 6<sup>e</sup> (359-26-13);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-07-78);  
Athènes, 10<sup>e</sup> (84-07-43);  
parnasse-Patbé, 14<sup>e</sup> (83-08-13);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-08-27);  
Mayfair, 16<sup>e</sup> (83-08-27).  
UN BOURGEOIS TOUT PETIT, FIVE (Fr. v.o.) (\*\*):  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-08-27).

UNE ETOILE EST NEUE (A. v.o.)  
U.G.C. - Danton, 6<sup>e</sup> (725-97-00);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (725-97-00);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (261-80-23).

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE (Fr. v.o.): Cluny-Falaise, 2<sup>a</sup> (83-02-12);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-12);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-12);  
U.G.C. - Marbeuf, 2<sup>a</sup> (83-02-19);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-19);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-19);  
Colisée, 13<sup>e</sup> (331-06-12);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-19);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-19);  
parnasse, 15<sup>e</sup> (54-25-20);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-19);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (83-02-19).

UN FOUSSEUR DE LOIN (A. v.o.)  
Marmont, 8<sup>e</sup> (233-92-82);  
Richelieu, 2<sup>a</sup> (233-96-70);  
Les Templetes, 14<sup>e</sup> (572-94-56).  
UN FOU, UN FOU, UN FOU (Fr.-Am.):  
Marivaux, 2<sup>a</sup> (712-93-30).

VALENTIN (Ang. v.o.) (\*\*)  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (723-68-23);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (723-68-23);  
U.G.C. - Opéra, 2<sup>a</sup> (261-80-23).

WIVES (Norv. v.o.): Studio de la Contrepartie, 2<sup>a</sup> (232-78-37);  
Gymnase, 1<sup>re</sup> (232-78-37);  
1<sup>re</sup>, 2<sup>a</sup> (232-78-37);  
1<sup>re</sup>, 2<sup>a</sup> (232-78-37).

\_\_\_\_\_

[illegible]

**Les grandes reprises**  
**AMERICAN GRAFFITI** (A. v.o.) :  
 Elysees-Pointe, av. 8° (225-67-2) 9  
**AU FIL DU LUTIN** (All. v.o.) :  
 Le Marais, 4° (278-47-86).  
**ALICE DANS LES VILLES** (All.  
 v. am.) : Le Marais, 4° (278-47-86).  
**LA BLONDE ET MOI** (A. v.o.) :  
 Studio Bertrand, 7° (763-64-68),  
 h. 15.  
**LES CONTES DE CANTERBURY**  
 (It. v.o.) (5°) : Cinéma 5°  
 (623-81-60).  
**LE DECAISSON** (It. v.o.) : Studio

Dominique, 7<sup>e</sup> (705-04-55), mardi

**GROUPE ET AMOUR** (A. v.o.) :  
Cinchole Saint-Germain, 5° (38-42)  
**HESSTER STREET** (A. v.o.) :  
Cinchole Saint-Germain, 5° (38-42)  
**LE JOUE FAZARD, DIT LE SHERIFF RIF** (P.) : Palais Croix-Nivert,  
14° (38-42)  
**LITTLE BIG MAN** (A. v.o.) :  
Comédie, 5° (38-42)  
**MARQUE** (A. v.o.) (\*\*\*): de la Harpe, 2° (38-42)  
**SOLARY POPPINS** (A. v.o.) : en sol.  
des U.G.C. Odéon, 9° (32-71-09),  
Ermitage, 6° (33-12-71) v.f.:  
de la Harpe, 2° (38-42), C.R.O. Ermitage  
en mat. Rex, 2° (23-63-83), La Royale,  
8° (36-25-80), U.G.C. Gare d'Orléans,  
14° (38-42-02), U.G.C. Gobelins, 13° (33-11-05-19), Miramar,  
14° (33-41-02), Mistrail, 14° (33-41-02),  
14° (33-41-02), Magic-Spectacular, 15° (32-38-84)  
Napoleon, 17° (33-41-02), Club-Panthé, 16° (32-37-41)  
**MURPHY** (A. v.o.) : Kinoparadis,  
14° (33-41-02)  
**NICKY O'DONN** (A. v.o., v.f.) : Les  
Templiers, 3° (27-94-56)

**ements concernant  
nnes ou des salles**

**FILMS SPÉCIAUX**  
(épées) et 727.42.34

**21 heures**  
et jours fériés)

NOUS N'AVONS SOMMES TANT ALMES  
 (Il v.o.) : Clocnoe St-Germain.  
 ORANGE MECANIQUE (A. v.o.) :  
 (770-61-72).  
 PAQUEL L'HOTEL (Il v.o.) :  
 André s. 13\* (837-74-39).  
 PIERROT LE POISSON (Il v.o.) : France-  
 2 (770-61-72).  
 ROSKARY'S BABY (A. v.o.) (s. 13\*) :  
 New-Yorker (770-61-72).  
 S. (Il v.o.) : (Soud. v.o.) : La Sa-  
 nalag, s. 13\* (A. v.o.) : h. s. p.  
 S. (Il v.o.) : (A. v.o.) : Lu-  
 xenbourg s. (832-67-77).  
 TARZAN, LA MONTE DE M. JIN-  
 CIO (A. v.o.) : (s. 13\*) :  
 André s. 13\* (837-74-39).  
 THE BOB (A. v.o.) : La Claf, s.  
 13\* (832-67-77).  
 TONNE DES FILLES ET TAIL-TO-  
 (A. v.o.) : Saint-Michel, s. (322-  
 74-39).  
 TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) :  
 Claf, s. (770-61-49). h. s. p.  
 UN PAYSAN EN POUSSIERE (Il v.o.) :  
 Luxenbourg, s. (833-67-77).  
 LES VILSITRUS DU SOIR (Fr.) :  
 (Soud. v.o.) : (Soud. v.o.) :  
 LES VALSKUES (Fr.) (s. 13\*) Capri.  
 (832-11-22).

**Les festivals**

**QUINZAINE DE**  
 Jean-Renior, (s. 874-40-78). Mer.  
 (Soud. v.o.) : (Soud. v.o.) :  
 Marguerites : J. : Djani-  
 Aïse : Lettre paysanne : V. :  
 (Soud. v.o.) : (Soud. v.o.) :  
 Plage : Jacouche : Quand je  
 ai séral grande : s. 13\* : l'Europe  
 et la grande : s. 13\* : l'Europe  
 Davis : Benoit : J. :  
 Les Femmes de Lyon : Aloïse  
 Paysanne paysanne : L. : Djani-  
 Aïse : Soud. v.o.) :  
 Paysanne : s. 13\* : l'Europe  
 Petites Marguerites : Le Bonheur  
 (Soud. v.o.) : l'Europe : l'Europe  
 s. 13\* : J. : s. 13\* : l'Europe : l'Europe  
 s. 13\* : J. : s. 13\* : l'Europe : l'Europe

Qu'est-ce que

[illegible]

**TARZOON**  
**LA HONTE DE LA JUNGLE**  
(INTERDIT AUX MOINS DE 12 ANS)  
**LA BLONDE ET LE SHERIFF**  
de **WILLIS** avec **ANGIE HANSFIELD**

---

**CINÉMA MAC-MAHON**  
5, rue Mac-Mahon, PARIS 17<sup>e</sup> - 01.47.33.11.11

**A 14 H 20, 16 H 50, 19 H 20**  
**ET 21 H 50 :**

PERSONAL

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1  
A 12 H ET 24 H :  
L'EMPIRE DES SENS  
A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H ET 22 H :  
LES ENFANTS DU PLACARD  
■ Sonnet JACQUET

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2  
rue Saint-André-des-Arts :  
A 12 H ET 24 H :  
PIERROT LE FOU  
du Jean-Luc GIGARD  
A 14 H 30, 17 H 30 ET 20 H 30 :  
LE CHASSEUR  
de Théo ANGELOPOULOS

ST. CUIJAS 20, r. Cuijas, 75005  
03 34 46 52  
A 14 H, 15 H 55, 17 H 55, ■ ■ ■ 55  
ET 21 H 55 :  
QUAND LA PANTHÈRE ROSE  
S'EN MÊLE (v.o.)  
de Black EDWARDS

[illegible]

NY. (225-20-74). — Mer. : ■

Godousoff : M. Norma ;  
Goudon : M. Robert ;  
Tzar et Zimmermann : Kabuko  
no/Caroline Bureau ; la Toaca  
de l'été : M. l'abbé ;  
la montagne du Tigre : Tristram  
Isolde ; M. : Mme Buttery ;  
le Tigre : M. l'abbé ;  
Caruso : D. : E. Ougeline ; Aida  
et la montagne de Thierse  
: M. l'abbé ;  
Mina : M. : Mario de Monaco  
Tzar et Zimmermann :  
Goudon ;  
Godousoff : le Grand Caruso  
en la maison du Tigre ;  
STOIO : M. : M. l'abbé ;  
l'ombre d'un tueur (v.o.) : J.  
Plus ça va moins ça va : V.  
Blaise : M. : M. l'abbé ;  
et Mar. (et 21 h. 30) : l'homme  
qui venait d'ailleurs (v.o.)  
J. LORRAINE : STOTO : ACA  
14 h. 30 :  
M. : M. : 16 h. 30 : Modest ;  
Blaise : M. : M. l'abbé ;  
20 h. 30 : le Messager : 21 h. 30 :  
les Dammés.

**Les cinémas de banlieue**

**EVELINES (78)**  
CREATOP. L. Jouveit (956-39-07)  
L'Amour : M. : M. l'abbé ;  
Point limite : M. : Glynnis  
(968-41-40) ; Compagnie en Lune  
(968-41-40) ;  
U.G.C. (972-82-88) : La Quatrième  
Dimension : M. : M. l'abbé ;  
ELANCOU (982-81-84) : A. Mar  
B. D. : V. : J. : un trop plein  
Blaise : M. : M. l'abbé ;  
M. : J. : Trois Femmes : V. : S.  
D. : L. : Mar. : Comme la Lune  
LA GRANDE MAISON (952-54-55)  
M. : M. : L'Espion qui m'a  
mat : M. : M. l'abbé ;  
LA CRESNAY, Paris (954-54-00)  
Padre Padrone : L'Animal : La  
Continentale : M. : M. l'abbé ;  
Lui que je l'aime : Vous n'aurez  
pas l'Alsace et la Lorraine.  
MAJESTÉ DOMINO (952-54-55)  
L'Animal : Mary Poppins : la Maison de  
Télescopique (v.o.) ; Normandie (477-  
54-55) ; M. : M. l'abbé ;  
MAULE : 3 Studios (478-85-76) : La  
Continentale ;  
LES MURSAI : Club A-S (474-  
04-55) : La Guerre des études ;  
M. : M. : M. l'abbé ;  
et (474-84-46) : Paris ;  
l'Alsace et la Lorraine : Le Toubi  
MAJESTÉ DOMINO (952-54-55)  
POISSÉ : U.G.C. (956-07-13) : L'Animal  
: M. : M. l'abbé ;  
vous n'aurez pas l'Alsace et la  
Lorraine : M. : M. l'abbé ;  
cisme (v.o.) ;  
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : C. S. L.  
M. : M. : M. l'abbé ;  
Mary Poppins : Royale (963-08-72) ;

VERLIZ, Centre Commercial (946-24-26) : L'Animal : La Guerre des étoiles ; Vous n'avez pas l'air et la Lorraine ; Crazy (7).

VERSAILLES, Cyrano : L'Amour en herbe ; La Menace ; L'Espion qui m'aimait ; Les ; Cet obscur objet du dést ; Mary Poppins ; C 2 L (950-83-33) ; Crazy Horse ; Paris (8) ; (950-17-98) ; D. 14 N. 30 ; Le Retour de Don Camillo ; J. V. 21 h. ; Bon non de V ; Calcutta désert ; S. D. 17 h. ; Mar. 14 h.

(v.o.): Sauterion (?): Mar. 21

Le Village Vitis (\*) (v.o.)  
 Les Vignerons, CAL, (978-33-73) ; J.  
 20 h. : Les Jumeaux de la ville.  
 VILLEPAREUX, CAL (463-50-97) ;  
 Marc, 20 h. 30 : Person Ombre ;  
 Marc, 20 h. 30 : Au fil du temps.  
 ESSONNET (91)  
 BUSSEY-SAINT-ANTOINE, Busy (900-  
 54-22) ; L'Amour et l'herbe ; L'es-  
 ■■■■ qui malmaît ; la Toubib aux  
 grandes manœuvres ; les ■■■■  
 Fonds 9.  
 ■■■■, Ulys (907-54-14) ; la  
 l'Amour et l'herbe ; L'Amour et la  
 Toubib aux grandes manœuvres ; L'es-  
 ■■■■ qui malmaît.  
 RYEN, Gerson (907-06-23) ; L'Ami-  
 ■■■■ n'aurez pas l'Alsace et  
 la Lorraine ; la Marmite des Stollies ;  
 Cray Barre ■■■■ ; la Toubib  
 ■■■■ régiment.

COBREIL, Arce! (008-04-04) : L'ac-  
tion qui m'aimait; Annie Laila  
Karl Fournier  
GEIGNY, France (008-46-86) :  
L'amour, la herbe; Comme la  
vieillesse  
SAINTES-GENEVIÈVE DES-  
FERRAS (007-57-57) : Femmes  
et hommes  
PALAISEAU, Casino (014-28-60) :  
L'été, l'été, l'été; Les robes; V. L.  
D.; Jambon d'Ardenne.  
Musicales (006-72-72) :  
Wood, Hollywood; Mc-  
Noldy; Banana Split; Blonde et  
Blond; Les Gueux  
Paix.  
GIF, Central (007-61-43) : V.  
J. D. L. (v.a.).  
VITY-CRATILLON, Clippone (031-85-  
78) : la

SAUTS-DE-SEINE

AMERIENS, Tricycle (793-02-13) :  
L'été, les études  
Indiens  
MAGNÈVE, Lux (835-81-43) :  
L'été  
BOULOGNE (003-06-06) :  
trop loin  
Château (793-05-18) : V. ■ ■  
Agnes; E. H.; Jeremiah John-  
son  
COQUERRE, M.J.C. (793-45-70) :  
Mer, 20 h. 30 : Tiers ■ ■  
grande promesse.  
LA GARENNE, Voltaire (242-25-27)  
vont ■ guerre  
l'Impératrice  
LEVALLOIS, Sadou (790-23-15) : J.  
V. ■ ■  
L'esprit  
Molay; Quand la peinture s'en-  
nuie  
MONTFERRIER (748-48-35) : L'animal  
la femme; Études (749-74-  
19-47) : la Menace; Ces obscurs  
L'été  
Le village (723-83-05) : L'és-  
pion qui m'aimait.  
VAUGHAN, Normandy (970-26-  
80) : Un pont trop loin; ■ en-

**Sur les gâtes : Affreux. sales  
chaises (X.O.).**

[illegible]

71-70); l'Animal; Dites-lui  
je l'aime; la Fonda.  
NOGENT-SUR-MARNE, (871-  
01-53); L'... qui m'aîmait;  
la Maison; l'exorcisme (?);  
la ... aux grandes manœuvres.  
vre; l'Amour et herbe - Port;  
l'Journée particulière.  
ORLY, (752-21-69)  
l'Espion qui m'aîmait (v.o.);  
... aux grandes manœuvres.  
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, Ar-  
tel (822-05-54); l'Espion qui m'aî-  
mait; la Guerre des  
la Toubib aux grands  
VAL D'OISE (35)  
ARGENTUIL, Alpha (981-00-70);

la Menace : Padre Padrone ;  
Horse de Paris (\*) ; Au-de-

bien et du mal (et les trois sœurs  
d'ont les Alains) et la Lorraine.  
— Gammex (191-00-03) : l'Espion  
qui m'aimait; Mary Poppins; L'  
Aventure du Poussin; la Tou-  
ssie aux Pousins manœuvres.  
— CEROY-PONTREUX (020-  
46-80) : l'Animal; l'Espion qui  
m'aimait; Mary Poppins; Vous  
savez qui j'ai vu en Lorraine.  
— LENGRIEN, François (417-00-44) :  
l'Animal; l'Espion qui m'aimait;  
l'Amour en herbe; l'Espion qui  
m'aimait; la Guerre des étoiles.  
— Mary : la Toussie; l'Espion qui  
m'aimait; Mary Poppins; l'Es-  
pion qui m'aimait; S. : la  
Toussie.  
— SARCELLES, Flanades (890-14-33) :  
l'Espion qui m'aimait; Mary  
Poppins; Les Votures particu-  
lières; Padre Padrone.

Seul à Paris  
STUDIO CONTRESCARPE

L'espionnage  
de trois femmes rangées

Epouses  
Wives

un film de ANNA BREIEN

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**ST. CUJAS** 20, r. Cujas, 75005  
A 14 H, 15 H 55, 17 H 55, 19 H 55  
ET 21 H 55 :  
**QUAND LA PANTHÈRE ROSE**  
**S'EN MÊLE (v.o.)**  
de Black EDWARDS

**THE BUS**  
un film de RAY OKAN

de trois tenants rangés

**Wives** Epouses  
un film de ANJA BREIN











(Publicité)



## Arts et traditions de la Corée

### Les trois royaumes

**L**A Corée a su préserver sa langue, ses traditions et son identité culturelle tout au long de son histoire d'environ cinq mille ans. Certes, la proximité de la Chine et du Japon a influencé son art, d'autant que le peuple coréen a servi, jusqu'au neuvième siècle, en raison notamment de l'absence de rapports directs avec la Chine et le Japon, de lien d'union entre les deux cultures.

**D**u premier au septième siècle, la Corée fut dominée en trois royaumes ayant chacun sa propre conception de l'art. Le royaume de Koguryo, dans le nord de la péninsule, fut le premier à s'imposer dans ce domaine. Le Choson, qui fut un très grand État dans son évolution. Dès 373, le Koguryo se convertit au bouddhisme et eut ainsi l'influence des grandes fondations chinoises. Le royaume de Koguryo fut renommé pour la beauté de ses grandes terrasses en pierre, surmontées de statues de lions et ornées de sculptures. Les fresques des tombes découvertes dans la région de Pyongyang ont une expression étonnante, à la fois de force et de grandeur. Des fouilles récentes ont permis de découvrir de splendides bijoux, notamment des bracelets d'or en filigrane, qu'on peut voir au Musée national de Séoul.

Le deuxième royaume, celui de Paekche, dans le sud-ouest de la péninsule, jouissait d'un climat plus tempéré, et produisit des œuvres d'un caractère plus raffiné et plus subtil. Malheureusement, trop souvent victime d'invasions, très peu de vestiges peuvent témoigner de son passé. Toutefois, le bouddhisme en Corée, la Musée national, pour les statues de Bouddha de cette époque découvertes au pays de montagnes, tantôt sculptées en pins, tantôt de terre stylisées, ou encore de dragons. Il faut voir aussi des bijoux de jade en forme de virgule, créés environ sept siècles après Jésus-Christ, et découverts dans des tombes de la région de Puyo, ancienne capitale de Paekche. Ce sont des artistes et des artisans de ce royaume qui apportèrent au Japon cette technique.

Le troisième royaume, enfin, celui de Silla, dans le sud-est, eut un développement moins rapide que les deux autres. A l'abri de l'influence chinoise, sa création artistique fait preuve de beaucoup d'originalité. Durant des siècles, les tombeaux royaux sont restés cachés au milieu des collines couvertes de pins de la ville de Kyongju, la capitale du royaume, qui a été rebâtie sous l'égide des Tang au plan en damier de Chang'an. Mais les chambres en bois de ces tumulus, en a-t-on au jour des fouilles de leur beauté, parmi lesquelles une couronne royale faite de feuilles d'or, découpées en forme d'arabes, auxquelles pendent des bijoux de jade bleu et des paillettes d'or ; ceux-ci sont reliés aux branches principales par des fils d'or et peuvent se balancer librement.

Le Silla se convertit au bouddhisme vers le sixième siècle. Les artistes créèrent des effigies de bronze de Bouddha (Maitreya, le Bouddha de l'avenir) dans des poses de méditation sur un tronc recouvert de draperies.

Au septième siècle, le royaume de Silla réalisa l'unification de toute la péninsule. Cet événement marque le début d'une grande période pour la culture et les arts. Les statues de Bouddha doré de cette époque, qui ont été retrouvées, prouvent à tous les regards combien les Coréens sont des artistes et des artisans de formes et des lignes.

Bien sûr, l'art coréen n'est pas trop riche pour être considéré un art de lignes. Pour les artistes de l'art oriental — de l'est ou de l'ouest — voici quelques éléments sur la peinture, la sculpture et la céramique.

### La peinture

**C**'EST sous la dynastie Yi (1392-1910) que la peinture atteignit sa plénitude. Dans l'ensemble, les peintures sont monochromes, travaillées dans la forme, mais avec quelques touches de couleur. Il s'en dégage une impression de sérénité, de simplicité et d'identité avec l'homme et la nature. Il est rare de trouver dans un tableau de cette période un signe de violence ou contraire à l'expression du calme et de la tranquillité. Une dignité paisible — une simplicité caractéristique de l'art coréen — paraît inhérente à la complexité de l'art de la nature. Les peintures, avec ses montagnes couvertes de pins, avec ses rivières, avec ses fleurs et ses fruits, a toujours inspiré l'épanouissement du peintre. Aujourd'hui, l'art abstrait puise son identité dans la nature, se différenciant ainsi de celui pratiqué en Occident.

### La sculpture

**L**es artistes des trois royaumes de la sculpture avant l'introduction du bouddhisme dans le royaume de Koguryo, au 372 de notre ère. Les plus anciennes images bouddhiques sculptées datent de la première moitié du sixième siècle : ce sont des statues d'autel sculptées en bronze, en argile ou en pierre.

En contact avec les artistes chinois, les Coréens parvinrent rapidement à maîtriser l'art de la sculpture religieuse. La coréanisation des visages de Bouddha apparaît vers le milieu

du sixième siècle. Les Bodhisattva de cette époque (modèles en terre cuite ou en bronze doré) portent la double écharpe aux piliers parallèles, celle de la hauteur des genoux et celle de la largeur. Les Coréens, qui n'ont jamais connus de véritables grottes, ont eu l'habitude de tailler les rochers. Les images bouddhiques sculptées en bronze ou en terre cuite sont nombreuses dans la région de Kyongju.

L'époque de Silla fut caractérisée par l'âge d'or de la sculpture religieuse. Des grands monuments sont fondés, des pagodes et des stoupes élevées un peu partout, des statues sont sculptées en bois, en pierre, en bronze, en terre cuite et la taille d'effigies à même le rocher. Les artistes de Silla ne travaillaient pas seulement la pierre, comme on témoignait les statues figurées en alliage d'or, notamment dans une pagode de la province de Kyongju. Les sculpteurs du Koryo marquent une préférence pour les bouddhas habiles.

L'invasion mongole voit l'incorporation dans les temples de statues d'origine tibétaine ; les statues de Bouddha se recourbent, les poses deviennent dynamiques et obliques, la joaillerie s'intègre au bronze. C'est de l'avènement de la dynastie Yi en 1392 que date la fin de l'art bouddhique en Corée.

### La céramique

**L**a spontanéité est la règle chez les potiers coréens. Cette qualité a été dite à maintes reprises que les artistes atteignent une perfection rarement dépassée ailleurs en Asie.

La beauté des céladons — ces porcelaines d'un vert pâle — est légendaire. Les Chinois faisaient l'éloge de leur



forme harmonieuse et de leur couleur. Une terre bleu-vert (celadon) est ordinairement la plus précieuse pour les artistes ou pour les collectionneurs. Les sujets les plus fréquents sont des branchages, des chrysanthèmes, des fleurs et des paysages. L'influence de l'orfèvrerie, de l'architecture et des arts s'exerce tout à tour dans la production des céladons. La céramique coréenne ne se limite pas aux céladons ; on trouve des pots, des récipients en forme de corne, de chariot, de barque, de maison ou de coquille, ou de pièces sur des pièces, à l'exception de motifs géométriques, de fleurs ou de motifs suspendus à des anneaux.

Au treizième siècle, sous l'occupation mongole, on voit l'apparition d'un décor peint en brun de fer sur des céladons variant du gris au blanc. On trouve aussi une simplification des motifs floraux et à un abstraitisme en formes. Sous l'époque Yi, l'influence chinoise des Ming devient prépondérante. Une céramique populaire s'est développée parallèlement dans le pays.

### La religion

**L**e respect pour toute religion est un des traits du caractère traditionnel du peuple coréen. C'est ainsi qu'on peut dire que le pays est une terre d'accueil pour les différentes croyances. Il y a une grande diversité de croyances, de pratiques, de rites et de rites, mais on ne pense pas que ces croyances ne s'entendent pas les uns les autres.

L'anémisme, qui était particulièrement ancré en Corée, n'a pas aujourd'hui complètement disparu. Le Chaman, désigné sous le nom de Mudang, continue d'être invoqué par les esprits protecteurs de certains objets sacrés : par un prêtre, il demande le bonheur ou la protection contre la maladie ou les calamités. Le bouddhisme a été introduit aux environs de 384 après J.-C. ; le royaume de Silla en a fait une religion d'Etat.

C'est à partir de l'avènement de la dynastie Yi que le bouddhisme perd sa place de religion d'Etat. La loi de Bouddha, promulguée en 1370, est abrogée le huitième jour du quatrième mois lunaire.

Le confucianisme a été son apparition à la même époque que le bouddhisme. Il s'est développé sous une forme si simple que les Chinois considéraient les Coréens comme plus savants qu'eux-mêmes.

Chaque année, une grande cérémonie a lieu au temple de Tassongjon, dans le parc de l'université de Songkyunkwan, à Séoul, pour célébrer l'anniversaire de la naissance de Confucius. Cette université, créée sous la dynastie Yi, est le premier centre national de formation intellectuelle.

Enfin, c'est au cours de la seconde moitié du dix-huitième siècle que les religions chrétiennes ont pénétré en Corée ; elles y ont joué, notamment, un rôle important dans la transformation du système scolaire du pays.

### L'éducation

**L**es méthodes d'enseignement moderne ont été introduites par les missionnaires chrétiens dans les années 1880. Un système, basé sur le principe de l'égalité de tous les citoyens, fut établi à la fin de la seconde guerre mondiale. Le régime scolaire national comprend six ans d'enseignement primaire, trois ans pour chacun des deux cycles universitaires. En 1948, chaque province avait un organisme chargé de l'inspection de l'enseignement.

La loi fondamentale de l'éducation vise à élever dans le peuple le sens de ses responsabilités morales et à lui inspirer le sens de la mission historique qui lui incombe, celle de servir la nation.

Actuellement, l'enseignement primaire est obligatoire, mais on projette, à partir de 1980, une extension jusqu'au premier cycle du secondaire. En décembre 1976, le nombre des élèves de l'enseignement primaire était de 5 503 737 répartis dans 100 000 écoles. Le corps enseignant comptait 109 630 personnes. Dans le premier cycle, on décomptait, dans 100 000 écoles, 2 118 635 élèves. Le second cycle prépare, comme partout ailleurs, une filière classique et technique. En 1976, 1 199 élèves du deuxième cycle accueillaient 1 253 676 élèves. Le régime de l'enseignement supérieur vise à donner aux étudiants une meilleure compréhension de l'homme et de son environnement, le désir de contribuer au progrès de la société et la volonté de travailler à l'amélioration des conditions de vie. Depuis 1948, le ministère de l'Éducation nationale a établi un système d'examen préliminaire pour l'admission aux universités et détermine le nombre des étudiants pouvant y être admis chaque année.

Les deux tiers des bacheliers dispensant un enseignement privé, le gouvernement accorde aux étudiants étrangers des bourses d'études pour leurs recherches en Corée. À la fin de l'année 1976, 300 étudiants étrangers étudiaient l'économie, la langue et l'histoire, la zoologie et la géographie.

### La langue

Les Coréens, issus des descendants de plusieurs tribus mongoles qui ont émigré du Mandchourie à l'époque préhistorique, ont développé très tôt pour former une langue distincte de celle des Chinois et des Japonais, et cependant homogène. Le peuple coréen parle, depuis des siècles, une langue ouralo-altaïque, qui est totalement différente des autres langues orientales. Elle se rapproche davantage du turc, du finnois ou du hongrois. Très éloignée des langues européennes et asiatiques, elle est difficile à apprendre pour les étrangers. Les caractères, fortement accentués et des sons gutturaux rendent très proche de l'allemand.

Jusqu'au quinzième siècle, les caractères chinois étaient employés dans la langue écrite et prononcés à la façon chinoise. Le roi Séjong le Grand (1397-1450) prit l'initiative de charger une commission d'inventer un alphabet phonétique de vingt-quatre lettres, le Han-Gul. La simplicité et le caractère pratique ont permis d'atteindre le taux élevé de 90 % d'alphabétisation.

Un tourisme  
au pays du

Ballet  
national  
de  
Corée



Opéra 150











offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## TIT SA TÉLÉCOMMUNICATIONS

RECHERCHE pour développement, équipements, technologie avancée :

- Calculateurs bipolaires temps réel ;
- Réseaux de commutation temporelle ;
- Contrôleurs de périphériques.

INGÉNIEURS ayant bonne connaissance structures d'ordinateurs, des circuits intégrés numériques et bipolaires. Expérience en logiciel souhaitée.

AGENT TECHNIQUE ATP AT3 ayant expérience la mise au point systèmes numériques complexes. AGENT TECHNIQUE AT2 AT1 pour contrôle de fabrication de sous-ensembles logiques.

Lieu de travail : ou zone industrielle Velizy, Plessis-Robinson.

Ecrire : TITSA, 9, rue B-Franklin, 78000 Versailles, ou téléphoner : 72-13.

## JEUNE BANQUE PRIVÉE

recherche :

### A) SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

compétente, expérimentée, la gestion du personnel, toutes les tâches administratives. Banque minimum 32 ans.

### B) CHEF COMPTABLE

Tout candidat doit avoir une qualification, expérience comptable, habilitation des états de pratique des opérations comptables, maîtrise de l'informatique, minimum 30 ans.

Adresser curriculum vitae et lettres de motivation à : M. J. LEBLANC, 11, rue de la République - 75001 PARIS (en précisant les postes A et B).

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Son rôle sera multiple et comportera comme aspects principaux :

- La définition de la politique commerciale avec la direction générale, la choix des moyens, analyses et contrôle des résultats.
- L'animation du réseau de vente (60 agents), la direction de l'équipe de vente.
- Il sera responsable de la publicité et de la promotion, du C.A., des prix.
- Le candidat idéal aura une réelle expérience de la distribution par détaillants expérimentés ; connaissance du marché de la Haute Fidélité.
- Salaire : Fixe + Intéressement + voiture et frais de déplacement.
- Il est bilingue : Français + Anglais.

Adresser C.V. et présentations sous référence 19139 à LASKY'S FRANCE KING MUSIQUE, 1 Place Cléty 75009 PARIS impérativement à monsieur Hans BERGMAN, P.D.G.

## Cerci

SYSTEMES EN AUTOMATISME ET INFORMATIQUE

### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(X-ECE-E.S.A. - Mines)

Bien introduit dans les milieux de la

MÉCANIQUE (AUTO, AVION, etc...)

Connaissances des systèmes d'automatisme par ordinateur et des problèmes de suivi des fabrications en atelier.

Sous les ordres du directeur de division, il aura des responsabilités techniques, commerciales de promotion des systèmes et de coordination d'activités commerciales.

Age : 30 ans environ, rémunération fonction de l'expérience.

C.V. détaillé et présentations à CERCY, Serv. du Personnel, 24, rue de Charonne 75011 Paris.

ALVAN

## CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS

recherche :

pour PARIS et REGION PARISIENNE

### TECHNICIENS DE MAINTENANCE

2 à 3 ans d'expérience chez constructeurs ; Anglais souhaité.

Relevé possibilité d'expansion pour candidats de valeur.

Adresser curriculum vitae et présentations à M. Gilbert ARNAUD - ALVAN FRANCE, 201, rue de Valenciennes, PARIS (19).

Tél. : 97-35-13

ALVAN

## ORES GROUPE BOSSARD

### responsable administratif et comptable

- PARIS 17
- Pour un groupe d'immobilier à usage commercial et de bureaux.
- Il sera responsable :
  - de la gestion de la location ;
  - de l'organisation et de l'animation de la gestion administrative, comptable, fiscale et financière ;
  - de la surveillance de l'exécution, de la mise en conformité et du contrôle du personnel de service, des fournisseurs ;
  - de la gestion des relations avec les locataires et les fournisseurs ;
  - de la gestion des relations avec les fournisseurs ;
  - de la gestion des relations avec les fournisseurs ;
- Le poste est à pourvoir rapidement.

PARIS - REF. 2337/B

### futur directeur des relations humaines

- 150.000 F +
- Vous êtes actuellement :
  - un homme de PRODUCTION ou de PERSONNEL en de CONSEIL particulièrement motivé par les Relations Humaines ;
  - Vous êtes attiré par :
    - une entreprise de création récente, filiale d'un groupe international, animée par des hommes jeunes et dynamiques et offrant de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger ;
    - Dans une première étape (1 an), vous achèverez la mise en place du personnel d'encadrement (recrutement, plan de formation, plan de développement), vous proposerez et mettez en place de nouveaux systèmes de gestion ;

### jeune chef comptable haut niveau

- ORLÉANS 140.000 F +
- Filiale française du groupe international MARS, UNISAR fabrique (2 trimes + 1 an construction) et distribue avec succès des aliments pour animaux (canards, poulets, cochons, etc.).
- Dans le cadre d'une très large participation effective à tous les niveaux, il devra coordonner et animer les différents groupes de comptabilité (générale, analytique et contrôle de gestion, interne, immobilisations) : 25 personnes.
- Il devra assurer un rôle de conseil et d'innovation, formation supérieure niveau DEC, ayant une expérience de comptabilité industrielle et d'animation de groupe comptable. Perspectives d'évolution soit en France soit à l'étranger.

PARIS - REF. 2406/F

### futur responsable d'un centre de profit

- CENTRE-OUEST 120.000 F +
- Pour une société française spécialisée dans l'expression et le façonnage du carton.
- Il sera responsable :
  - de la gestion d'une unité de moyenne importance (100 personnes), couvrant la fonction production, commerciale sur la région, gestion et comptabilité industrielle ;
  - Ce poste équivaut à :
    - une formation supérieure technique ou commerciale ;
    - une expérience confirmée d'organisation et de gestion ;
    - un homme de 30 ans minimum ;
- Poste à pourvoir immédiatement.

PARIS - REF. 2342/A

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + présentations sous la référence indiquée à : ORES CFF, 105, bd Haussmann - 75008 Paris

## bel

Fromageries BEL

LA VACHE QUI RIT

CUREY - EURE - ST-LOUIS - BON-SEUL - BABYBEL - CANTADOU, etc.

recherche :

### UN CHEF DE PRODUIT

Pour lui confier la gestion de produits existants et le développement de produits nouveaux.

Le candidat, de formation supérieure H.E.C., E.S.A.E.C. ou équivalent, aura 3 à 4 ans d'expérience dans la gestion de produits de grande consommation, de préférence alimentaires.

Adresser curriculum vitae détaillé et lettres de motivation à : Fromageries BEL, Direction BEL, 4, rue d'Anjou - 75001 PARIS.

C.C.M. SULZER

Usine de MANTES (Yvelines) 50 km de Paris

### UN INGÉNIEUR ARTS et MÉTIERS ou équivalent

Adjoint au Chef du Service

contrôle qualité

- Expériences souhaitées : mécanique et
- Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Envoyer ou se présenter à C.C.M. SULZER, 22, rue Roger-Balengro, MANTES-LE-VILLAGE, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE TÉLÉCOMMUNICATIONS

### INGÉNIEURS de DÉVELOPPEMENT

Formation ARTS et MÉTIERS - I.C.A.M. - E.C.A.M. - E.N.I.E.

Une expérience industrielle de quelques années dans la fabrication électronique grand public est indispensable pour postuler cet emploi.

Adresser lettre de motivation, curriculum vitae, photo et présent. à : IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE TÉLÉCOMMUNICATIONS - 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>).

Importante Société Paris - recherche :

### JEUNE CADRE

Etudes supérieures, statistique, économie, comptabilité pour activités d'entreprises.

5 x 8 - salaire X 15 - participation, avantages sociaux.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Commissionnaire en Bourse offre

POSTE A RESPONSABILITÉ A VENDEURS (SES)

minimum 21 ans, expérience importante sur commission, Tél. à CROMAR, 72-76-67, poste 93-214.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Le JOURNAL DE LA COMMUNICATION cherche journalistes expérimentés par les problèmes de communication économique, sociale, culturelle.

Tél. pour R.V.S. au 79-34-91

Importante Société Paris - recherche :

Important organisme privé d'enseignement technique par correspond. rech. pour corrections de documents (en français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, etc.) et autres prestations.

PROFESSEURS CORRECTEURS

— en électronique sup. et automatique.

Pr. des 2 postes : être diplômé ingénieur ou 3<sup>e</sup> cycle université (domaine électronique, automatique, histoire-géographie, min. licence).

Env. photo, diplôme, réf. et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Société VERMORELLE rech. pour DECEMBRE 1977

TECHNICIEN A.T. 1

BTS ou DUT électronique. Tél. : 93-77-25.

Journaliste SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

Env. C.V. man. photo et prêt sous pli. 100 à Adm. Pers. 9, St-Sauveur, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

## KONTRON S.A.

DIVISION ELECTRONIQUE MEDICALE  
Département MARKETING INTERNATIONAL  
recherche pour développer et diffuser les méthodes de diagnostic et les équipements électroniques

### 1 CHEF DE PRODUITS responsable des applications

- qui ne nécessite pas une formation technique particulière en revanche :
  - une expérience supérieure, bonnes qualités pédagogiques, la pratique courante de l'anglais ;
  - il implique un dialogue avec les utilisateurs ;
  - La connaissance du milieu hospitalier serait un atout important ;
  - les déplacements en France et à l'étranger seront très fréquents ;
  - Les larges possibilités d'évolution sont offertes par le groupe ;

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle à KONTRON - Direction du Personnel 6 rue des Filles du Calvaire











## SPORTS

## ÉQUITATION

Saumur. — Le vendredi 7 octobre, d'Orgeix, réunissant la presse, les notables, les régiments, le *voeu*, promettait l'allochante convocation, de jeter l'anathème sur le noir... une escrquerie nationale et cassé... comme nois, l'écuyer chef, Pierre Durand, même, d'un enseignement le monde, la dictature enfin, brillant, caillille épouée, chevalier d'Orgeix, manège, inoparèthèse, nul d'ou, comme le d'ou du di... la parution d'Équitation, française d'instruction ».

confiance. L'ancien respon-  
la  
M. d'Etaing une  
pour lui faire part ses alarmes  
son père  
d'une jeune  
esprits malveillants apprécieront  
coup cymbales final  
dans une symphonie  
Bruckner, l'exposition du  
initial.

## Sérénité à Saumur après les adieux fracassants de Jean d'Orgeix

**De ~~mon~~ envoyé spécial**

... fait assez br-  
... comment allaient  
régler les instances supérieures  
l'égulation cinglée par le bour-  
... ? La riposte annonce,  
espérée. Effectivement, la riposte vient,  
... portées. ... convain-  
... polémique porte un nom :  
silence. Ainsi ... le risque  
d'une ... d'où la bonne foi,  
l'... inévitablement, fussent  
Entre ... grande ...  
misme ... un  
... se faire entendre ?

## Des champions ■ stage

La réponse  
réunis, au l'esplanade  
du Saumur. Là, malgré  
l'heure la matinée, un  
noir, dans  
l'acception du mot, un  
bouf la langue, moins en  
public, le Pierre  
dire, anglo-arabe  
qui, précèderait-il plus tard, à un  
concours complet ouvrier.  
Le cheval marche  
flet peine située. L'allure

De même, elle a vu d'un animal heureux. Au bord de la lice, une femme, un puits, tailleur gris, regarde ses yeux. Les championnes d'Europe, les irlandaises, observer, possible apprendre ».

« Bei ■■■■ modeste ■ ins-  
 en: compagnie ■ triompha  
 grand s'azan avec lequel ■  
 d'Oriola allait ■ plus de  
 ■ que ■ joies vraies.  
 Par parenthèses, ■  
 seulement le champion olympique ■  
 rougit ■ en noir et ■  
 Luttuar, ■ Par parenthèses encore  
 Tokyo, à tête débournée,  
 ■ Pierre ■ Pour un  
 cavalier qui se serait trompé de  
 et dont ■  
 bannir, il méritait peut-être pas même.  
 « Quand j'ai pris Luttuar, si me l'a  
 rappeler, il n'avait porté ■  
 mouches. »

Autre cavallerie en présence  
■ Saumur : ■ Champion,  
trente-huit ■ débarqué ■

jour pour un stage d'une durée de  
la bord de la d'Orge ? Un  
pétard mouillé au regard de l'écraser  
en chet. Je m'attends... hasardant-  
il pudeur, il propose l'eff-  
faire. Bonnement, Jean d'Orge,  
détaché à choisir pour cible

Le Cadre-roul, n'avait cependant pas hérité, du jour de sa installation à Sauter, de la mise en scène de son fils Jean, dix ans, aux instructions dédaignées. Étonnement, parce que Pierre DURAND, sélectionné par d'Orgeux, disputait, en compagnie de ses coéquipiers, quatre batailles vides dans les Coupes nationales disputées en 1974, à Madrid, à Ostende, à Lisbonne et à Torino. Étonnement encore parce que Jack Le Roux, médaillé de bronze à Rome en 1960, adjudant chef d'entraîneur des cavaliers américains de concours complet, champions du monde sous sa houlette, a fait toute sa carrière à Sauter sans jamais renier ses maîtres.

Etonnement toujours parce que Jean-Jacques [ ] a obtenu sa [ ] d'or [ ] Mexico sous la toul-

que honteuse, ... nait  
Ehronement enfin, ... le phé-  
nomène (d'éd. Marcel Rozier)  
trophe. Cuyr, vingt ... n'a pas  
... par d'Orge, ... der-  
nier s'en targue ou ...  
Armand Lavoysière, un ancien  
de ... à également abusé  
de ... le ... champlaine  
du monde Janou Lefebvre. Les ac-  
... ayant  
cette trempa appelle-t-elle ... cham-  
... général, ...  
l'appellation  
cueste ?

- Je suis un pis champion -  
insiste l'écuyer chef, modeste à  
son habitude. - Je suis un  
mer ma mission. Il y a des bons et il  
y a de la équitation. La bonne  
est une honnête.  
Je veux un principe numéro un. Il  
est irremplaçable.

Pourquoi **ce** tapage, la ques-  
tion vient spontanément à l'esprit.  
S'agit-il d'une manifestation de dépit  
à l'égard de la **propre** **œuvre**  
qui ont **été** ? S'agit-il — beaucoup —  
— d'un **travail** **de** **publi-**  
**recherché** **obtenu** **de**

du ..... ? Qui croire ? Aujourd'hui l'ancien acteur s'évoutait avec son cortège d'énigmes et de mystères à mettre en évidence un ..... essentiellement poétique, spirituellement remarquable de sa nature. Saluons, en ..... au moment où nous quitte pour aller, dit-on, vers les mers, l'extraordinaire quinquagénaire qui sut insuffler à ses hommes et aux continents un moral de plomb. Après heures décisives. Cela, la France cavalière ne l'oubliera pas.

**ROLAND MERLIN**

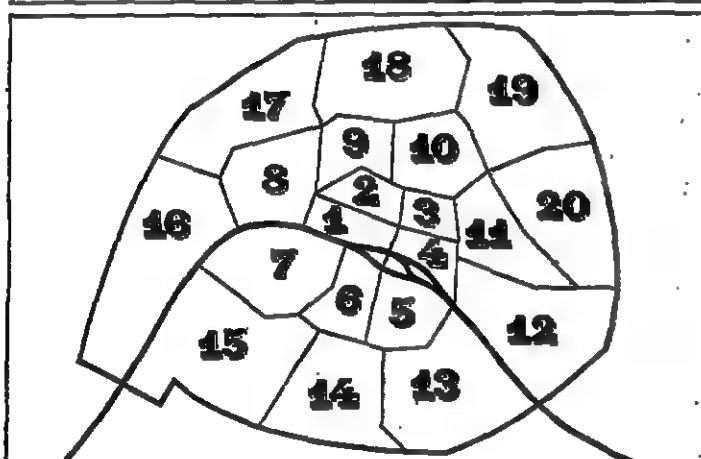
## D'un sport à l'autre




**RUGBY.** — Après Rthos, Bastien Bertrams et Harize, le pilier palois Paparemborde a dû déclarer forfait pour le match du 22 octobre opposant l'équipe de France à une sélection internationale. Il sera remplacé par le Bavoisais Pierre Dospital.

**VOILE.** — Le voilier français Jasy-Hermes est arrivé mardi 18 octobre au Cap, première étape de la course autour du monde. C'était le dernier bateau français attendu dans le port sud-africain.

# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.


<b>12</b>	<b>2500</b> RÉVISABLE	<b>2000</b> FD	<b>90%</b> 15	<b>CF.</b>	<b>1973</b>	<b>124</b>						
N° Att.	Prix moyen m²	Prix moyen terme	montant du crédit cumulé	prêt du Crédit Foncier	livraison et	Nombre d'app.	Parkings	Logements un socle- et	Métro	Autobus	R.E.R. Station	Autoroute parélevée









**GENERAL**  
**MICHEL RIZZY**  
**PORT. BONES**  
**ROUTE CHARENTAIS**

**12** **5.200** **80 %**  
**FD** **20** **LYONNAIS**  
**38** **IMMEDIATE**

**29.** **M** **GARE DE LYON**  
**ARTULLY-BIDERT**

**21, RUE CROZATIER** - Un petit ensemble dans une  
 rue large, bordée d'arbres, à proximité de la Gare de Lyon -  
 Studio à 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terras-  
 ses - Livraison immédiate - Appareillement ténail — les  
 jours (sauf mardi) de 14 h 30 ■ 18 h 30.

**PROMEX** 65, rue Remuequin, Paris-17<sup>e</sup>  
 Tél. 755-82-10

12

5.630

FD


80 %



20

LIVRAISON

TRIM HALLT

64



SARE DE LYON

BECCARIA I

- 7, rue Beccaria, 109, rue de Charanton





■ immeubles de 5 étages proposent des appart. (4 et 5 p.) tant pour l'habitation que pour l'investissement. App. livrés en 15 jours et 14 h. et 19 h. (sauf samedi et mercredi).



SERCO







14, rue Magellan




PARIS (8<sup>e</sup>)

723-72-00

12  80 %  
20   

**RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN** - 1-3, rue   
Beaudou - A quelques mètres de  Nation, mais remarqu.  
isol. du bruit  gr. arrières, une résid. de classe aux prestat.  
raffin. 5. pl. ts l. jrs  mar.  mar., 13  20 h., 346-51-74.  
ou LA MAISON DU G. SCIC,  
15, boulevard de Vaugirard,  
Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **5.300** **80 %** **1978** **100%**

**(M)** **[Car Icon]** **[Truck Icon]**


**de Sud**

**CAP SUD - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, garage d'appart. concus, du studio ou pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi 14 h. à 22 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.**

**ou LA MAISON DU G. SCIC,**  
15, boulevard de Vaugrardy,  
Paris (13<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**GSCIC**

**Capat**

**13** **A.033** **80 %** **LIVRAISON** **IMMEDIATE**  
**FD** **20** **125**  


**21 57 62** **P.C.** **(M)** **CITE-UNIVERSITAIRE**  
**A la du 13<sup>e</sup> de 14<sup>e</sup> arrondissement**  
**102, boulevard**  
**autour d'un merveilleux jardin int<sup>er</sup>. Appt**  
**ouv. de 9 h. à 19 h. Tél. 590-59-55.**

**SERCO** **14: Magellan** **723-72-00**  
**PARIS**





**16** **8.874 FD** **80 %**



**PROMOTIONALISTE** **LIVRAISON**

**24**

**LOI** **M** **DÉLIE AUTENT.** **JASMIN** **MOBIL** **9.1500 m**

**LES JARDINS DE POLYMNIE - 21-23 av. François-Gérard, angle av. Théophile-Gautier - Inm. de tr. gd stand. aut. d'un jard. ■■■■ m2, Du stud. 34 m2, ou 6 p. ■■■■ m2 S. pl. t.d.j. ■■■■ dim., lun. et vend. mat. 10-12 h. 30. 14-19 h., tél. ■■■■ 0711 ou S.P.E.I., 14 ■■■■ F.-Roosevelt, Paris-8, 256-55-11 ■■■■ HUZET & VALLETTE**

**19** **4.665** **80 %**  
**FD** **20** **LIVRAISON**  
**156**   
  **LAVINIERE**  
**11**, rue Euryale-Berthelin - 72, **11** La Loire  
A proximité **11** Bettes-Champan  
Appartements avec vastes loggias, Appt télesc. ouvert de  
14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Mogellan **723-72-00**  
**PARIS** 


20  30 %  1979   
 26  60  SAMBETTA    
 61  76

**« Le Monde Immobilier »**  
est une rubrique de publicité ouverte à tous  
les constructeurs-promoteurs.  
Elle vise à faciliter la démarche de  
nos lecteurs dans la recherche et le choix  
d'un programme immobilier.

**...et un prêt CDE  
financera votre achat :**

**cde**

**Comptoir des Entrepreneurs**  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.

Tous  financements immobiliers depuis 1848.

Des équipements français  
à bord du Tupolev-144

1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030  
 2031  
 2032  
 2033  
 2034  
 2035  
 2036  
 2037  
 2038  
 2039  
 2040  
 2041  
 2042  
 2043  
 2044  
 2045  
 2046  
 2047  
 2048  
 2049  
 2050  
 2051  
 2052  
 2053  
 2054  
 2055  
 2056  
 2057  
 2058  
 2059  
 2060  
 2061  
 2062  
 2063  
 2064  
 2065  
 2066  
 2067  
 2068  
 2069  
 2070  
 2071  
 2072  
 2073  
 2074  
 2075  
 2076  
 2077  
 2078  
 2079  
 2080  
 2081  
 2082  
 2083  
 2084  
 2085  
 2086  
 2087  
 2088  
 2089  
 2090  
 2091  
 2092  
 2093  
 2094  
 2095  
 2096  
 2097  
 2098  
 2099  
 2100  
 2101  
 2102  
 2103  
 2104  
 2105  
 2106  
 2107  
 2108  
 2109  
 2110  
 2111  
 2112  
 2113  
 2114  
 2115  
 2116  
 2117  
 2118  
 2119  
 2120  
 2121  
 2122  
 2123  
 2124  
 2125  
 2126  
 2127  
 2128  
 2129  
 2130  
 2131  
 2132  
 2133  
 2134  
 2135  
 2136  
 2137  
 2138  
 2139  
 2140  
 2141  
 2142  
 2143  
 2144  
 2145  
 2146  
 2147  
 2148  
 2149  
 2150  
 2151  
 2152  
 2153  
 2154  
 2155  
 2156  
 2157  
 2158  
 2159  
 2160  
 2161  
 2162  
 2163  
 2164  
 2165  
 2166  
 2167  
 2168  
 2169  
 2170  
 2171  
 2172  
 2173  
 2174  
 2175  
 2176  
 2177  
 2178  
 2179  
 2180  
 2181  
 2182  
 2183  
 2184  
 2185  
 2186  
 2187  
 2188  
 2189  
 2190  
 2191  
 2192  
 2193  
 2194  
 2195  
 2196  
 2197  
 2198  
 2199  
 2200  
 2201  
 2202  
 2203  
 2204  
 2205  
 2206  
 2207  
 2208  
 2209  
 2210  
 2211  
 2212  
 2213  
 2214  
 2215  
 2216  
 2217  
 2218  
 2219  
 2220  
 2221  
 2222  
 2223  
 2224  
 2225  
 2226  
 2227  
 2228  
 2229  
 2230  
 2231  
 2232  
 2233  
 2234  
 2235  
 2236  
 2237  
 2238  
 2239  
 2240  
 2241  
 2242  
 2243  
 2244  
 2245  
 2246  
 2247  
 2248  
 2249  
 2250  
 2251  
 2252  
 2253  
 2254  
 2255  
 2256  
 2257  
 2258  
 2259  
 2260  
 2261  
 2262  
 2263  
 2264  
 2265  
 2266  
 2267  
 2268  
 2269  
 2270  
 2271  
 2272  
 2273  
 2274  
 2275  
 2276  
 2277  
 2278  
 2279  
 2280  
 2281  
 2282  
 2283  
 2284  
 2285  
 2286  
 2287  
 2288  
 2289  
 2290  
 2291  
 2292  
 2293  
 2294  
 2295  
 2296  
 2297  
 2298  
 2299  
 2300  
 2301  
 2302  
 2303  
 2304  
 2305  
 2306  
 2307  
 2308  
 2309  
 2310  
 2311  
 2312  
 2313  
 2314  
 2315  
 2316  
 2317  
 2318  
 2319  
 2320  
 2321  
 2322  
 2323  
 2324  
 2325  
 2326  
 2327  
 2328  
 2329  
 2330  
 2331  
 2332  
 2333  
 2334  
 2335  
 2336  
 2337  
 2338  
 2339  
 2340  
 2341  
 2342  
 2343  
 2344  
 2345  
 2346  
 2347  
 2348  
 2349  
 2350  
 2351  
 2352  
 2353  
 2354  
 2355  
 2356  
 2357  
 2358  
 2359  
 2360  
 2361  
 2362  
 2363  
 2364  
 2365  
 2366  
 2367  
 2368  
 2369  
 2370  
 2371  
 2372  
 2373  
 2374  
 2375  
 2376  
 2377  
 2378  
 2379  
 2380  
 2381  
 2382  
 2383  
 2384  
 2385  
 2386  
 2387  
 2388  
 2389  
 2390  
 2391  
 2392  
 2393  
 2394  
 2395  
 2396  
 2397  
 2398  
 2399  
 2400  
 2401  
 2402  
 2403  
 2404  
 2405  
 2406  
 2407  
 2408  
 2409  
 2410  
 2411  
 2412  
 2413  
 2414  
 2415  
 2416  
 2417  
 2418  
 2419  
 2420  
 2421  
 2422  
 2423  
 2424

150







150121







## ÉCONOMIE - SOCIAL

### PATRONAT

#### LA FIN DES IV<sup>es</sup> ASSISES DES ENTREPRISES

#### M. Ceyrac plaide en faveur d'un retour à la liberté

Les quatrième assises nationales des entreprises se sont terminées mardi 18 octobre au Palais des congrès, à Paris. « Alors que les entreprises affrontent des menaces immédiates et des difficultés harassantes, nous avons délibérément choisi de consacrer nos travaux à des questions d'une autre nature et de réfléchir à l'avenir », a dit M. François Ceyrac, président du C.N.P.F. « Nos assises ont montré de quelles initiatives et de quels progrès les entreprises étaient portées. Le pays doit leur faire confiance pour pratiquer une stratégie économique de mouvement, améliorer les conditions de vie au travail, réaliser une meilleure harmonie de la croissance industrielle et de son environnement. »

Pour mettre en œuvre cette stratégie, le président du C.N.P.F. a réaffirmé la liberté des prix, la liberté du crédit et la liberté de mouvement. Et il a insisté : « Dans une société un peu lassée de sa réussite, menacée par la bureaucratie et privilégiée dangereusement la sécurité sur le risque, l'entreprise reste une source exception-

nelle d'innovation, d'initiative, de responsabilité personnelle. » Comme l'a dit aussi M. Ceyrac : « Ces quatrième assises étaient apparemment un défi. Défi à la crise économique, défi à la crise politique, défi à la technocratie et au centralisme bureaucratique. Défi à tout, en somme. Une fête de quatre jours sur fond de musique pop et de chant joyeux. Une opération de relations publiques formidable. Il y a même eu de bonnes idées. M. François Dalle a été brillant. M. Georges Chauvaud étonnant. M. Jean Chevalier raisonnable. Chacun y a mis du sien, surtout M. Paul Appell, discret organisateur de ce grand « show » libéral (vingt-cinq mille personnes et un gros service de presse). Bien sûr, cela ne vaut pas la fête de « l'Humanité », mais voilà quelques points de marque, même si dans ce concert quelques fausses notes ont été entendues : le Syndicat patronal des petites et moyennes industries (P.M.I.) vient de qualifier ces assises de « rideau de fumée » qui ne masquera pas les « réalités » devant lesquelles se trouve le patronat français. — J.G.

#### Deux maîtres mots : souplesse et autonomie

Deux grandes orientations se sont dégagées des assises : améliorer les conditions de vie et de travail sous le signe de la souplesse et de l'autonomie.

Pour les cadres et les chefs d'entreprise qui se sont succédés dans les vingt-trois forums sur l'organisation du travail, il n'est plus question de s'interroger sur la nécessité ou non d'engager des opérations ou des expériences, mais de rechercher la meilleure façon de les mener à bien.

Des représentants de Merlin-Gérin ont démontré que le passage du travail à la chaîne aux groupes semi-autonomes ne nécessitait pas toujours des investissements coûteux : sur les vingt expériences réalisées, les dépenses engagées n'ont dépassé que deux fois et de 5 à 10 % seulement l'investissement qu'aurait entraîné l'installation d'un système traditionnel de fabrication. D'autres patrons, comme celui de Citroën, ont mis en lumière la portée des mini-révolutions qui, ajoutées les unes aux autres, constituent un ensemble non négligeable d'améliorations. Citroën a notamment insisté sur l'intérêt des équipes de recherche d'amélioration des conditions de travail (trente-quatre équipes créées depuis un an et demi), qui, associant les cadres, la maîtrise et les ouvriers, ont réparé de petites erreurs, corrigé de petites nuisances par des améliorations très concrètes et très sensibles pour ceux qui en bénéficient.

#### Méfiance et scepticisme

Toutes ces initiatives, ont noté certains dirigeants d'entreprise, se heurtent, au départ, à la méfiance et au scepticisme. Raison de tout d'abord des syndicats. En général, les directions ne cherchent pas à obtenir un accord d'abord par peur, mais plus souvent qu'on ne pouvait le croire, elles informèrent les instances légales de représentation du personnel. Raison aussi des cadres et des ouvriers. Mais au fur et à mesure que les transformations sont discutées avec les intéressés, au fur et à mesure que les projets prennent corps, les différentes catégories de personnels entrent dans le jeu. Cela suppose, ont déclaré plusieurs intervenants, une réelle concertation et la mise en place de modifications tangibles pour les travailleurs.

Toute la tactique du patronat repose sur la conviction que le salarié souhaite participer au changement et être plus libre

● A Manufrance, le nouveau P.-D. G., M. Jacques Petit, a commenté les propos de M. Barre à Lyon en déclarant : « Les entreprises n'ont pas à faire la manche auprès des pouvoirs publics. D'ici quelques semaines, je serai en mesure de présenter un plan fiable avec des éléments concrets. Le travail déjà effectué montre que Manufrance a des capacités de redressement insoupçonnées. Pour demander une aide financière publique, il faut d'abord être en mesure de la justifier. Ce n'est qu'ensuite que nous pourrions discuter de son montant et de ses conditions. »

Par ailleurs, P.O. estime que « la vérité est traversée à Manufrance ». Cinquante et une personnes âgées de plus de cinquante ans et huit mois vont être licenciées avant la fin de l'année et mises en préretraite : ce chiffre s'ajoute, selon P.O., aux quarante-huit départs volontaires déjà décidés. Ces faits, déclare P.O., ainsi que la mise en chômage technique d'une partie du personnel vont à l'encontre des déclarations du maire de Saint-Etienne qui affirmait qu'il n'y aurait ni démantèlement ni licenciement. (Corresp.)

des salariés et, par des chemins détournés, rejoignent les préoccupations de certains syndicats en faveur de l'autogestion et des revendications dites qualitatives. Les représentants du personnel risquent-ils d'être d'autant d'être court-circuités par les initiatives patronales ? Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail, les confédérations ouvrières ont pris du retard, nous confiait un ancien dirigeant syndical. Gênes par leurs orientations politiques générales, elles ont sans doute sous-estimé le dynamisme de l'alle mandante du C.N.P.F. Mais ce dernier n'a peut-être pas suffisamment pesé les risques de dérapage qui peut être provoqué par le patronat traditionnel, qui franchement hostile aux syndicats, ne pourrait retenir qu'une partie du message lancé par les organisateurs de ces quatrième assises nationales.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Avis financiers des sociétés)

## Moët-Hennessy

Emprunt convertible 1977  
157.876.500 francs

Prix d'émission: F. 500  
Taux d'intérêt: 8%  
Taux de rendement actuariel brut: 10,50%  
(en cas de non conversion).  
Durée: jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990

#### Souscription

Priorité des actionnaires  
■ du 14 au 28 octobre 1977  
■ souscription d'une obligation pour 10 actions possédées (ou moins de 10).  
Souscription du public  
■ à partir du 29 octobre 1977.

#### Convertibilité en actions

au gré des porteurs  
Délai de conversion  
A tout moment à partir du 1<sup>er</sup> avril 1978, et pour les titres amortis, jusqu'à 3 mois après la mise en remboursement.  
Rapport de conversion  
Une action de F. 500 pour chaque obligation.  
En cas d'opération sur le capital, ce rapport sera ajusté pour maintenir les droits des porteurs d'obligations.

#### Caractéristiques des obligations

Jonissance: 29 octobre 1977.  
Intérêt: F. 40 par obligation payable le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année (F. 47 payables le 1<sup>er</sup> janvier 1979).  
Amortissement obligatoire:  
A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981.  
En 9 tranches sensiblement égales:  
■ soit par rachats en bourse,  
■ soit par conversion en actions,  
■ soit par remboursement à des prix croissants de F. 562 à F. 784 par obligation.  
Amortissement anticipé: possible  
■ par rachats en bourse à tout époque,  
■ par remboursement total à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, s'il résulte à amortir moins de 10 % des obligations émises.

Noter: en B.A.L.O. du 10 septembre 1977. La note d'information officielle de l'émission de cet emprunt (n° 77-226 du 17 septembre 1977) peut être obtenue, sans frais, au siège de la société, 20, avenue Hoche - 75008 PARIS, ou nos agents de l'établissement chargé de la souscription.

### AUTOMOBILE

#### La sortie d'un nouveau modèle entraînera durant dix jours la mise en chômage partiel de 14 000 travailleurs de Chrysler-France

Chrysler-France arrêtera la production de trois des quatre chaînes de son usine de Poissy du 19 au 30 décembre, « en raison de l'adaptation des méthodes et des moyens de fabrication en vue de la production d'un nouveau modèle », annonce un communiqué du constructeur automobile. Les autres usines de la firme — qui emploie au total quarante mille salariés, seront également partiellement affectées par ces mesures « en fonction de l'importance de la production du nouveau modèle sur l'exploitation de chacune ». Au total le chômage partiel devrait toucher environ quinze mille salariés. La firme de Poissy précise que cinq jours ouvrables seront indemnisés à 80 % du salaire, les cinq autres jours devront être récupérés à compter du mois d'avril 1978. « Mais une avance de 60 % du salaire normal sera versée. »

Faut-il voir dans cette décision, qui vient après l'annonce par Renault de plusieurs jours de chômage partiel à la fin de l'année, un effet de l'assouplissement que l'on constate actuellement sur le marché ? Il ne le semble pas. Certes, la firme de Poissy est sans doute hantée à recourir à des mesures d'une telle ampleur si les ventes avaient été à leur maximum, mais tout semble indiquer que des raisons techniques liées à la sortie d'un nouveau modèle, Horizon expliquent pour l'essentiel la décision de Chrysler-France.

Comme Ford avec la Fiesta, Chrysler voit grand, cette nouvelle voiture devrait être produite dès la première année à près de deux cent dix mille exemplaires. Or actuellement elle produit cinq cent vingt-cinq mille véhicules chaque année, dont deux cent cinquante-cinq mille modèles 1307-1308, cent cinquante-cinq mille Simca 1100, cinquante-cinq mille Simca 1000 et vingt-sept mille Chrysler 160 et 180 environ. La nouvelle venue — qui sera une « petite-moyenne » voiture destinée à remplacer certaines versions de la Simca 1000 âgée de dix ans

— impose donc un remaniement très important des chaînes de Poissy.

Une partie de la production des Chrysler 1307-1308 (environ cinquante à soixante mille unités par an) sera transférée en Espagne ainsi que l'essentiel de la production des Chrysler 160 et 180. Par ailleurs la fabrication des Simca 1000, qui perdent du terrain, devrait être largement réduite, comme celle de certaines versions de la Simca 1100 (de cent cinquante-cinq mille unités par an la production de ce modèle devrait tomber à cent vingt mille environ). C'est donc à un remaniement général de ses capacités de production que doit procéder la filiale française du groupe, appelée à jouer un rôle central dans la stratégie européenne de Chrysler.

L'intégration de ses diverses filiales (en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie, et en France) est déjà largement amorcée, et le transfert des responsabilités au niveau de la direction quasiment terminé. La nomination de M. John Day, président de Chrysler-France, au poste de vice-président du groupe pour l'Europe est une nouvelle preuve que — sauf pour les activités financières qui restent regroupées dans la City — la direction européenne se situe dorénavant à Paris.

● Saviez-vous construire une usine de camions au Pakistan. — Un accord a été conclu le 17 octobre entre la firme française et le gouvernement pakistanais. L'usine, dont le coût s'élève à 575 millions de dollars (1,54 milliard de francs environ), produira six mille cinq cents camions et autobus par an, qui seront destinés au marché pakistanais et exportés en Asie et au Moyen-Orient. — (G.P. Reuter.)

### SYNDICATS

#### LA C.G.T. NE REMPORTE QU'UN SIÈGE AUX ÉTABLISSEMENTS FURNON

Les élections des délégués du personnel de l'entreprise de M. Gérard Furnon, qui ont eu lieu le 14 octobre à Saint-Christol-les-Alpes, ont donné les résultats suivants : inscrits : 78 ; élus : 3 ; exprimés : 73. Syndicat autonome : 37 voix, deux sièges. C.G.T. : 36 voix, 1 siège. Les élections étaient organisées uniquement dans l'entreprise, annexe où travaillent les ouvriers syndiqués et ne concernaient donc pas le reste du personnel, à savoir 140 employés de l'entreprise principale.

M. Gérard Furnon a ainsi commenté ces résultats : « Ces élections confirment de façon éclatante la défection du personnel de l'entreprise. L'usine, en effet, est une entreprise où l'entreprise concernée était jusqu'à considérée comme le fief du syndicat communiste. »

De son côté, l'union locale C.G.T. d'Alès a indiqué, dans un communiqué, que 26 des 78 inscrits « n'ont pas pris part à la bataille » et a opposé ce syndicat au patron gardais et que M. Furnon, qui ne voulait pas que la C.G.T. s'implante dans son usine, « a déformé les résultats obligés de tenir compte de sa présence ».

Toutefois, la C.G.T. aurait sans aucun doute souhaité que cette présence soit plus importante. A cet égard, les résultats de ces élections sont un peu décevants pour cette centrale. La C.G.T. explique que les « multiples pressions » et le « chantage à la fermeture de l'usine », qui, selon elle, ont été exercés sur le personnel syndiqué.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

##### ÉLYSÉES - VALEURS

##### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

DU VENDREDI 14 OCTOBRE 1977  
L'assemblée ordinaire, réunie le 14 octobre 1977 sous la présidence de M. Jacques Buzet, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1977. Les revenus distribuables de l'exercice s'élevaient, compte tenu du report à nouveau, à 7 989 830,99 F, ce qui permet la distribution d'un dividende de 130 F par action de 1 000 F, soit un revenu annuel de 13,00 % au lieu de 11,6 F (9,60 + 13,00 F de crédit d'impôt) pour l'exercice précédent. L'assemblée a fixé au 30 octobre la mise en paiement du dividende, qui sera matérialisé par deux coupons : un coupon de 130 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,33 F ; un coupon de 130 F assorti d'un crédit d'impôt de 1,07 F. Il est rappelé que les actionnaires peuvent déduire le montant de leurs dividendes en actions de la société en franchise totale des frais de souscription jusqu'au 31 décembre 1977.

### AGRICULTURE

#### LES COOPÉRATIVES FACE AUX DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

A l'heure du désengagement du secteur privé de l'industrie agro-alimentaire en raison de sa médiocre rentabilité — l'affaire Prévail en est l'illustration la plus récente — les coopératives se déclarent prêtes à reprendre le flambeau. Mais à certaines conditions. « Les difficultés actuelles justifient que le Crédit agricole et les pouvoirs publics continuent de soutenir sans réserve les efforts des agriculteurs dans leurs coopératives », estime M. François Michon, président du groupe laitier Orléans, dans le rapport sur les industries agricoles et alimentaires qu'il présente, ce mercredi 19 septembre après-midi, au cours de l'assemblée générale de la Confédération française de la coopération agricole (C.F.C.A.). Les salaires de ces années, relève par ailleurs M. Jacques Lequerrier, secrétaire général de la C.F.C.A., ne permettront pas d'augmenter les frais d'exploitation dans plusieurs secteurs (caves viticoles, fruits et légumes, conserves et céréales).

« Les revendications des responsables de coopératives sont similaires à celles de leurs homologues de l'industrie au moins sur deux points majeurs : une plus grande souplesse dans la politique de contrôle des prix (le trop court réajuste à une politique de l'indice) et des mesures communautaires pour supprimer les perturbations dues aux montants compensatoires monétaires. Identité de vues également sur la nécessité de constituer des groupes alimentaires forts pour faire face à la politique agricole ».

« Ce n'est pas possible de créer un ensemble coopératif en additionnant les maillons d'industries alimentaires existantes », et le président de la C.F.C.A.

#### L'intérêt général

Soumis à un feu roulant de critiques des industriels à propos des avantages fiscaux dont ils bénéficient, les responsables des coopératives ont toujours répondu que c'était la juste contrepartie de contraintes juridiques et de leur mission d'« intérêt général ». Ainsi dans les zones de montagne, où la collecte du lait est coûteuse, la part de la coopération a progressé entre 1968 et 1975 beaucoup plus rapidement que sur l'ensemble du territoire : 9,7 % en Auvergne, 9,4 % en Limousin et 15,4 % en Rhône-Alpes contre 3,6 % pour la France. Globalement, même, le secteur coopératif a vu sa part dans la transformation alimentaire passer au cours de cette même période de 1,8 % à près de 25 % du chiffre d'affaires.

Les dirigeants des coopératives ne sont pas pour autant complaisants. M. Michon a précisé : « La coopération veut notamment éviter à ses adhérents d'être à la merci des caprices non agricoles, dont une des caractéristiques est d'être instables. » Il ne faut pas, devait-il ajouter, que les agriculteurs soient licenciés à chaque fois qu'une usine cesse son activité. Toutefois, le secteur coopératif ne veut pas faire la guerre à l'industrie privée et souhaite même s'entendre avec elle chaque fois que cela est possible. Des accords ont d'ailleurs déjà été passés dans un certain nombre de secteurs (viande, engrais, sucre).

La « vedette » de cette assemblée générale de la coopération agricole, qui s'achèvera jeudi matin, devait être M. Olav Gundelach. Mais le commissaire européen chargé de l'agriculture a, en extrême, remis à plus tard sa première prestation devant un auditoire agricole français. Cette absence est amplement compensée dans les milieux paysans au moment où la Commission de Bruxelles adopte une position hésitante face à l'élargissement du Marché commun et préconise par ailleurs une réduction des garanties de prix aux éleveurs de bovins.

● A l'usine Montefiore de Saint-Nabord, les ouvriers devaient recevoir, mercredi 19 octobre, avec une semaine de retard, leur paie de septembre. La veille, M. Cussey, directeur administratif de la société, en a donné l'assurance à l'intermédiaire, en présence de M. Poitrieu, inspecteur du travail. Les salaires seront versés à 100 % pour les cent dix personnes qui travaillent, les autres touchant 80 % de leur salaire net. Une réunion du comité d'entreprise aura lieu mardi 25 octobre, à la mairie de Saint-Nabord. Les ouvriers attendent avec une certaine anxiété le second plan de sauvetage de l'usine de Saint-Nabord : ils craignent qu'il ne se traduise par des licenciements. (Corresp.)

مركز الوثائق







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
  - Le point de vue de Jean Courat et Raymond Legay : l'indépendance des adhésions.
- 3-4. ÉTRANGER
  - Le dénouement de l'affaire du Boeing et ses répercussions.
- 5-6. ASIE
  - République sud-africaine : le gouvernement interdit deux journaux et dissout organisations hostiles à l'apartheid.
7. PROCHE-ORIENT
  - Amériques
8. DIPLOMATIE
  - Europe : la campagne électorale.
- 9-11. POLITIQUE
  - Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.
  - Les rapporteurs budgétaires sentent-ils les censeurs ou les soutiens du gouvernement ?
  - La C.G.T. lance une opération « débat-consultation » sur la fidélité au programme commun.
12. SOCIÉTÉ
  - Les féministes et le viol (III), par Michèle Solot.
13. RELIGION
  - Le synode de Rome.
14. ÉDUCATION
  - Trois mères pour deux enfants.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 13 A 24

EXPOSITIONS : les frères Altman à Florence ; peintures d'Alfred Cornu.

THÉÂTRE : Rencontre avec Madeleine Renaud ; « Hamlet », à Schumann ; Agnès Barnhauser à Strasbourg ; « George Dandin » à Vincennes.

JAZZ : Sam Rivers au Festival de Nancy.

### SPORTS

— Équitation.

### RÉGIONS

— Concorde à New-York.

### ÉQUIPEMENT

— Concorde à New-York.

### 34 à 36. ÉCONOMIE - SOCIAL

— Le trentième anniversaire du Conseil économique.

— Les assises du C.N.P.F.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)

— Annonces classées (28 à 31) ;

— Aujourd'hui (25) ; Carnet (25) ;

— Journal officiel (25) ; Météo ;

— Pologne (25) ; Mots croisés (25) ;

— Bourse (27).

Le numéro du « Monde » daté 19 octobre 1977 a été tiré à 574 602 exemplaires.

(PUBLICITÉ)

### SACHEZ REPRÉSENTER ET DIRIGER L'ENTREPRISE PAR L'IMAGE

- Vous comprendrez facilement la comptabilité, le financement et la gestion.
- Vous prendrez connaissance immédiatement des situations mais aussi des mouvements financiers, économiques et juridiques qui traversent l'entreprise.
- Vous déterminerez rapidement, pour l'avenir, toutes les solutions possibles.

Pour décider plus sûrement, demandez gratuitement une image-entreprise.

### COUPON - DÉPENSE

M. ....  
Société .....  
Adresse .....  
désire une documentation comprenant une image-entreprise GRAPHES ET RESEAUX COMPTABLES  
B.P. 22 - 78280 - Croissy-sur-Seine  
Tél. de 14 h. à 18 h. : 076-27-28.

A B C D E F G

## Devant les ministres des affaires étrangères des Neuf

### L'élargissement de la C.E.E. coûtera cher

déclare M. Jenkins

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Le nouvel élargissement de la C.E.E. ne sera pas une opération indolore. « Il nous coûtera à tous beaucoup d'argent, et c'est une bonne chose que nous le recommandions à nos gouvernements », a déclaré M. Jenkins, le président de la Commission, le 19 octobre, devant les ministres des affaires étrangères des Neuf. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité des difficultés, il est nécessaire d'entreprendre une « opération vérité ». La responsabilité en incombe à la Commission, qui, échappant aux tensions des négociations, doit fournir un document de fond décrivant, sans rien masquer, les écarts et les problèmes. Les ministres des Neuf sont restés muets sur ce thème. Compte tenu de l'indépendance des ministères des affaires étrangères, les gouvernements à escamoter les problèmes, la meilleure chance de parvenir à une intégration ordonnée des trois pays serait sans doute de garder la maîtrise de la négociation, autrement dit, de ne pas permettre l'adhésion qu'un moment où le rattrapage discipliné de leurs économies sera bien engagé. L'idée d'une négociation par étapes, qui figurait dans le premier document préparé voici un mois par les services néerlandais, sera d'autant plus difficile à vendre à Madrid et à Lisbonne qu'elle n'a pas été imposée à la Grèce, et qu'elle ne peut plus l'être.

PHILIPPE LEMAITRE

## A Bucarest

### LE CHEF DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE A LA CONFÉRENCE DE LA CROIX-ROUGE PROTESTE CONTRE LA PRÉSENCE DU CROISSANT-ROUGE SAHARAÏ.

Bucarest (A.F.P.). — Un incident s'est produit ce mercredi 19 octobre, durant les travaux, à Bucarest, de la vingt-troisième conférence de la Croix-Rouge. M. François Leduc, chef de la délégation française, qui présenta la parole lors de l'examen d'une résolution proposée par la Croix-Rouge sahraï, a protesté contre le fait que le Croissant-Rouge sahraï ait été admis comme observateur officiel, en la personne de son président M. Ali Mahmoud, alors qu'une violation flagrante de la Convention de Genève du 12 août 1964, les émissaires, le mandat, les statuts et les parents des six otages civils enlevés à Zénaga le 1<sup>er</sup> mai, aient été laissés sans aucune nouvelle et sans même qu'on leur indique s'ils sont encore en vie.

Le chef de la délégation française a lancé un appel solennel à tous les gouvernements qui entretiennent des contacts avec les auteurs de l'enlèvement et à toutes les organisations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour que les otages retenus à des fins de pression politique soient rendus immédiatement à leurs familles.

## LE DÉNOUEMENT DE L'AFFAIRE DU BOEING DE LA LUFTHANSA

### Comment l'unité antiterroriste a libéré les otages

Aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, la police ouest-allemande avait tenté de libérer les otages israéliens aux mains d'otages terroristes. L'opération mal préparée, confiée à des forces de police qui n'avaient reçu aucun entraînement particulier à cet effet, avait tourné au désastre.

De ce sanglant échec date la création en République fédérale d'une unité administrativement appelée le G 9, spécialisée dans la lutte contre les commandos terroristes, en particulier dans les cas de prises d'otages.

Celles-ci posent en effet aux forces de l'ordre un problème très particulier, puisqu'il s'agit pour elles de maîtriser les terroristes avant qu'ils ne puissent mettre leurs menaces à exécution, c'est-à-dire dans un laps de temps qui n'exécute pas, en général, quelques secondes. L'action de l'unité spéciale ouest-allemande, cette fois-ci, a été rendue possible par l'usage d'un type nouveau de grenades mises au point en Grande-Bretagne. Ces engins explosifs sans fil, qui se lancent à l'aide d'un pistolet à air comprimé, ont permis de libérer les otages sans que les terroristes ne soient tués.

Le reste que ces grenades n'ont pu être utilisées que parce que les portes de l'appareil avaient été arrachées. Les négociateurs de la tour de contrôle, dont M. Wischniewski, qui avait voyagé avec le chef du commando antiterroriste, ont réussi, quelques minutes avant le déclenchement de l'assaut, à attirer les pirates de l'air dans la cabine de pilotage, seul endroit d'où ils pouvaient communiquer par radio avec l'envoyé de M. Schmidt. Les hommes de la brigade d'intervention ouest-allemande ont ainsi pu se faufiler jusqu'à l'appareil par l'arrière, monter sur les ailes et arracher les portes avec des outils particuliers (et non des explosifs, d'un maniement trop risqué pour les passagers de l'avion).

Aussitôt que les policiers sont entrés dans l'appareil, ils ont tué trois des terroristes et blessé gravement un quatrième, une jeune femme dont l'identité, pas plus que celle de ses trois complices, n'a été révélée. Ils ont crié aux passagers : « Couchez-vous, ne vous affolez pas ». De nombreux otages ont pu se glisser sous les sièges. Selon certaines sources, les terroristes auraient eu le temps de lancer deux grenades, qui n'auraient pas explosé.

Les passagers étaient si profondément traumatisés par leur aventure que lorsque les policiers les invitèrent à quitter l'appareil — à bord duquel on devait retrouver de nombreux explosifs déposés par les terroristes — la plupart d'entre eux demeurèrent immobiles pendant plusieurs minutes avant de comprendre qu'ils étaient libres et indemnes.

Le succès de la mission de l'unité spéciale ouest-allemande a été célébré à Bonn, où une manifestation a été organisée.

Le commando de Mogadiscio comptait une trentaine d'hommes, mais l'ensemble de cette unité est fort, au total, de quelque cent quatre-vingt policiers d'élite. Ses membres reçoivent un entraînement intensif et sont rompus à toutes les disciplines du combat rapproché. Ils disposent d'un équipement très sophistiqué, comprenant notamment des armes ultra-rapides avec viseurs

## A UN MOIS DE LA DISCUSSION DU BUDGET

### Un « mini-congrès » des H.L.M. s'élève contre la généralisation de la réforme du logement

Les responsables du mouvement H.L.M. sont inquiets du devenir de la réforme du financement du logement. Une assemblée extraordinaire des conseils fédéraux des H.L.M. se réunira ce mercredi 19 octobre, pour décider de l'attitude à adopter.

Quatre séries de difficultés s'opposent, selon les bâtisseurs sociaux, à la généralisation de la réforme envisagée pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain :

● La construction locative sociale, qui connaît dans les zones d'équilibre élevées, risque de démonter encore son rythme de construction, ce qui ne fera que reconnaître les difficultés des entreprises du bâtiment.

● L'accession à la propriété. — Les responsables des H.L.M. envisagent que les sociétés de crédit immobilier et les coopératives ne puissent faire face à la concurrence du Crédit agricole et du Crédit foncier, riches de « ressources considérables » et de « moyens humains ».

● Le conventionnement du parc locatif existant. — Le dispositif envisagé se heurte à des difficultés juridiques insurmontables. Il faut donc le revoir, faute de quoi aucune amélioration des immeubles anciens ne pourra être entreprise.

● Le calcul de l'A.P.L. — Les caisses d'allocation familiales ne sont pas prêtes à calculer et verser l'A.P.L. même si celle-ci est commencée à la fin de l'année, pour une certaine de bénéficiaires. Les futurs occupants à la propriété ont un besoin absolu de connaître, avant d'engager les différentes hypothèses de leur dépense mensuelle de logement, quel programme immobilier bien adapté peut répondre à cette demande légitime. Il faudra plusieurs mois pour la mettre en route et il n'est pas encore à l'étude.

Au total, l'expérimentation de la réforme commence à peine. Au aucun cas, les parlementaires qui devront discuter dans moins d'un mois du budget 1978 et décider de la généralisation de la réforme, ne disposeront des éléments d'appréciation indispensables pour que le gouvernement, s'il y a lieu, s'engage à leur tour.

Pour les responsables de H.L.M., ces réserves remettent en cause la réalité d'une politique sociale du logement et leur indépendance décisionnaire de l'attitude qu'ils vont adopter.

A plus court terme, la limitation à 3 % au 1<sup>er</sup> janvier de la hausse des loyers des logements H.L.M. (au lieu de 7 % en moyenne au 1<sup>er</sup> janvier), qui interdit d'établir des budgets prévisionnels, pourrait leur inspirer la décision de pratiquer une « compensation » unilatérale et suspendant le remboursement des prêts à concurrence des préjudices qui leur est causé, soit 250 millions de francs.

JOSEF DOYRE

### M. D'ORNANO DÉSIGNE LE NOUVEL ADMINISTRATEUR DE L'OPÉRA DE PARIS

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé mercredi après-midi 19 octobre le nom du nouvel administrateur de l'Opéra de Paris qui succèdera en 1980 à M. Rolf Liebermann. Trois noms ont été le plus souvent prononcés : ceux de M. Alain Lombard, directeur de l'Opéra de Rhénanie, Jean-Claude Riber, directeur du Grand Théâtre de Genève et Bernard Lefort, directeur du Festival d'Aix-en-Provence. Cependant, les deux premiers ont fait savoir, au cours des derniers jours, qu'ils n'étaient pas candidats.

(Publié)

### 200 calculatrices imprimantes en discount Duriez

Toutes les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Canon, Triumph, Adler, Taurus, Olympia, Olivetti, Olivetti, Sharp, etc. Simples ou non, à ruban ou à plume, électroniques, à mémoire, etc. Pour toutes assurances, banques, comptables, professions libérales, hôtels, commerçants, etc. Duriez vend au magasin et en direct sans représentation. Certaines machines sont surstockées, d'autres sont supérieures à leur réputation. Duriez vous offre la liberté sur toutes et rembourse dans huit jours si non satisfait. Quantités limitées. 122, boulevard Saint-Germain. Machines à écrire, matériel de bureau.

### FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORÈVREURIE

Grosiste 25 ans d'expérience agissant directement chez les fabricants.

FRANOR 70 R. AMELOT

M<sup>re</sup> St-Sébastien — Fermé le samedi

### UNE SENSATIONNELLE RÉALISATION DES INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES JAPONAISES

entendent au moyen de cette minuscule « oreille » à transistors

Cet appareil étonnant (et d'un prix abordable) à tous vous sera essayé sans engagement chez :

**ACOUVOX**

3, rue du Cirque — 75008 PARIS

Téléphone : 225-45-47 +

ETABLISSEMENTS FERMÉS LE LUNDI

Envoyez ou téléphonez EN VOUS RECOMMANDANT DE CE JOURNAL pour recevoir gratuitement la documentation « MIKADO »

### jsf NOUVELLE BROCHURE 77

#### CHINE

Voyage en Chine Populaire du 17 au 31/12/77

Canton Shanghai Pékin

6900 F

VOIS SPECIAUX A R :

• TUNIS 780 F • AGADIR 900 F

• ATHÈNES 900 F • MARSEILLE 300 F

• LE CAIRE 1.500 F • NEW-YORK 1.500 F

• TERHERAN 1.850 F • BOMBAY 2.300 F

• BANGKOK 2.250 F • RIO 3.470 F

• ...

Documentations et inscriptions à :

jeunes sans frontières

75000 PARIS - 7, rue de la Banque 951.25.21

75000 PARIS - 6, rue Montmartre la Préfecture 322.02.22

### Sud Mer Rouge

Criques sauvages et inhospitalières, falaises abruptes, univers sous-marin fabuleux : découvrez le golfe de Tadjourah dans notre

Temeraire 11 jours - 4.850 F - 8 à 12 participants

EXPLORATOR

116 place de la Madeleine

75008 Paris - Tél. 266.66.24

### GARY

chemisier habilleur de luxe

propose

pour tous les hommes

du costume court à l'extra-long

une vaste gamme de tissus sélectionnés

73, Champs-Élysées

150

Le Monde  
de l'évolution du P  
italien

Andreas Baader et  
pour  
Les moyens  
de la démocratie

Terrorisme

REGIS E  
La N  
bi

ACOUVOX  
3, rue du Cirque — 75008 PARIS  
Téléphone : 225-45-47 +